

DÉPART EN RETRAITE EN DÉCEMBRE

Des milliers de cadres concernés



■ Des milliers de cadres dirigeants et cadres moyens ayant atteint l'âge de la retraite sont appelés à céder leur poste avant le 31 décembre prochain

■ L'application du départ légal à la retraite a souvent buté sur des résistances internes au niveau de l'administration.

LIRE L'ARTICLE DE MADJID MAKEDHI EN PAGE 3

GAZ LIVRÉ AUX UNITÉS PÉTROCHIMIQUES

SONATRACH AUGMENTE SES PRIX

■ La compagnie nationale des hydrocarbures est en train de réaménager les dispositions contractuelles qui la lient à ses partenaires dans le domaine pétrochimique en vue de permettre la hausse des prix du gaz.

LIRE L'ARTICLE DE MELISSA ROUMADI EN PAGE 7

L'ACCIDENT A FAIT UN MORT ET DE NOMBREUX BLESSÉS DÉRAILLEMENT SPECTACULAIRE D'UN TRAIN À ALGER



PHOTO : H. LIVES

Un train de voyageurs assurant le trajet Alger-Thénia a déraillé, hier en début de matinée, au niveau de la gare de Hussein Dey. Dans un bilan arrêté à la mi-journée par les services de la Protection civile, l'accident a fait un décès parmi les passagers et 93 blessés, tous évacués vers les établissements

hospitaliers Mustapha Pacha, Nafissa Hamoud (ex-Parnet) et l'hôpital de Kouba. La victime de cette tragédie était enseignante à l'université de Bab Ezzouar.

(Suite page 2)

K. Saci

Lire également les articles de Asma Bersali et Mehdi Bsikri

**El Watan
Magazine**

► LE DJART'14 À ALGER
DU 6 AU 15 NOVEMBRE

**L'ART POUR
TOUS!**

► NULLE PART AILLEURS
LE SUCCÈS DE FACEBOOK
À BLIDA

EN PAGES 13, 14, 15, 16 ET 17

L'ACCIDENT A FAIT UN MORT ET DE NOMBREUX BLESSÉS

Déraillement spectaculaire d'un train de voyageurs à Alger

Suite de la page 1

De nombreuses ambulances et camions de la Protection civile se sont déplacés sur les lieux du sinistre pour porter assistance et secours aux blessés.

Les éléments de la Protection civile ont ouvert une brèche dans le mur de l'enceinte de la gare, donnant sur la route Moutonnière. Cette percée a permis aux secouristes d'avoir un accès direct au lieu de l'accident. Les premières évacuations se sont faites quelques instants après le déraillement du train. L'incessant va-et-vient des ambulances ne s'est arrêté que vers 10h. Concernant les circonstances exactes de cet accident, le directeur général de la SNTF, Bendjaballah Yacine, présent sur place, a déclaré : « Je ne peux pas me prononcer sur les circonstances exactes de l'accident. La commission d'enquête, que nous avons mis en place, est seule habilitée à répondre à cette question. Elle devra analyser, entre autres, le contenu des deux boîtes noires dont est équipé l'autorail. En tout état de cause et quelles que soient les réponses apportées par la commission d'enquête, nous ne pouvons qualifier cet accident que de dramatique. »

EXCÈS DE VITESSE ?

A quelques encablures du chemin de fer, de nombreux curieux arpentent le pont qui fait jonction entre l'autoroute et la rue Tripoli. Les premières voitures du train sont visibles de loin. Complètement emboutis et inclinés, les wagons forment un enchevêtrement d'amas de tôles froissées, « le choc a été terrible. Le train roulait normalement, jusqu'à l'entrée de la gare de Hussein Dey, où nous avons senti une énorme secousse. J'ai été projeté en avant, ma tête a heurté le siège d'en face et j'ai perdu connaissance », témoigne un voyageur. « Je suis un habitué du train. A chaque fois que le train arrive à cet endroit, les voitures commencent à osciller dangereusement. Je crois qu'à l'entrée de la gare le rail est difforme », confie un usager. Entre les wagons



La torsion des premières voitures du train témoigne de la violence du déraillement

PHOTO : H.

entortillés et les câbles électriques tombés sur la voie ferrée, des effets de voyageurs jonchent le terre-plein. Des poteaux en fer massif complètement broyés apparaissent en partie sous les wagons. La première voiture est méconnaissable, elle a reçu le choc de plein fouet. Les autres wagons sont venus s'encasturer l'un derrière l'autre. En franchissant le périmètre de sécurité délimité par les services de sécurité, un agent de la SNTF, nous mène

jusque dans la cabine du conducteur. Le tableau de bord est fracassé, on peut cependant apercevoir un compteur de vitesse semblable à celui dont sont équipées les voitures, l'aiguille du compteur est bloquée à 80 km/h.

« 80 km à l'entrée d'une gare c'est énorme », nous confie sous couvert de l'anonymat l'agent de la SNTF. « Le train roulait très vite. A l'entrée de la gare le conducteur aurait dû faire attention à ne pas dépasser les 40 km à l'heure. Ce n'est apparemment pas le cas, preuve en est », nous dira l'agent de la SNTF en montrant du doigt le compteur de vitesse. D'autres usagers et agents de la SNTF, rencontrés sur les lieux du sinistre, convergent

dans leurs témoignages sur cette hypothèse, « cet endroit est marqué par d'importants points d'aiguillage. Le train a été aiguillé vers une autre ligne pour permettre le passage à un autre train rapide partant sur Oran. C'est à ce moment précis que les premières voitures sont sorties de la voie », affirment des agents du chemin de fer. En début d'après-midi une énorme grue a été dépêchée sur place, « l'intervention de la grue permettra de dégager la voie », souligne un cadre de la SNTF.

Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, s'est rendu sur les lieux de l'accident ferroviaire, a-t-on constaté sur place. Il était accompagné du ministre des Transports, du directeur de la SNTF, du directeur général de la Sûreté nationale et d'autres responsables concernés par l'accident. Tout le trafic ferroviaire, à la suite de cet accident, a été « interrompu » entre Alger/Oran/Annaba et Constantine, a indiqué dans un communiqué la SNTF. « Il devrait reprendre progressivement demain », selon un cadre de la SNTF. **K. S.**

DES CHEMINOTS S'EXPRIMENT «Comprenez d'abord notre situation»

L'accident, survenu hier matin, du train électrique devant relier Alger à Thénia, met en relief une nouvelle fois les multiples carences du secteur. Des travailleurs de la Société nationale de transport ferroviaire, dont des conducteurs de train, interrogés quelques heures après l'accident, expliquent que « les employés du secteur connaissent, à l'image de leurs compatriotes, les divers problèmes qui traversent la société ». Entre manque de considération, salaires précaires, stress, difficultés de promotion, autant dire qu'ils demandent la refonte du monde ferroviaire. « Il faut revoir tout le secteur afin de trouver les causes des difficultés, les analyser pour pouvoir les résoudre », explique un cheminot algérois. Toutefois, un des ses collègues précise qu'« il ne s'agit pas de dédouaner ». « Quand il y a erreur professionnelle, il faut le reconnaître, pas le nier, et chacun doit assumer ses responsabilités. Mais ce que la tutelle doit comprendre, c'est que nous subissons tant de problèmes qui restent à solutionner, si volonté politique il y a. Il faut comprendre et connaître notre situation avant de juger de notre rendement », souligne-t-il. **M. B.**

PANIQUE ET ÉMOTION À L'HÔPITAL MUSTAPHA

Une heure après le déraillement du train Alger-Thénia, le CHU Mustapha Pacha est en état d'alerte. Les sirènes des ambulances qui retentissent alarment encore plus les dizaines de familles venues s'enquérir du sort de leurs enfants, conjoints ou proches figurant parmi les passagers blessés. Devant le service des urgences, une importante foule. Interdites d'accès à l'intérieur du service, plusieurs familles se sentent perdues. Pris de panique, certains essaient même de forcer la porte d'entrée soigneusement gardée par des policiers et des agents de sécurité. A l'intérieur, blouses blanches et vertes s'affairent.

Les brancards, ensanglantés pour certains, remplissent les salles de soins, les salles d'attente et même les couloirs. Un jeune blessé est installé sur une civière, à même le sol. D'après un infirmier, les brancards sont tous occupés et ce jeune homme attend son tour pour passer des radios. « Je viens de

sortir du bloc opératoire et nous prodiguons les soins par ordre de priorité et de gravité », s'empresse d'expliquer un médecin avant de rejoindre une jeune fille qui se tord de douleur. « Je ne me souviens de rien. Le wagon s'est brusquement renversé. On m'a dit que j'avais perdu conscience et je ne me suis réveillée que dans l'ambulance des pompiers », déclare Yasmine, une jeune étudiante blessée au dos. Son accompagnatrice, moins gravement atteinte, incrimine le conducteur du train : « Nous sommes sortis de la gare d'Agha et le train marchait tranquillement. A quelques mètres de la gare de Hussein Dey, le rallye a commencé. Le train roulait à très grande vitesse. Le conducteur a essayé de freiner, sans succès. Ses tentatives n'ont fait qu'aggraver les choses. Le train redoublait de vitesse et les tentatives de freinage se sont traduites par des secousses qui nous ont fait paniquer. » D'après cette quadragénaire, des bagages sont tombés, causant des blessures

à plusieurs passagers. Avant de rejoindre la salle de radio, cette dernière a tenu à remercier les éléments de la Protection civile qui, selon ses propos, sont arrivés très vite. Kamel, 36 ans, employé dans une société privée à Boumerdès, relève un autre détail : « Avant que notre wagon ne se renverse, les portes se sont ouvertes et un vieil homme qui se tenait juste devant l'entrée a été éjecté. Une dame aussi a subi le même sort. Je doute qu'ils soient encore vivants... » Selon Sabrina, une jeune étudiante à l'université de Bab Ezzouar, les éclats de verre ont causé pas mal de blessures, mais le choc a été encore plus grave. D'après le directeur du CHU, Rabah Barr, 93 blessés ont été admis en urgence, dont trois sont dans un état grave et nécessitent une hospitalisation. « L'un de ces trois cas est arrivé dans un état d'agonie. Nos médecins ont réussi à le récupérer et il se trouve maintenant en soins intensifs. Son état est stable pour le

moment. L'état des deux autres, dont un est victime d'un traumatisme crânien, est stable. Le seul problème que nous avons du mal à gérer est la panique des familles des victimes qui n'arrivent pas patienter », explique-t-il. Une liste des personnes évacuées vers l'hôpital Mustapha a été affichée à l'entrée du service.

D'après le chargé de communication de la Protection civile de la wilaya d'Alger, Sofiane Bekhti, seuls 63 blessés ont été évacués vers les centres hospitaliers de la capitale. « Nous déplorons le décès d'une dame, A. D., âgée de 55 ans. Elle résidait à Belcourt et se rendait à son travail, à l'université de Bab Ezzouar. Nous avons mobilisé 20 ambulances, trois camions et un staff médical de cinq médecins », ajoute-t-il. Notons qu'une équipe de psychologues et d'assistantes sociales est mobilisée pour la circonstance à l'hôpital Mustapha. **Asma Bersali**

DÉPART EN RETRAITE EN DÉCEMBRE

Des milliers de cadres concernés

Au moins 3191 cadres dirigeants, cadres moyens et autres agents des entreprises et des administrations publiques seront admis à la retraite en 2014 en application de la circulaire du Premier ministre, Abdelmalek Sellal.

«En application des deux circulaires n°263 et n°289 respectivement datées du 27 juillet 2013 et du 21 septembre de l'année 2013, signées par le Premier ministre, les cadres dirigeants, cadres moyens et autres qui sont employés par des entreprises et des administrations publiques et qui ont atteint l'âge de 60 ans et plus seront admis à la retraite au courant de cette année, 3191 travailleurs sont recensés, soit 76% de l'ensemble des effectifs concernés», apprend-on auprès d'une source proche du gouvernement. Selon notre source, «2418 cadres et employés seront obligés de céder leur poste avant le 31 décembre prochain».

L'application de cette mesure, qui concerne notamment les cadres supérieurs, est en nette augmentation par rapport à 2013 où 68% des effectifs touchés par ladite circulaire ont été envoyés à la retraite, soit 2182 agents. «Le Premier ministre suit rigoureusement la mise en œuvre de cette disposition visant à libérer des postes d'encadrement au sein des administrations et des entreprises et organismes publics au profit des jeunes cadres qualifiés. Ce n'est pas un simple effet d'annonce»,



En application des circulaires n°263 et n°289, tous les fonctionnaires de plus de 60 ans devraient quitter leur poste

ajoute la même source. Par catégories, l'application de cette mesure concernera 286 cadres dirigeants dont 141 seront mis à la retraite avant la fin de l'année, 916 cadres moyens dont 704 devront quitter leur poste avant le 31 décembre, et 1984 agents. «La décision s'applique à tous le monde, à l'exception d'un certain nombre de cadres supérieurs nommés par décret présidentiel qui seront surtout chargés de la formation des futurs responsables. Mais leur pourcentage ne devra pas dépasser les 1 à 2% des effectifs», ajoute notre source, précisant que l'application de la

circulaire, entamée en 2013, se poursuivra également durant les prochaines années. Comment remplacer cet important bataillon de cadres expérimentés ? A-t-on formé suffisamment de jeunes cadres pour assurer la continuité de la gestion dans ces entreprises et administrations publiques ? Pour la même source, «la relève est en train de se faire». «C'est une aubaine pour les jeunes cadres qui ont besoin de promotion. Et leur promotion permettra aussi de libérer des postes budgétaires et par conséquent il y aura des recrutements», estime encore la même source. L'annonce de la

circulaire de Abdelmalek Sellal avait suscité, rappelons-le, un chapelet de critiques portant, notamment, sur la ségrégation dans son application ; des cadres ont dénoncé le fait que des personnes «protégées» n'aient pas été touchées par la décision. D'autres critiques concernent aussi l'avenir des entreprises publiques économiques qui risquent d'être «décapitées» et de se retrouver sans encadrement «adéquat» pour favoriser leur développement. Les responsables du gouvernement ont-ils pris en considération ces risques et ces critiques ?

Madjid Makedhi

RÉUNION DU BUREAU POLITIQUE DU FLN

Amar Saadani face à la fronde

Attaqué de toutes parts, Amar Saadani va réagir. Le secrétaire général du FLN, qui vient de rentrer d'un long séjour en France, va présider, aujourd'hui, une réunion du bureau politique de son parti.

Saadani «va prononcer un discours» avant l'entame des travaux de l'instance dirigeante de son parti, a indiqué Saïd Bouhadja, chargé de communication du FLN. Ce dernier n'a cependant pas explicité cette réunion organique. «Nous allons aborder différentes questions», a-t-il simplement indiqué. Le FLN a connu, la semaine dernière, de nouveaux troubles. Des députés et membres du comité central du parti ont organisé un sit-in devant le siège de la formation politique, à Hydra, pour réclamer le départ de Amar Saadani. «Nous ne voulons pas que le parti soit dirigé à partir de Paris», scandaient certains contestataires. Ils reprochent notamment au responsable du FLN de vouloir «diviser le FLN» en créant de nouvelles structures locales.

La création de nouvelles mouhafadhat a mis le feu aux poudres dans un parti qui ne cesse de compter ses divisions. Tout est parti de Batna où un député, Djilali, Amar, qui se voyait présider une des nouvelles structures, a créé un mouvement de dissidence dès qu'un autre militant a été nommé. C'est la fronde. Pendant que les députés s'affairaient à adopter la loi de finances 2015, ce parlementaire récoltait les signatures qui devaient servir à destituer Amar Saadani. Les contestataires reprochent également au secrétaire général du FLN de vouloir gérer, à sa guise, le prochain congrès du parti qui se déroulera au début de l'an prochain. Pour ces responsables, en créant de nouvelles mouhafadhat, Saadani vise avant tout à se tailler «un congrès sur mesure» où tous les opposants seront a priori exclus. Mais en l'absence de Saadani, retenu en France pour des affaires personnelles, la direction du FLN a trouvé des difficultés à contrecarrer une fronde qui prend de l'ampleur. Une mission que devra assumer une nouvelle fois le secrétaire général.

Ali Boukhlef

FRONTIÈRE OUEST

Le commandement de la Gendarmerie nationale évalue le dispositif de surveillance

Une commission relevant du commandement de la Gendarmerie nationale est à pied d'œuvre sur la bande frontalière ouest du pays, dans le cadre d'une tournée entamée hier pour s'enquérir du dispositif et des moyens humains et matériels engagés dans la sécurisation du territoire et des frontières et la lutte contre la contrebande, a appris l'APS auprès de ce corps.

L'opération, pilotée par le commandant des unités des garde-frontières, le général Mohamed Berkani, a pour objectif d'évaluer les performances et les efforts des unités sur le terrain, notamment celles ayant pour mission la surveillance du territoire et la lutte contre la contrebande. La tournée concerne la bande frontalière entrant dans la compétence territoriale des wilayas de Tlemcen et Naâma, laquelle relève de la compétence du deuxième commandement régional de Gendarmerie nationale basé à Oran, a-t-on indiqué de même source.

Cette mission vise également à actualiser les plans de lutte et à les adapter aux impératifs visant à combattre le crime organisé transfrontalier ; elle a également pour but de s'enquérir des conditions de modernisation des unités des garde-frontières, «appelées prochainement à être renforcées par des moyens humains et de nouveaux équipements dans le cadre du développement du dispositif préventif de la sécurité frontalière, afin de faire face aux réseaux de contrebande et d'immigration clandestine», a-t-on expliqué.

Cette tournée intervient au moment de l'achèvement de la pose par la Gendarmerie nationale d'équipements, obstacles et tranchées le long du tracé frontalier ouest du pays, pour dissuader les trafiquants et combattre la contrebande. «Ces actions seront prochainement suivies par d'autres mesures opérationnelles afin de renforcer la surveillance du territoire et de la bande frontalière et, par conséquent, préserver la sécurité et l'économie nationales et la santé publique», a-t-on souligné de même source.

CONFÉRENCE NATIONALE DU CONSENSUS

Le FFS rencontrera Amar Ghoul et le RAJ

L'instance présidentielle du Front des forces socialistes (FFS) a rencontré hier, au siège du parti, Bouguerra Soltani, membre du conseil consultatif (Madjlis Echoura) du MSP. Cette réunion a eu lieu, selon nos sources, à la demande de M. Soltani, qui était accompagné de Abderrahmane Saïd.

L'ex-patron du MSP a été reçu par le FFS en tant que personnalité politique et non en sa qualité de militant du MSP. Rappelons que le FFS, dans le cadre du cycle des consultations engagées avec les acteurs politiques en vue de la tenue de la conférence nationale du consensus s'est déjà entretenu avec l'actuel porte-parole du MSP, Abderrezak Makri. Ce dernier n'a pas caché sa désapprobation quant à l'initiative du plus vieux parti de l'opposition. Hier, le FFS a exposé dans le détail sa démarche pour aller vers la conférence du consensus et M. Soltani a posé, selon Chafaâ Bouaicha, des questions sur l'opportunité de la conférence et a demandé des éclaircissements sur le cadre, le rôle exact du FFS en tant que facilitateur dans la préparation de cette conférence et aussi la position «réelle

du pouvoir» vis-à-vis de cette initiative. «La délégation du FFS a apporté les réponses nécessaires et nous avons convenu de maintenir le contact», a expliqué Youcef Aouchiche.

Le parti de Hocine Aït Ahmed compte se concerter avec un maximum d'acteurs politiques et associatifs et n'entend exclure personne de ses concertations. Il a juste annulé une rencontre avec Abdallah Djaballah, président du FJD. «Nous ne ferons pas dans l'exclusion, mais nous avons annulé une rencontre avec M. Djaballah parce qu'il a posé des préalables à la rencontre. Nous ne nous sommes pas entendu sur l'ordre du jour», a souligné M. Aouchiche. Mardi, le FFS s'est entretenu avec les responsables du Parti de la liberté et de la justice (PLJ) présidé par l'ex-ministre de l'Information, Mohamed Saïd. Ce dernier s'est félicité du projet du FFS qu'il dit appuyer fortement. Dans un communiqué rendu public hier, le PLJ a exprimé son «souci» de réunir le «maximum de conditions» pour l'aboutissement de cette initiative. Il a appelé, à cet égard, à «tirer bénéfice de tous les efforts politiques déployés,

tant dans le cadre des consultations présidentielles relatives à la révision de la Constitution qu'au sein des forces représentées par l'instance de concertation et de suivi de l'opposition». L'étape actuelle exige, selon le PLJ, de «dépasser les tendances à l'autoritarisme et au leadership pour favoriser la réalisation d'un consensus politique considéré comme primordial». Lors de la rencontre entre les délégations des deux partis, des éclaircissements ont été donnés, selon le PLJ, sur certains aspects de l'initiative du FFS pour la tenue d'une conférence nationale. Le parti dirigé par Mohamed Saïd se dit persuadé que le changement «spasse nécessairement par la conviction partagée de tous les acteurs que les problèmes du pays se règlent par consensus et que l'édification d'un Etat, régi par le droit et la morale, est une responsabilité collective qui incombe à tout patriote quelle que soit sa position». Par ailleurs, le PLJ a souligné que le FFS, se rendra à Dely Ibrahim pour rencontrer Amar Ghoul, président du TAJ. Par la suite un rendez-vous est pris avec les jeunes de l'association RAJ. Nabila Amir

CHRISTINE BEERLI, VICE-PRÉSIDENTE DU CICR

«Notre relation avec l'Algérie est très satisfaisante»

- L'Algérie a fait de grands efforts en matière d'amélioration des conditions de détention ● Entre le CICR et le CRA, il y a une complémentarité et non pas une compétition dans la gestion du flux migratoire subsaharien ● Le CICR s'engage dans un partenariat stratégique avec l'Algérie, qui joue un rôle important dans la région ● Ce sont les principales déclarations que la vice-présidente du CICR, Christine Beerli, a faites hier à Alger.

Nous n'avons aucun différend avec le Croissant-Rouge algérien (CRA), qui reste notre partenaire privilégié. Telle est la réponse qu'a donnée, hier, la vice-présidente du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), M^{me} Beerli, lors d'une conférence de presse animée à Alger, en présence du chef de la délégation en Algérie, Askar Umarbekov, à une question relative à un probable différend sur l'ouverture d'un bureau à Tamanrasset pour prendre en charge le flux migratoire subsaharien qui aurait opposé l'organisation qu'elle représente au CRA. Pour M^{me} Beerli, «il n'y a aucune compétitivité entre le CICR et le CRA. Il y a une complémentarité dans le travail que nous faisons. Nous ne cherchons pas à prendre le travail des autres, nous avons trop à faire ailleurs. Mais nous pouvons mettre à profit notre expérience dans le domaine de l'action humanitaire en zone de conflit que ce soit en Afrique ou au Moyen-Orient». L'oratrice est également revenue sur les relations entre le CICR et l'Algérie, jugées «très satisfaisantes», en mettant l'accent sur «les grands efforts consentis par l'Algérie, pour la stabilité régionale, dans une région très instable». Abordant le volet des visites du CICR dans les prisons et les lieux de détention, la responsable du CICR affirme



Conférence de presse de la vice-présidente du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), M^{me} Christine Beerli

que l'Algérie «a fait des efforts importants en matière d'amélioration des conditions de détention, notamment depuis la réforme pénitentiaire engagée en 2003. Elle a fait d'énormes progrès que nous avons mis en évidence, d'ailleurs, lors de nos entretiens avec les autorités. Nous allons poursuivre nos visites, puisque le gouvernement nous a donné son accord pour nos missions dans les lieux de détention et de garde à vue. Confidentielles, les remarques que nous faisons sont prises en compte et des améliorations sont constatées. Avec l'Algérie, nous allons vers un partenariat stratégique». A propos de l'action du CICR dans le

domaine de la gestion du flux migratoire subsaharien, Mme Beerli fait état d'une «grande opération» que le CICR mène dans les pays voisins, notamment au Mali où, dit-elle, des actions ont été programmées à Gao, Tombouctou et Kidal. «Nous sommes également en Libye où la situation est plus difficile en raison de l'existence de nombreux groupes et entités sur le terrain et où nous ne savons pas qui est qui et qui fait quoi. Nous travaillons aussi en Syrie, un pays qui vit un drame humain avec 6 millions de déplacés et 2 millions de réfugiés. Nous travaillons des deux côtés de la ligne de démarcation, entre le gouvernement et l'opposition armée. Si nous avons

réussi, c'est uniquement parce que nous respectons le principe de neutralité et d'impartialité dans les conflits. Notre mission est d'apporter de l'aide à la population civile qui a le plus besoin de notre assistance.» Interrogée sur les violations récurrentes du droit humanitaire international à travers de nombreux pays par certains Etats, souvent considérés comme les défenseurs de l'état de droit, M^{me} Beerli reconnaît que des gouvernements «ne respectent pas» la Convention de Genève, mais s'est attardée sur «les actes des groupes armés non étatiques». «Nous ne sommes plus dans ces guerres classiques entre deux armées, mais plutôt dans des situations où des groupes non étatiques s'affrontent en violant le droit humanitaire. Nous essayons de faire en sorte que ces derniers respectent les lois, à travers un travail d'approche fait dans la discrétion afin d'accroître les chances de réussite. Nous encourageons toutes les initiatives de dialogue entre les belligérants afin d'avoir la possibilité d'atteindre les populations civiles. Nous le faisons en Syrie, en Irak, au Mali, etc.» M^{me} Beerli précise néanmoins que «les humanitaires n'ont pas le pouvoir de régler les conflits, une mission qui incombe aux politiques. Nous essayons juste d'être là où personne ne peut avoir accès». **Salima Tlemçani**

HACHIMI MECHERI, PROFESSEUR D'ENSEIGNEMENT PARAMÉDICAL

«Pour un service de qualité, il faut renforcer les effectifs»

Les professeurs de l'enseignement paramédical ont commencé, hier, leur cycle de grève. Ils observeront trois jours renouvelables par semaine, jusqu'à la concrétisation de leurs revendications. Ils affirment qu'elles n'ont pas été prises en charge par le ministère de la Santé. De son côté, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique occulte leur cas, selon le syndicat.

Hachimi Mecheri, la cinquantaine révolue, est professeur d'enseignement paramédical depuis 5 ans, à l'institut de Tizi Ouzou. Marié et père de deux enfants, il totalise une expérience de plus de 25 ans dans le secteur du paramédical. Membre depuis 2009 du bureau national du Syndicat national des professeurs de l'enseignement du paramédical (SNPEPM), Hachimi Mecheri conteste. Plusieurs raisons le poussent, ainsi que ses collègues, à demander la révision en profondeur du contenu des formations et des conditions d'enseignement. Il milite pour l'amélioration de tout ce qui est relatif au paramédical, que ce soit dans les instituts ou dans les hôpitaux. «Un service de qualité et en quantité sera au service du citoyen. Mais avant cela, il faut cerner les problèmes à leurs sources», analyse-t-il.

M. Mecheri a eu un parcours professionnel, dans lequel il estimait pouvoir évoluer en matière pédagogique et sociale. «Mais les lacunes, de fait de la passivité des pouvoirs publics, fait que je constate aujourd'hui une situation amère et difficile.» Cette observation est soulevée, dit-il, par l'ensemble de ses collègues.

Avant bénéficié de plusieurs formations, pour pouvoir former à son tour, M. Mecheri se désolait toutefois de «l'absence de moyens pédagogiques et matériels». «Pour que les citoyens puissent profiter d'un service de qualité, insiste-t-il, il faut multiplier par deux le nombre des instituts de formation du paramédical et aligner le contenu de la formation sur des standards modernes.» Il explique que «la médecine, le paramédical et tout ce qui s'articule autour de ce domaine ont évolué. Mais l'Algérie continue toujours à adopter des critères dépassés». Il souligne «l'importance de multiplier le nombre de paramédicaux et d'aides-soignants pour espérer atteindre les moyennes adéquates». «A titre d'exemple, l'institut de Tizi Ouzou forme à lui seul des paramédicaux pour 15 wilayas», avance-t-il.

M. Mecheri va au bout de la problématique. «Le ministère de la Santé n'est pas capable de résoudre les problèmes, et ne peut plus prendre en charge à lui tout seul les instituts. Le ministère de l'Enseignement supérieur occulte et ne veut pas prendre ses responsabilités. Les instituts de formation sanctionnent des études universitaires de professionnalisation. Or, ce ministère ne veut pas reconnaître la qualité universitaire de notre enseignement, ni celui des étudiants qui en sont promus», regrette-t-il. Et de conclure : «Le plus scandaleux est cette injonction du ministère qui nous oblige à rembourser la prime de contagion, alors qu'elle figure parmi nos principales revendications. Le ministère des Finances bloque, pour sa part, cette prime. Il soulève que le paramédical doit travailler à plein temps. Or, nous sommes des professeurs et nous activons également dans les hôpitaux.» **M. B.**

BOUIRA

Un groupe armé tue un repentant près de Lakhdaria

Un repentant, qui s'était rendu aux services de sécurité il y a presque une année, a été tué par un groupe armé, dans la soirée de mardi dernier, à Madinat El Hayat, dans la commune de Lakhdaria à 45 km à l'ouest de Bouira. Selon une source sécuritaire, il s'agit, de T. M., 37ans, qui a été la cible d'un groupe armé qui a ouvert le feu sur la victime à sa sortie de la mosquée de cette ville. La victime, originaire de Lakhdaria, souligne la même source, avait rejoint les maquis il y a plusieurs années. Il était, selon toujours la même source, responsable de plusieurs katibates terroristes affiliées à AQMI. Il est utile de souligner que les groupes armés restent actifs dans plusieurs localités de la wilaya de Bouira. Lundi dernier, un convoi de la Gendarmerie nationale, chargé d'escorter des expatriés chinois et turcs, a été la cible d'une attaque terroriste. Dans la soirée de mardi dernier, un groupe armé a dressé un faux barrage au lieu-dit Assif Assemadh, dans la localité d'Ath Yekhlif, dans la région de M'chedallah. Un automobiliste a été délesté de son véhicule, dans lequel les terroristes ont pris la fuite vers une destination inconnue. Selon des sources, les terroristes, vêtus de tenues afghanes, étaient armés jusqu'aux dents. **Amar Fedjkhi**

BÉJAÏA

217 réfugiés subsahariens pris en charge

Il était temps que les réfugiés subsahariens qui se sont rendus dans la ville de Béjaïa soient emmenés loin des rues où ils dormaient et quémendaient. La vie dans la rue s'est avérée – il fallait s'y attendre – dangereuses pour leur sécurité. Un bébé de deux ans et sa mère ont été fauchés, il y a deux jours, par un chauffard qui roulait à vive allure au centre-ville. L'enfant est mort sur le coup, la maman a succombé à ses blessures quelques heures après son transfert à l'hôpital Khellil Amrane. En effet, pas moins de 217 réfugiés subsahariens ont été transférés dans les camps de toile de Saket, sur la côte ouest de Béjaïa, mardi vers 21h30, selon nos sources. En attendant une décision des autorités centrales qui leur sort définitif, les familles maliennes et les migrants nigériens qui se sont rendus à Béjaïa sont désormais pris en charge par la wilaya. Nos sources ajoutent qu'«un médecin permanent a été affecté au site. Aussi, des postes de la Protection civile, de la gendarmerie et de la police ont été installés pour assurer

la sécurité des réfugiés. Une équipe du Croissant-Rouge algérien se chargera de les nourrir».

Il est utile de rappeler que l'administration de la wilaya a été interpellée à maintes reprises dans le but de prendre en charge ces réfugiés. Il y a 15 jours, un rassemblement a été organisé à l'initiative de la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme (LADDH), devant le siège de la wilaya, afin «de dénoncer l'abandon des pouvoirs publics des réfugiés de guerre subsahariens et syriens, auxquels l'Algérie a offert l'asile». Les manifestants avaient exigé alors des mesures urgentes pour la prise en charge de ces exilés. Mieux encore, le bureau local de la LADDH a plaidé, à travers son responsable, Saïd Salhi, «pour un cadre juridique clair sur la question des migrants et des réfugiés en adéquation avec le standard universel des droits de l'homme et la mise en place des mécanismes institutionnels de la prise en charge de cette population vulnérable». **Nordine Douici**

FLAMBÉE DU PRIX DE LA POMME DE TERRE

La pénurie a été provoquée, selon les mandataires

La hausse du prix de la pomme de terre — entre 80 et 100 DA chez les détaillants — a fait sortir hier de leurs gonds les mandataires en fruits et légumes qui crient à la manipulation. La hausse du prix de ce tubercule est due, selon le président de la Commission nationale des mandataires en fruits et légumes, Mohamed Medjber, à «une pénurie provoquée pour manipuler les prix des autres produits agricoles». Ce responsable parle même de «gens qui sabotent», qui refusent de déstocker la pomme de terre des chambres froides pour maintenir les prix sur les autres produits, dès lors que, a-t-il noté, «le baromètre des prix c'est la pomme de terre». Pour réguler le marché de la pomme de terre durant les mois de septembre et octobre, une quantité importante de ce tubercule a été mise dans des chambres froides depuis le début de l'été dernier. Et alors que la loi stipule, selon le conférencier, que tous les produits mis en chambres froides doivent passer par les marchés de gros, les mandataires s'interrogent. «Où sont passés les 300 000 quintaux stockés depuis mai, juin dans des chambres froides pour réguler le marché en septembre, octobre ?» s'interroge Mohamed Medjber lors d'une conférence de presse, au siège de l'UGCAA. «La pomme de terre est disponible en quantité suffisante dans les chambres froides,



Négoce de la pomme de terre dès son arrivée au marché de gros

pourquoi ne la sortent-ils pas ?» martèle-t-il. Si elle n'est pas vendue dans les marchés de gros, la pomme de terre stockée dans les chambres froides aurait alors emprunté d'autres circuits de distribution. Ce que n'écarter pas Mohamed Medjber : «La pomme de terre qui était dans les frigos est vendue à ceux avec lesquels ils ont de gros profits.» Ce qui est certain, pour cet ancien mandataire, c'est que «là où il y a intervention de l'Etat, il y a fraude». En tout état de cause, les mandataires en fruits et légumes imputent la responsabilité de cette flambée de la mercuriale au

ministère de l'Agriculture, lequel est accusé d'avoir failli dans le programme de régulation du marché des fruits et légumes. «Ceux qui sont responsables sont ceux qui ont stocké dans les frigos, dans le cadre d'un programme de régulation du marché, c'est pour cela que je dit que c'est une pénurie provoquée», insiste encore M. Medjber. C'est pourquoi les mandataires exigent une commission d'enquête pour déterminer s'il existe des «fautes» dans le programme initié par le ministère de l'Agriculture. Néanmoins, les prix de ce tubercule sont appelés à se stabiliser dans les

prochains jours, avec l'arrivée de quelque 40 000 quintaux, promet le conférencier, qui demande aux pouvoirs publics d'offrir aux producteurs les moyens de produire eux-mêmes leur propre semence.

Le conférencier explique par ailleurs la flambée des prix de certains fruits et légumes par le manque flagrant de main-d'œuvre. Ceci étant, le conférencier a appelé à encourager la production locale en mettant en place des «plans de cultures agricoles», tout en regrettant «les facilités faites aux importateurs qui cassent les producteurs locaux». **R. Beldjenna**

EL EULMA

Importantes découvertes préhistoriques

Des importantes découvertes préhistoriques viennent d'être mises au jour par une équipe de chercheurs du Centre national de recherches préhistorique, anthropologique et historique (CNRPAH), dirigé par le professeur Slimane Hachi, sur le site dénommé Medjez II. Situé à la sortie est de la ville d'El Eulma, ce site du capsien, de type escargotière, avait déjà été fouillé dans les années 1960 par des chercheurs français, mais depuis quelque temps, il a été réinvesti par une équipe pluridisciplinaire dirigée par l'archéologue Souhila Merzoug que nous avons rencontrée sur place.

«Notre équipe, composée de plusieurs spécialistes de diverses disciplines ainsi que des étudiants, a fait plusieurs découvertes majeures notamment des pierres figures, une industrie lithique et osseuse, des restes de faune, des restes humains, des plaquettes gravées, des restes de graines et une découverte-clé : de véritables sols d'occupation avec des structures anthropiques qui indiquent que, contrairement à ce que l'on croyait jusque-là, ces populations avaient des habitats structurés», explique Souhila Merzoug. La découverte la plus importante demeure, cependant, une mandibule humaine très bien conservée. «Nous avons trouvé des restes humains dont une mandibule caractéristique de type Mechtia qui nous rappelle les populations ibéro-maurusiennes ainsi que des pièces techniques qui nous permettent de comprendre comment l'homme fabriquait ses outils», poursuit Souhila Merzoug. Analysant la mandibule, Louisa Aoudia, la paléoanthropologue de l'équipe déclare : «C'est une mandibule qui a la morphologie typique des Mechtia-Afalou avec des gonions extroversés et une double avulsion dentaire, donc quatre incisives extraites dans la jeunesse de l'individu. Cette population, hommes et femmes, pratiquait ce rite caractéristique pour une raison que l'on ignore encore.» Selon Souhila Merzoug, ces découvertes permettent de mieux comprendre l'homme du capsien dans sa globalité, dans son environnement, son mode de vie et sa culture. Elles permettront également d'expliquer le mode de formation des escargotières. «Medjez II est important dans le sens qu'il s'agit d'un site-clé de la période épipaléolithique qui, surtout, marque les niveaux d'occupation les plus anciens du capsien», conclut-elle. **Djamel Alilat**

EFFROYABLE INFANTICIDE À KOUININE (EL OUED)

Une jeune mère noie ses deux bébés et poignarde mortellement sa petite fille

La paisible commune de Kouinine, relevant de la wilaya d'El Oued, a été la scène, hier après-midi, d'un infanticide tragique où une jeune mère de 32 ans a tué ses trois enfants dans sa maison avant de se constituer prisonnière, avons nous appris de sources sécuritaires. On ignore pour l'instant les raisons l'ayant poussée à commettre l'irréparable. Selon les premières informations, cette femme, dont le mari est chauffeur dans la wilaya de Tamarassat, a troqué ses nobles sentiments maternels contre une cruauté inouïe pour mettre fin à la vie de sa progéniture.

Aussi effroyable que cela puisse paraître, elle a placé son bébé de neuf mois dans un fût d'eau et a fermé soigneusement le couvercle. Quelques instants après, son nourrisson s'est noyé dans un silence anéantissant. Constatant l'efficacité de ce moyen criminel pour tuer, elle n'a pas hésité à reproduire cet acte odieux contre son deuxième bébé, âgé de moins de deux ans, l'assassinant dans les mêmes conditions. Son dernier enfant, une petite fille de 5 ans, que le fût n'a pas pu contenir, a été assassinée à coups de couteau dans le dos au moment où la

fillette tentait de fuir. Dans un état second, l'auteur de l'infanticide s'est présentée à la brigade de la Gendarmerie nationale de la commune de Kouinine pour se constituer prisonnière en reconnaissant son crime abject. Sur les lieux du drame, le procureur de la République a constaté le décès des trois chérubins dans une ambiance de consternation générale. Il a ordonné le dépôt des trois cadavres à la morgue pour les besoins de l'enquête qui a été immédiatement ouverte par la brigade de la gendarmerie locale. **M.-F. G.**

MANIFESTATION DES AGENTS DE LA PROTECTION CIVILE

Le sit-in reporté au 18 novembre

Les agents protestataires de la Protection civile ont décidé de reporter leur mouvement de contestation au 18 novembre prochain. «A l'issue de la réunion de la Fédération nationale des agents de la Protection civile, affiliée au

Snap, tenue le 4 novembre, il a été décidé le report de l'action de protestation», annonce-t-on dans un communiqué rendu public hier. Ce sit-in, initialement programmé pour aujourd'hui, aura donc lieu mardi prochain, devant la direction

générale de la Protection civile. Les revendications des éléments de ce corps de métier sont socio-professionnelles ; ils exigent des conditions de travail décentes ainsi que le respect des libertés syndicales. Leur plateforme de revendications compte 19 points, dont le

départ du directeur général, l'augmentation des salaires de base à 55 000 DA, la réintégration des cadres licenciés abusivement depuis 2004 ou encore l'octroi d'une pension aux femmes au foyer. **R. S.**

TIARET

Quatre morts et 12 blessés dans une collision entre un véhicule et un minibus

Un énième et tragique accident est survenu hier matin à 8h, dans la localité de Ain Essafah au niveau du CW2 situé dans la commune de Sidi Bakhti, à 40 km à l'est du chef-lieu de wilaya de Tiaret, provoquant le décès de quatre personnes et des blessures plus ou moins graves à douze autres pour la plupart des écoliers qui occupaient un bus de ramassage scolaire. L'accident est intervenu suite à une collision entre ce minibus qui allait de Sidi Allel vers Sidi Bakhti et un véhicule de type

Peugeot 504 circulant en sens inverse et qui avait à son bord une famille de cinq personnes. Le bilan est tragique puisqu'on déplore le décès des deux cousins Morsil Allel (chauffeur) et Nouredine, âgés tous deux de 32 ans, d'une fillette de 2 ans et de son frère âgé de 7 ans au moment où leur mère, sérieusement touchée, a été évacuée vers les UMC de l'hôpital de Tiaret. Parmi les nombreux blessés figurent douze écoliers, évacués vers l'EPH Ibn Sina de Frennda par les éléments de la

Protection civile des unités de Mechraa Sfa et de Frennda. Selon des sources locales, les secouristes ont eu du mal à extirper les morts du véhicule coupé en deux du fait de la collision. Certaines personnes sous le choc furent prises en charge par les médecins de la Protection civile, fait savoir le chargé de la communication de ce corps. La même source indique qu'en moins d'une semaine dix morts ont été enregistrés sur les routes de la région. **A. Fawzi**

DÈCÈS

Les familles Hafiz et Benredouane, parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de leur mère

M^{me} Benredouane, V^{me} Hafiz
L'enterrement aura lieu aujourd'hui au cimetière Sidi M'hamed à 13h.

«A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.»

ÉCONOMIE

PRIX DU GAZ VENDU AUX COMPLEXES PÉTROCHIMIQUES

Sonatrach change de cap

● Sonatrach a décidé de revoir ses conditions de vente à l'ensemble des entreprises du secteur dont l'activité repose sur la transformation du gaz qu'elle en fournit.

L'Algérie fera désormais un meilleur usage de son gaz et de son prix. Petite phrase loin d'être anodine lancée il y a quelques années par un ministre auquel on a pourtant endossé la responsabilité de privatisations pour le moins hasardeuses. Il aura fallu attendre encore près d'une décennie avant que cette promesse ne commence à être concrétisée. L'ensemble des joint-ventures et des contrats conclus dans le domaine de la pétrochimie depuis 2005 est en cours de réaménagement. Bien que les partenariats conclus sous l'ère Khelil accordent tous la majorité du capital au partenaire étranger, les réaménagements en question ne tentent pas, pour l'heure, de revenir sur cette répartition. Bien que des amendements de la loi sur les hydrocarbures aient assis, en 2013, Sonatrach dans le rôle de partenaire systématique et majoritaire dans tout projet en pétrochimie à venir, ces dispositions ne peuvent être rétroactives. Pour le moins, Sonatrach a décidé, depuis, de revoir ses conditions

de vente du gaz à l'ensemble des entreprises du secteur dont l'activité repose sur la transformation du gaz qu'elle fournit.

REVOIR LE PRIX DU GAZ

La décision annoncée lundi concernant la révision des prix du gaz vendu par Sonatrach à Fertial, détenu à 66% par le Grupo Espanol Villar Mir et à 34% par le groupe public algérien Asmidal, n'est en fait que le dernier acte d'un processus entamé il y a plus de deux années. Un processus de négociations avec plusieurs partenaires étrangers qui a induit en 2013, dans un premier temps, la révision des dispositions contractuelles liant Sonatrach à l'égyptien Orascom Construction Industries sur le projet de complexe d'ammoniac et d'urée Sorfert à Oran. Un avenant qui avait permis de remédier à une aberration, vu que l'accord initial prévoyait sous le couvert de l'avantage compétitif du gaz de réaliser un complexe détenu en majorité par le partenaire étranger grâce à un montage financier mettant à contribution

les banques publiques de la place et fonctionnant grâce à la matière première locale qu'est le gaz vendu par Sonatrach au prix du marché domestique. Le nouvel accord liant les deux partenaires, depuis mai 2013, maintient la clause concernant la fourniture du gaz au complexe à des prix «compétitifs», mais il a revu la répartition des bénéfices en redonnant la primauté à Sonatrach et en imposant l'exportation de la production à partir de l'Algérie et non plus de l'étranger. Un scénario qui a été réédité en avril 2014 avec Villar Mir pour le cas de Fertial, pour lequel les prix du gaz ont été revus à la hausse, ainsi qu'en septembre dernier avec l'Omanais Suheil Bahwane pour le cas du complexe de fabrication d'engrais Al Djazaïria-Al Omania-lil-Asmidal (AOA). Bien qu'à chaque fois ces opérations n'ont fait l'objet que de communiqués laconiques évoquant de simples avenants aux accords initiaux dans l'objectif de «rééquilibrer les intérêts économiques et opérationnels des deux parties», le

processus reflète un changement de cap en ce qui concerne les politiques de valorisation du gaz algérien. Il est vrai que les partenariats noués durant la décennie 2000 dans le secteur de la pétrochimie avaient été vivement critiqués dans la mesure où les conditions contractuelles ont été interprétées par de nombreux experts, notamment Réda Amrani, comme étant un transfert de la rente aux opérateurs étrangers et une exportation nette des richesses nationales, sans contrepartie au profit du Trésor public. Prise de conscience tardive donc de la nécessité de faire profiter le budget de l'Etat des dividendes tirés de l'activité de ces complexes dont la production est majoritairement destinée à l'exportation. Mais une prise de conscience sans doute motivée par une conjoncture née du déclin de la production de gaz, de la contraction des ressources issues d'une conjoncture internationale peu favorable et donc par la nécessité de valoriser au mieux nos richesses, plus particulièrement le gaz.

Melissa Roumadi

ASSURANCES AXA a le vent en poupe

AXA Algérie clôture l'exercice 2014 avec une forte progression de son chiffre d'affaires. Après une hausse importante de son chiffre d'affaires durant la deuxième année de son implantation en Algérie, à deux milliards de dinars, contre 634 millions de dinars durant la première année, AXA Algérie anticipe pour sa troisième année un chiffre d'affaires compris entre 3,5 et 4 milliards de dinars. Et AXA n'est pas encore à l'apogée de son art. Le patron d'AXA Algérie, Adelane Mecellem, rencontré hier à Alger, assure que les résultats de la compagnie progresseront encore, étant donné que les indicateurs du marché sont encourageants. La compagnie promet d'offrir d'autres innovations dès 2015, notamment en matière de produits d'assurance et de qualité de service.

Si les indicateurs financiers de la marque ont fortement évolué en trois ans d'existence, les ouvertures d'agences n'ont pas faibli non plus. Le développement horizontal d'AXA Algérie s'est traduit par la densification de son réseau commercial, riche aujourd'hui de 54 agences réparties dans 21 wilayas. La prévision d'atteindre les 62 agences à la fin de l'année en cours n'a pas été revue à la baisse. Encore moins les 130 agences à terme. Pour faire la différence sur le marché, AXA Algérie dispose d'un outil, plutôt idéal, la compagnie entend investir davantage dans l'innovation en matière

Le développement horizontal d'AXA Algérie s'est traduit par la densification de son réseau commercial, riche aujourd'hui de 54 agences réparties dans 21 wilayas

de produits et services. AXA Algérie joue aussi la carte de la diversification de son portefeuille clients. Les 80 000 clients de la compagnie se répartissent en trois compartiments à part égale : un tiers pour l'assurance-auto, un tiers pour les entreprises et un tiers pour l'assurance de personnes. Une performance d'autant plus notable que la branche automobile pèse traditionnellement pour plus de 50% dans le portefeuille des différentes compagnies d'assurance de la place. Par ailleurs, le groupe AXA n'a cessé de multiplier les performances, puisque son leadership dans le monde vient d'être réaffirmé pour la sixième année consécutive. En effet, la force et la valeur de la marque AXA dans le secteur de l'assurance ont été de nouveau confirmées par Interbrand. «AXA est la 53^e marque mondiale, la première marque d'assurance et la cinquième marque française tous secteurs confondus, avec une valorisation qui a progressé de 14% et atteint 8,120 milliards de dollars», lit-on dans un communiqué de l'assureur français.

«Le développement d'AXA dans de nouveaux territoires, des investissements dans des labs et des start-ups, des partenariats avec des universités et des entreprises leaders dans le secteur de la technologie ainsi que les initiatives menées dans le domaine de la RSE ont été les aspects particulièrement mis en évidence par Interbrand pour illustrer le succès de la marque AXA.»

Les performances du groupe AXA par les chiffres font ressortir un chiffre d'affaires IFRS de 91,2 milliards d'euros en 2013 et un résultat opérationnel de 4,7 milliards d'euros. Les actifs sous gestion d'AXA s'élevaient à 1113 milliards d'euros au 31 décembre 2013.

Ali Titouche

CODE DES INVESTISSEMENTS

La règle des 51/49% devrait être assouplie

● La fameuse loi de partage de l'actionnariat 51/49% fait douter certains partenaires étrangers désireux de s'implanter en Algérie.

Dans sa quête de l'amélioration du climat des affaires et la promotion de l'investissement étranger en Algérie, le gouvernement serait en train de réfléchir à un allègement de la fameuse loi de partage d'actionnariat 51/49%, qui fait douter certains partenaires étrangers désireux de s'implanter en Algérie. Dans son discours inaugural à l'ouverture de la Conférence sur le développement économique et social, qui se tient depuis mardi au Palais des nations, le ministre de l'Industrie et des Mines a certes affirmé que la loi appliquée en vertu de la loi de finances complémentaires 2009 est «maintenue et même étendue au commerce de gros et de détail», mais il a précisé qu'elle ne figurera pas dans la prochaine réglementation encadrant l'investissement. «Nous avons cependant considéré inutile de faire figurer cette disposition dans le code des investissements. Elle sera prise en charge dans le cadre de la réglementation des activités», a-t-il notamment souligné hier. Une précision qui n'est pas passée inaperçue pour la plupart des économistes et experts présents à la conférence. Beaucoup y voient un projet de réadaptation de la loi qui ne pourra cependant être modifiée que dans le cadre d'une loi de finances, expliquent-ils. La non-prise en compte

de la loi des 51/49% dans le cadre du code d'investissement, actuellement en préparation au ministère de l'Industrie et des Mines, signifie, selon nos interlocuteurs, la recherche de plus de souplesse lors de la conclusion d'accords de partenariat étranger. Cela laisse le loisir au gouvernement de moduler la loi selon les cas de partenariats qui se présenteront et les secteurs concernés. Selon Cherif Belmihoub, professeur en économie institutionnelle et en management, le gouvernement est en train de s'acheminer vers une révision de la loi dans le sens d'un assouplissement pour «répondre aux revendications» des opérateurs nationaux, à l'image du FCE et des partenaires étrangers. Selon l'expert, en décidant de laisser la loi des 51/49% en dehors du prochain code d'investissement, le gouvernement s'aménage plus de flexibilité dans l'application de la loi selon ce qui cadra avec le prochain plan quinquennal 2015-2019. Il estime que «le gouvernement pourrait moduler le partage d'actions suivant le secteur et le projet concerné en appliquant par exemple 51/49% pour le secteur de l'agroalimentaire, 60/40% pour la métallurgie etc.». Si cette option se confirme, le gouvernement serait enfin en phase avec des propositions déjà émises par le

Forum des chefs d'entreprises (FCE) qui avait plaidé, il y a quelques mois, pour des facilités à accorder aux partenaires qui «créent de l'emploi et transfèrent du savoir-faire et selon les secteurs plus ou moins stratégiques». Il est sûr, en tout cas, que la nouvelle vision que veut adopter le gouvernement sur un volet, devenu pour certains une question de souveraineté nationale, ne sera pas aisée et le ministre de l'Industrie semble d'ailleurs avancer prudemment sur ce terrain pour ménager notamment ses partenaires sociaux et certains partis politiques qui ne manqueront pas de décrier «un revirement» préjudiciable pour l'Algérie. La situation de blocage de l'investissement et le manque d'IDE et d'attractivité du climat des affaires en Algérie ne laisse cependant que très peu de marge de manœuvre au gouvernement qui doit compter avec un prix du baril en baisse à la veille du lancement du prochain plan quinquennal et cherche des portes de sortie. Il doit aussi prendre en compte des demandes répétées de la part des institutions internationales et notamment de l'Organisation mondiale du commerce qui fait pression sur l'Algérie pour revoir la loi des 51/49% et en fait même un des préalables à l'acceptation de sa candidature.

Zhor Hadjam

NESPRESSO ALGÉRIE

Lancement du Cubania

Distributeur officiel de la marque de café Nespresso, l'entreprise Daba Algérie élargit sa gamme de produits avec un nouveau café, le Cubania, a annoncé hier un communiqué l'entreprise parvenu à notre rédaction. Avec l'édition limitée de Cubania, la prestigieuse marque de café de Nestlé a battu son propre record d'intensité de

café. «Franchissant une étape au-delà de la Kazaar grand cru d'intensité 12, Cubania atteint l'intensité 13 – l'échelle d'intensité de Nespresso est définie par une combinaison de la torréfaction, l'amertume et le corps – la réalisation de cette dernière a été rendue possible grâce à l'application innovatrice d'expertise sur les

créations antérieures, à la fois celles de Nespresso, comme celle d'un professeur allemand du XX^e siècle, Karl Lendrich, qui découvrit le processus de café enfumé pour modifier sa structure chimique et physique», explique le même communiqué. Le grand cru Cubania est disponible dans les boutiques Nespresso d'Alger et d'Oran et à

traverser les sites d'achat en ligne. Une boîte de 10 capsules y coûte 704 DA.

Basé à Lausanne, en Suisse, le groupe Nestlé est implanté dans près de 60 pays et compte plus de 9500 employés. En 2013, il exploitait un réseau de distribution mondial de plus de 320 boutiques exclusives.

R. E.

EAU POTABLE UNE DOTATION DE 150 LITRES PAR JOUR ET PAR HABITANT, BIENTÔT À SOUK AHRAS

Le parachèvement d'ici à décembre prochain de la 2ème tranche de l'action de réhabilitation du réseau de distribution d'eau potable, à Souk Ahras, permettra une dotation moyenne de 150 litres par jour et par habitant, au lieu d'une fois tous les 4 jours actuellement, a indiqué mercredi le directeur des ressources en eau, Saïd Ramoul. Cette tranche concerne la réhabilitation de 86 km de conduites, notamment celles servant aux transferts entre les châteaux d'eau et connaissant des fuites variant entre 30 et 40 % dans les cités Faubourg, Allaouia Sidi Mezghiche, «1.700 logements» et «Mokhayem Tayarane», a souligné le même responsable qui a également fait état de la construction d'un réservoir de 5.000 m³ M. Ramoul a toutefois souligné que l'atteinte de cette moyenne journalière «considérable» sera tributaire du taux de remplissage du barrage d'Ain Dalia (76 millions m³) qui représente la principale source d'alimentation du chef-lieu de wilaya. La 1ère tranche de cette opération de réhabilitation avait touché 91 km de conduites dans les cités Berral-Salah, Bendada, Diar Zarga 1, 2 et 3, Djénane Tefah, Ibn Rochd, Ech-Chahid et le centre-ville. Le directeur des ressources en eau a également rappelé que deux nouveaux barrages sont actuellement en construction dans la wilaya, le premier à Oued Mellègue (150 millions de m³) et à Oued Djedra (35 millions m³), un troisième ouvrage de retenue d'une capacité de 43 millions de m³ devant être mis en chantier «au cours du programme quinquennal 2015-2019 sur l'Oued Ghenem». L'ensemble de ces ouvrages devra permettre d'assurer, d'ici à 2018, un approvisionnement «régulier et ininterrompu» de toute la wilaya de Souk Ahras, a affirmé M. Saïd Ramoul.

LA NOUVELLE VILLE DE MILA UN PROJET AMBITIEUX ET PROMETTEUR

La nouvelle ville, projetée sur les hauteurs de la ville de Mila, constitue un «projet ambitieux et prometteur», susceptible de fournir les réserves foncières nécessaires à l'extension du chef-lieu de wilaya, a indiqué mercredi le wali, Abderramane Kadid, sur le site du projet. Ce site de 611 hectares qui offrira des vues panoramiques de la ville de Mila et du barrage de Beni Haroun sera «un pôle urbain capable d'accueillir 20.000 habitants sur le court terme et 100.000 habitants d'ici à 10 ans, a affirmé le même responsable. Les études techniques, préalables au lancement en travaux de la nouvelle ville qui chevauche trois communes (Mila, Ain Ettine et Sidi Khelifa), sont en cours de finalisation, selon les responsables locaux concernés. Cette extension urbaine prendra le nom de Milo, en référence à l'appellation de Mila à l'époque numide, selon des historiens. Un nom provenant d'inscriptions portées sur une statue en marbre blanc découverte en 1880 et actuellement exposée dans la cour de l'ancienne caserne. Dans une première étape, il sera procédé, courant janvier prochain, au lancement des travaux de construction de 860 logements publics locatifs et 1.000 autres dans le cadre de la formule location-vente, sur le mont Marcho, en parallèle aux travaux de réalisation d'un complexe sportif de proximité, d'une mosquée, d'une bibliothèque, d'un théâtre de plein air, d'une polyclinique et d'une unité de la protection civile. (APS)

A quoi servent les distributeurs automatiques ?



PHOTO: D.B.

C'est la question que ne cessent de se poser des centaines de clients d'Algérie Poste, depuis plusieurs semaines.

Ces derniers déplorent toujours ces machines (DAB) qui sont souvent non opérationnelles, en raison de divers problèmes techniques. Plusieurs clients nous ont fait part de leur agacement face à cette situation qui perdure et qui a fini par avoir raison de leur patience.

«Cela fait dix jours que le distributeur du Mansourah n'est pas fonctionnel, même celui de la

poste de la cité Daksi ; du coup on est obligés de se déplacer jusqu'au centre-ville pour retirer de l'argent où on se retrouve devant de longues files, notamment à la Grande Poste ou au Coudiat ; c'est devenu vraiment infernal », s'insurge un citoyen. En dépit des déclarations des responsables de la direction de wilaya d'Algérie Poste, soutenant que la situation est plutôt normale et que «tout va bien» dans les bureaux de poste, ce n'est plus le cas sur le terrain, où les pauvres salariés pourraient

retirer quelques billets. La dernière anecdote qui illustre ce chaos indescriptible nous a été révélée par des clients.

Elle a eu lieu à l'occasion de l'Aid El Adha au niveau du distributeur automatique de billets de Kaddour Boumeddous. Un client n'a pu retirer son argent, tout simplement parce que sa carte magnétique a coincé dans l'appareil. Il a fallu faire appel à un technicien qui a usé d'un véritable savoir-faire pour débloquer la machine et libérer des citoyens à bout de souffle.

S.Arslan

SESSION ORDINAIRE DE L'APW Rébarbative, lassante et nulle

La troisième session ordinaire de l'APW, tenue, hier, au siège de la wilaya, n'avait brillé que par une lassitude. En fait, l'assistance n'a eu droit qu'à une lecture de chiffres, concernant la rentrée scolaire, celle de l'université et des centres de formation professionnels. Le programme quinquennal était aussi au menu, mais a été traité de manière superficielle. L'ouverture de la session a été marquée par un retard de deux heures, ce qui ne pouvait que présager d'un désintéressement ressenti par tous les présents. L'allocation du wali revêtait un caractère plutôt incriminant, en réaction sans doute aux nombreuses critiques soulevées contre l'action de l'exécutif dans

la conduite des projets de l'événement Constantine capitale 2015 de la culture arabe. «Tout ce qui est entrepris n'est pas uniquement l'affaire des commis de l'Etat qui doivent faire face à une hostilité incompréhensible, les opposants à cette dynamique que vit la ville, à la faveur de cette manifestation culturelle de 2015 et les mauvaises langues qui font dans le dénigrement et l'invective». M. Ouadah a-t-il oublié que lui-même a toujours témoigné de sa déception lors de ses différentes sorties sur les chantiers de préparation de l'événement et son aveu d'échec, fait lors de la conférence de presse de présentation de la manifestation ?

N. Benouar

UNIVERSITÉ ABDELHAMID MEHRI ICAASE ou le rendez-vous du logiciel

L'automatisation des bases de données quelle que soit leur nature : économique, humaine, commerciale, ou administrative est devenue, à l'ère de l'informatique une nécessité de premier plan. Comment répondre efficacement aux besoins de la population en termes de logiciels mis à sa disposition, a été le souci majeur des initiateurs de programmes informatiques spécialisés dans le génie logiciel. C'est ce que nous a expliqué Zaidi Sahnoun, doyen de la faculté des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC), de l'université Abdelhamid Mehri de Constantine (ex- université Constantine 2-UC2). Celle-ci a accueilli du 2 au 4 du mois en cours, la conférence internationale portant sur les aspects avancés du génie logiciel, ICCASE (International conference on advanced aspects in software engineering). Cette manifestation scientifique a été organisée

par le laboratoire d'informatique LIRE de l'UC2, en collaboration avec d'autres équipes de recherche. Elle se veut une opportunité pour l'exposition des travaux de recherche réalisés par des spécialistes en informatique ayant acquis des qualités supérieures (des masters et/ou des doctorats). Ces exposés ont été évalués et validés par un auditoire spécialisé en la matière, composé essentiellement d'experts en architecture d'information et la construction de nouveaux logiciels venus notamment de France, d'Allemagne, de Tunisie et d'Algérie. Pour le doyen de la faculté des NTIC, le génie logiciel est «l'un des aspects importants en information. La conception de nouveaux logiciels répondant aux besoins obéit à des règles bien précises. Aujourd'hui, il existe de nouvelles visions, de nouvelles techniques qui permettent de mieux appréhender, de mieux com-

SKIKDA L'agresseur des jeunes femmes ne sévira plus

Les services de police viennent de mettre fin aux agissements d'un jeune délinquant récidiviste qui, en l'espace d'un mois et sous la menace de l'arme blanche, a subtilisé différents objets de valeur à trois jeunes femmes. L'agresseur, âgé de 25 ans, a commencé ses agissements le 29 septembre dernier, en s'attaquant à une lycéenne qui rentrait chez elle au quartier du Mont-Plaisant. Muni d'un couteau de type Opinel, il l'a abordé pour lui enlever son portable. En voulant le pousser, elle reçut un coup de couteau qui la blessa à la main.

Profitant de cet instant, l'agresseur saisit le portable et prend la fuite. La jeune demoiselle s'en est sortie avec un certificat d'incapacité de 9 jours et décida d'aller porter plainte au commissariat du 2^{ème} arrondissement. Quelques jours après, le 14 octobre plus exactement, une autre femme de 20 ans se présente au même commissariat pour porter plainte pour «agression et vol». Elle a été surprise au niveau de la cité des Frères Saker par le jeune délinquant qui lui a collé un couteau au ventre et la menacé de la tuer si elle oserait crier. Pour avoir la vie sauve, elle accepte alors de se défaire de trois bagues en or et de les lui remettre.

Prenant goût à ses agissements sur le sexe faible, le délinquant poursuit sa besogne tout en faisant cette fois-ci dans l'horreur en s'attaquant, le 27 octobre dernier, à une mère de famille. Cette dernière portait son bébé qu'elle venait juste de vacciner à la polyclinique des Frères Saker et s'appretait à rentrer chez-elle. Le délinquant la suit et en longeant la muraille d'un établissement du primaire de la cité, il l'aborde. Il pointe alors son couteau sur le bébé et exige qu'elle lui remette le seul bien qu'elle portait ; sa bague de fiançailles. Les signalements donnés par les trois victimes permettent d'identifier l'agresseur qui sera interpellé. Il a été présenté mardi dernier devant le magistrat instructeur près le tribunal de Skikda qui a ordonné sa mise en détention.

K.O.

SÉTIF Exposition nationale sur l'électricité et le gaz

Organisé dans le cadre des festivités du 60^{ème} anniversaire de la Révolution, le salon national de l'électricité et du gaz sera inauguré aujourd'hui par le ministre de l'Energie et des mines, Youcef Yousfi. Placé sous le thème : «50 ans au service du développement nationaux», l'événement se déroulera jusqu'au 12 novembre en cours à la salle d'exposition d'El Maâbouda de Sétif. Cette manifestation qui a pour objectif de présenter l'évolution et les réalisations de Sonelgaz de 1962 à 2014, sera une occasion pour les entreprises de distribution et de transport de l'électricité et de gaz naturel, les organismes activant dans le cadre des énergies renouvelables, ainsi que pour les sociétés de production des équipements de l'industrie gazière et électrique, de présenter leurs projets qui ont amélioré le taux de raccordement aux réseaux de gaz et d'électricité durant les dernières années. Des débats sur la protection du consommateur et la qualité des services offerts dans le secteur électrique et gazier seront aussi au menu. Marwa B.

O.-S. Merrouche

WILAYA DE BOUIRA

Le wali réquisitionne les médecins spécialistes

● Le wali de Bouira a décidé de réquisitionner les médecins spécialistes exerçant dans le privé pour assurer la couverture médicale au niveau de l'hôpital public.

Le torchon brûle entre les médecins spécialistes du secteur privé et la direction de santé publique (DSP) de la wilaya de Bouira. En effet, une trentaine de médecins spécialistes du secteur privé ont protesté hier devant le siège de la wilaya de Bouira pour dénoncer ce qu'ils qualifient d'intimidations et de représailles. Destinataires récemment, de réquisitions signées par le wali de Bouira sur la demande du DSP pour assurer des gardes au niveau des établissements de santé du secteur public, les blouses blanches ont décliné cette demande sous prétexte qu'aucune loi n'existe et qui les oblige à assurer des gardes.

Les protestataires, dont des chirurgiens généralistes, pédiatres, cardiologues, dermatologues et autres spécialistes ont affirmé hier à l'unanimité que cette procédure est illégale. «Le 28 août dernier, le DSP de Bouira nous a invités à une réunion de travail pour faire le point sur la situation prévalant au sein des établissements de santé publique. Après avoir débattu de tous les problèmes auxquels fait face le secteur public au niveau de notre wilaya, il nous a demandé un partenariat entre le secteur privé et le public. Et nous lui avons posé une question sur les besoins et le DSP nous a répondu qu'il ne s'agit pas là de problèmes de besoins, mais chaque médecin spécialiste doit assurer une garde au niveau des hôpitaux». Cela a été refusé par les praticiens spécialistes. Sur les pancartes brandies par les blouses blanches, on pouvait lire : «Non à l'arbitraire, non à l'abus d'autorité du DSP et non aux décisions autoritaires». «Nous avons travaillé déjà dans des hôpitaux



L'administration a eu recours aux réquisitions pour assurer le fonctionnement des services à l'hôpital

durant des années, avant que la DSP procédât à la rupture de nos contrats sans aucun motif. Alors comment aujourd'hui on va répondre favorablement à leur demande sans contrat ni encore un cadre juridique, c'est aberrant !», justifie un gynécologue. Les menaces brandies par les pouvoirs publics ont été mises en exécution sur le terrain.

Plusieurs cabinets privés ont été fermés. «J'ai assuré des gardes et des consultations durant 10ans au niveau de l'EPH de Sour El Ghozlane, avant que je sois remercié sans motif. Nous sommes à la disposition des malades, mais cela doit être signé noir sur blanc pour que nous réintégrions ces établissements», dénonce de son côté le Dr Sahraoui, gyn-

ecologue dont son cabinet a été destinataire d'une décision de fermeture signée par le wali de Bouira. Contacté par téléphone, le DSP de Bouira, qui a précisé que les fermetures des cabinets privés va se poursuivre tant que ces médecins refusent de se soumettre à la loi. Selon lui : «la loi 85-05 régissant le code de la santé publique oblige tout médecin des secteurs public ou privé d'assurer des tours des gardes. Et la réquisition n'est pas une procédure nouvelle. Nous avons fait appel aux médecins privés pour apporter leur contribution pour améliorer le secteur de la santé au niveau de notre wilaya», a-t-il dit en précisant que la DSP n'est pas opposée à l'établissement des contrats pour ces médecins.

Amar Fedjki

Sensibilisation contre les conduites addictives

Le centre intermédiaire de soins en addictologie (CISA) de Bouira organise une campagne de sensibilisation contre les conduites addictives dont la toxicomanie, à travers les établissements scolaires de la wilaya. 25 lycées et 23 CEM sont concernés par cette campagne qui s'étalera jusqu'à la fin de l'année scolaire.

Le coup d'envoi a été donné au lycée Nacreddine M'Cheddallah relevant de la commune de M'Cheddallah. Les élèves ont été invités à assister à une projection suivie d'un débat sur les dangers des conduites addictives sous toutes les formes, toxicomanie, jeux pathologiques...etc.

«Le CISA a diversifié ses activités pour lutter contre toutes les conduites addictives. De par l'expérience qu'on a dans le domaine durant les années précédentes, il y a des jeunes collégiens et lycéens qui disent qu'ils ont consommé ou consommé des drogues et qui veulent mettre fin à cet état. Des fois, en plein amphî dans des journées de sensibilisation similaires, des adolescents ont osé casser le tabou et ont parlé», dira Ahmed Messaoudi, le directeur du CISA de Bouira. Quant aux causes qui poussent des élèves des

établissements scolaires à s'adonner à des conduites addictives, notre interlocuteur estime qu'elles sont diverses, partagées entre des causes familiales, scolaires, affectives, troubles psychologiques...etc. Pour mener la campagne de sensibilisation à terme, le CISA a mobilisé deux groupes composés de psychologues lors de chaque sortie sur le terrain. Pour rappel, l'émission consacrée à la sensibilisation contre la toxicomanie diffusée sur les ondes de radio Bouira a été suspendue depuis plus de 6 mois, déplore le responsable du CISA.

Omar Arbane

HAIZER

Thaurit toujours isolée

La piste agricole réalisée l'année dernière par la direction des services agricoles (DSA) de la wilaya au niveau du village Thaurit sur les hauteurs de la commune de Haizer s'effrite de la colère des villageois. Ces derniers ont tenu à dénoncer dans une requête adressée la semaine dernière aux autorités locales dont le wali de Bouira «la qualité médiocre des travaux exécutés». L'accès à leur village, soulignent-ils, est désormais impossible. «La piste ne permet plus aux

véhicules et encore moins aux engins d'y circuler. Elle est engoutie par les eaux pluviales de l'hiver dernier à plusieurs endroits. Les buses que l'entreprise chargée du projet avait utilisées en guise de passerelles ont été toutes emportées par les eaux. Les fossés n'étant pas construits en béton sont actuellement obstrués et remplis de terre et de pierres». La faute tiennent-ils à le préciser n'est pas à l'entreprise réalisatrice qui a respecté le cahier des charges, mais plutôt aux

services agricoles qui n'ont pas daigné suivre sur le terrain les opérations de réalisation.

Ce projet n'a pu être arraché par les villageois qu'après tant d'efforts et de réclamations formulées auprès des autorités compétentes à plusieurs niveaux. Il a été accordé dans la perspective de permettre le retour facile des habitants à leur village qu'ils avaient quitté pendant de longues années, en raison de l'insécurité.

Madjid Berkane

BOUMERDES PAS DE PHARMACIE DE GARDE

Trouver où acheter un médicament durant la nuit relève parfois de l'exploit pour les habitants du chef-lieu de la wilaya de Boudmerdes. La raison est toute simple : sur les 18 pharmacies que compte la localité, il n'y a que celle qui se trouve à Ailiguia, à la sortie sud de la ville qui assure la garde jusqu'à une heure tardive de la soirée. Pourtant, cette localité balnéaire qui reçoit des milliers de touristes en été est dotée de quatre structures de soins qui fonctionnent 24/24 et 7j/7, dont deux services d'urgence, une maternité et une clinique privée. «Ce qui est étonnant, c'est que même les pharmacies (5) se trouvant aux alentours des sièges de la wilaya et de la daïra baissent leur rideau en fin d'après-midi», se désole un citoyen de la ville. «La dernière fois, j'ai été obligé de partir jusqu'à Thénia pour acheter un médicament qui m'a été prescrit à l'unité médico-chirurgicales», relate-t-il en estimant que «rien ne justifie cette situation», déplore-t-il.

R. K.

SONELGAZ UN GUICHET POUR TROIS COMMUNES

La Sonelgaz de Boudmerdes ne fait pas grand-chose pour inciter ses clients à aller payer leurs quittances à temps. Bien au contraire. A Boudmerdes, seul un guichet a été ouvert pour le paiement des factures des abonnés de la commune du chef-lieu de wilaya, Corso et Tidjllabine.

En sus des longues files d'attente qui se forment à longueur de journée devant l'unique guichet, les clients sont durement pénalisés par la perturbation du réseau Internet. «Auparavant, on payait à la poste, mais maintenant on nous renvoie à la Sonelgaz, et ce, malgré la signature d'une convention entre cette dernière et Algérie Poste», s'indigne un client habitant à Figuer. Un autre citoyen ne comprend pas pourquoi Sonelgaz n'a pas ouvert d'autres guichets au niveau des cités AADL de Corso et Tidjllabine où se trouvent plusieurs locaux inoccupés pour réduire la pression sur celui de Boudmerdes.

R. K.

TIMEZRITE LE PROJET DES 150 LOGEMENTS BLOQUÉ

Le problème du manque de terrains devant recevoir les équipements publics est loin d'être réglé dans la commune de Timezrite. Le dernier projet qui risque de ne pas voir le jour de sitôt dans cette localité rurale est celui des 150 logements publics locatifs, inscrit depuis 2011. Et pour cause, l'assiette devant l'abriter est réclamée par un citoyen qui a empêché les services concernés d'entamer les travaux. Le terrain en question se trouve pourtant à 200m du siège de l'APC.

De nombreux citoyens de la localité y avaient érigé des habitations précaires qui, malheureusement, tardent à être démolies à ce jour malgré le relogement de leurs occupants dans d'autres communes de la wilaya après le séisme de 2003. À défaut de réquisitionner la force publique, comme cela se fait partout ailleurs, pour réaliser le projet en question, les autorités n'ont trouvé mieux que de proposer un autre terrain, propriété privée de l'Etat, sis à plus d'un kilomètre du chef-lieu. Mais ce nouveau choix bute aussi sur l'opposition d'un autre citoyen, indique un élu à l'APC, ajoutant que la localité n'a eu droit qu'à 84 logements sociaux depuis l'indépendance.

R. K.

TIDJLLABINE L'EAU POTABLE RATIONNÉE

Les habitants de la cité des 925 logts AADL de Tidjllabine rêvent, depuis cinq ans, de voir l'eau couler dans leurs robinets pendant la journée et non la nuit. «L'eau coule généralement entre minuit et 2h du matin à un débit très réduit. Et nous ne pouvons dormir qu'après avoir rempli nos jerricans», nous dira un habitant, ajoutant que les membres de sa famille veillent à tour de rôle pour pouvoir trouver le liquide précieux.

«LADE doit mettre un terme à cette situation et nous approvisionner en eau durant le jour. Car il est impossible de poursuivre un tel rythme durant toute l'année surtout lorsqu'on est fonctionnaires», dira un autre résident de la cité. Les habitants disent avoir réclamé des solutions à ce problème à maintes reprises en soulignant qu'aucune suite favorable n'a été réservée à leur doléance.

Z. Youcef

DOSSIER

EMPLOI

Le chômage est loin d'être résorbé

● L'agence nationale de l'emploi (Anem) de Mascara a enregistré 25 500 demandeurs d'emploi depuis le début de l'année. Face à cette forte demande, le nombre d'emplois offerts par les entreprises n'a pas dépassé les 3 561.



L'agriculture et le bâtiment sont les secteurs qui ont le plus besoin de main d'œuvre

L'été dernier, la direction de l'Éducation de la wilaya de Mascara a été prise d'assaut par des centaines de jeunes diplômés à la recherche d'un poste en tant qu'enseignant. Le chargé de la communication de la direction de l'Éducation, Noureddine Benaceur, par le biais d'un communiqué adressé à notre rédaction, le 2 août dernier, a tenu à préciser qu'«ils sont 7437 jeunes diplômés de l'enseignement supérieur à avoir déposé leur dossier pour participer au concours de recrutement de 515 enseignants dans les trois paliers». M. Benaceur nous a fait savoir que la direction de l'Éducation a enregistré une augmentation importante dans le nombre de dossiers déposés par rapport aux années précédentes. Quatre mois après, plus précisément ce mardi 4 novembre 2014, un cadre de l'agence nationale de l'emploi (Anem) nous a avancé un nombre de 25500 demandeurs d'emploi qui se sont présentés aux guichets des différentes agences de la wilaya depuis le début de l'année 2014. «Quant à l'offre, ajoute notre source, elle est, pour le domaine classique, souvent faible. Cette année, le nombre de postes offerts par les entreprises a atteint les 3561. Il est inférieur à la demande». Selon les deux sources, les postes d'emploi offerts, que ce soit par les administrations ou autres entreprises publiques et privées, ne peuvent satisfaire une demande qui ne cesse de s'accroître. «Une raison pour laquelle, l'État, en particulier l'Anem, met l'accent sur la nécessité d'encourager les demandeurs d'emploi, plus précisément les diplômés, à créer leur propre entreprise», nous dit-on. Dans ce contexte, «grâce aux différents dispositifs et autres mesures initiatives mis en place par l'État, ces dernières années, le taux de chômage dans la wilaya de Mascara a connu une baisse de 9,40 %. Le

chiffre est appelé à diminuer encore dans les trois années à venir, et ce, grâce aux efforts consentis dans le domaine de l'agriculture en particulier, qui emploie, actuellement, près de 100000 personnes dont 60000 permanents», nous dira une source de la wilaya. Interrogé, des jeunes demandeurs d'emploi ont tenu à dénoncer ce qu'ils qualifient de «favoritisme dans le recrutement». «Certaines directions et entreprises publiques sont considérées comme une propriété tribale ou familiale. Pour avoir un poste de travail, il faut avoir des connaissances», déplore un jeune rencontré devant le tableau d'affichage de la direction de l'Éducation. En plus de la pénurie des offres d'emploi, la déperdition scolaire risque, ou plutôt, aggrave la persistance du chômage. Selon le wali de Mascara, lors d'une demi-journée d'information sur la formation professionnelle qui a eu lieu le 23 octobre 2014, «quelque 4469 étudiants dont 851 de l'enseignement moyen, soit 2 %, et 3558 de l'enseignement secondaire, soit 15 %, ont été exclus à la fin de la dernière année scolaire». Selon les données présentées par la direction de la Formation professionnelle, 1603 jeunes se sont inscrits au niveau des différents centres de formation de la wilaya. Ceux-ci ne représentent que 35,86 % du nombre global des jeunes élèves, âgés entre 14 et 17 ans, exclus du système scolaire. Une question se pose: sans diplômes et sans formation, où sont ces milliers de collégiens et lycéens exclus des établissements scolaires? La responsabilité du sort de ces jeunes est partagée. «Il n'y a pas de coordination entre le secteur de l'Éducation et celui de la Formation dont 50 % de la capacité globale, à savoir trois instituts, dix centres et six annexes n'est pas exploitée», a relevé le chef de l'exécutif de la wilaya. **Abdelouhab Souag**

MAAMAR DJIRIOU.

Directeur du complexe des plastiques de Chlef
«La formation aux métiers est le maillon faible»

Maamar Djiriou est, depuis 30 ans, gestionnaire d'entreprises nationales et multinationales. Pour lui, la résorption du chômage passe, essentiellement, par la relance et le développement des investissements productifs et l'adaptation de la formation aux besoins de l'économie et de l'entreprise.



Propos recueillis par
Ahmed Yechkour

Comment analysez-vous la situation de l'emploi à Chlef ?

Le nombre de chômeurs est estimé à 70100 sur une population de 1053768 habitants, avec 322330 postes occupés sur une population en âge de travailler de 658000 habitants. Ces chiffres sont autant de signes édifiants sur la problématique du chômage dans la wilaya. Par ailleurs, la région risque de perdre son cachet agricole si l'on tient compte des différents plans de développement et d'investissement lancés. Cette tendance risque de ne pas être facile et pourrait même déboucher sur une rupture entre ces secteurs et celui de la formation en général. A mon avis, on doit élaborer un plan de formation et de développement socioéconomique en parfaite harmonie avec les spécificités et les potentialités de chaque région.

Les chefs d'entreprises se plaignent du manque de main d'œuvre qualifiée et ordinaire. Est-ce toujours d'actualité ?

En tant que chef d'entreprise, je suis tenu d'atteindre les objectifs fixés dans la stratégie du complexe industriel, mais ces objectifs ne peuvent être atteints qu'avec un personnel répondant aux critères de qualité et de rentabilité et de suivi de carrière. Chose qui se fait, malheureusement, assez rare chez les gestionnaires des ressources humaines. A mon sens, la formation ne répond pas aux besoins du secteur économique. Exemple: les wilayas de Sétif et de Chlef, qui abritent de grands complexes des plastiques, ne disposent pas de leur propre école de formation dans le domaine. Cette dernière devrait assurer une formation professionnelle dans la spécialité, selon les besoins du secteur et de l'activité. C'est une contrainte de taille qui entraîne des répercussions négatives sur la performance des entreprises.

Quel est l'impact du secteur économique sur la résorption du chômage et que préconisez-vous pour que les choses aillent dans le bon sens ?

L'impact du secteur économique sur la résorption du chômage est très important, mais ce dernier traîne toujours les mêmes problèmes et contraintes d'ordre bureaucratique et financier. De plus, la pérennité d'une entreprise doit répondre à des agrégats de gestion en adéquation avec les conditions requises sur le plan des effectifs et celui de son activité. Le secteur public est le principal pourvoyeur d'emplois et créateur de richesse; il peut donc contribuer à la résorption du chômage. Pour cela, il faut que les pouvoirs publics aident au redressement de ces entités qui sont capables de répondre aux besoins des demandeurs d'emploi. Je citerai un exemple révélateur, entre 1988 et 2000, le taux de chômage a grimpé de 30 % avec la fermeture de grandes entreprises publiques, telles que la DNC, l'OFLA, la SNTV, la SOTRAWEL, etc. **A. Y.**

Clés

- 4 469 élèves exclus du système scolaire sont arrivés sur le marché de l'emploi à Mascara en 2014.
- 2 611 élèves sont inscrits en formation professionnelle, soit seulement 50% des capacités d'accueil exploitées.
- 80% des emplois sont offerts par les entreprises du bâtiment et des travaux publics (BTP).
- Le secteur agricole emploie 100 000 personnes dont 60 000 permanents.
- 759 ouvriers étrangers ont été recensés au 31/12/2013, 86% sont des Chinois

LA MAIN D'ŒUVRE ÉTRANGÈRE À LA RESCOURS



La main d'œuvre chinoise est très présente dans le secteur du bâtiment

Le phénomène du manque de main d'œuvre dans la wilaya de Mascara fait parlé de lui. «Il y a des jeunes qui refusent de travailler. Certains ne demandent que des postes de gardiens ou d'agents de sécurité», dira une source de l'Anem. Et d'ajouter: «80 % des emplois sont offerts par des entreprises du de bâtiment et des travaux publics (BTP). Malheureusement, une grande partie des demandeurs d'emploi déclinent purement et simplement ces offres». Afin de faire face au manque de main d'œuvre, notamment la qualifiée, plusieurs entreprises du BTP ont fait appel à une main d'œuvre étrangère. Selon les données en notre possession, la wilaya de Mascara a enregistré, durant 2013, l'arrivée de 759 ouvriers issus de 11 nationalités dont des Chinois, des Portugais, des Espagnols et des Italiens. Même le secteur de l'agriculture souffre de cette situation. Tout le monde se plaint, producteurs et fellahs, du manque flagrant de main d'œuvre pour les travaux agricoles. «C'est le rôle des centres de formation professionnelle qui manque de stratégie», dira un oléiculteur. Dans ce contexte, les responsables du secteur de la formation professionnelle et ceux de la direction de l'Éducation ont été sommés à mettre en place une stratégie à court terme afin d'en finir avec le mot «exclusion du système scolaire» et d'encourager «l'orientation vers la formation professionnelle». Objectif: «réduire le taux du chômage et encourager les jeunes à apprendre des métiers». **A. S.**

OÙ SORTIR À ORAN ?

● Hôtel Sheraton (Salle Oran) : jusqu'au 7 novembre, de 10h à 21h. Salon de la mode, de la beauté et de la joaillerie «Les nuits de la mode 2014», avec expositions, conférences et défilés de mode.

● Théâtre : 16h et 18h, projection du film «Les enfants de Novembre» suivie d'une conférence: «Le théâtre et la Révolution».

● CCO (Palais des Expositions) : 10h, coup d'envoi de la 1ère édition du salon du design, décoration intérieure et hôtellerie «Home Design».

● Cinémathèque : 14h30 et 17h, projection du film «Fadhma N'Soumer» de Belkacem Hadjaj. **T. K.**

BOUFARIK

A la recherche de son lustre d'antan

● Nos villes se clochardisent au fil des ans jusqu'à en perdre leur cachet spécifique pour devenir de languissantes cités-dortoirs.



Les rues boufarikoises ont perdu de leur animation qui faisait la joie et la fierté des Blidéens autrefois

PHOTO : EL WATAN

la ville de Boufarik ? Que des miettes ... La notoriété du légendaire club sportif de la Mitidja, en l'occurrence le WAB, (Widad athlétique de Boufarik), ne se conjugue malheureusement qu'au passé.

LE SPORT, LA DÉGRINGOLADE !

Un club qui a vu défiler dans ses rangs les Ahmed Arab, Fedlaoui, Smaïn, Missouri, Belkebir, Yousfi, Selmi Missouri et les défunts Rouai, Djemil, Bouaïchouai, Hadji, Haouali et bien d'autres... Un club qui faisait la fierté de la Mitidja et du Sahel algérois, drainant chaque week-end de la saison footballistique, dans son antre baptisé du nom du chahid Mohamed Regaz, nombre de supporters. Malheureusement, le WAB cher aux Boufarikoises végète dans les méandres des divisions inférieures du championnat régional. Les supporters du WAB se demandent pourquoi les communes voisines et leurs clubs, comme l'USM Blida et le RC Arba, ont repris du poil de la bête et s'accrochent, tant bien que mal, à l'élite et pas Boufarik ? Le stade actuel de Boufarik n'est pas homologué par la Ligue. C'est pourquoi l'équipe du WAB reçoit ses visiteurs à Bougara, à 20 km à l'est de la ville de Boufarik. Le contexte conjoncturel et la disponibilité d'un espace adéquat requis pour ce genre d'infrastructure sportive, commandent une décision s'inscrivant dans cette perspective. Pour ce faire, Boufarik a besoin de ses enfants volontaires et bâtisseurs, comme au bon vieux temps. A l'orée de l'année 2015, le club phare d'une ville comme Boufarik n'a pas de stade digne de ce nom. Le basket-ball n'a plus les mêmes éclats d'antan dans son berceau. Une chose est sûre, l'imposture n'a que trop duré et les partisans du moindre effort doivent être poussés vers la sortie. En effet, les enfants de Boufarik se sont égarés dans leur propre ville et d'autres se sont installés dans d'autres contrées et sous d'autres cieux. Boufarik a besoin de ses enfants pour un grand stade, un grand hôpital, un grand centre culturel, une zone d'activité afin d'absorber le taux de chômage des jeunes Boufarikoises diplômés. «Réveillez-vous ! Que tous les Boufarikoises, où qu'ils soient, doivent se donner la main pour que cette ville retrouve son lustre d'antan», espère un quinquagénaire de Boufarik.

T. Bouhamidi

Jadis fleuron de la riche plaine de la Mitidja, Boufarik sombre aujourd'hui dans l'anarchie et la saleté. Où sont ces manifestations culturelles, artistiques et sportives qui égayaient des journées mémorables la vie des Boufarikoises et qui faisaient la joie de tous. La Fête des oranges, dont Boufarik tirait toute sa fierté, n'a pas eu lieu depuis des lustres. Où sont passées toutes ces variétés d'oranges, pourtant cultivées il y a à peine une vingtaine d'années, aux alentours de la ville et qui décoraient et donnaient des senteurs agréables du Grand Boufarik. Avec la disparition de la Fête des oranges, les Boufarikoises assistent à un véritable fiasco socio-économique et culturel, sans que personne lève le petit doigt ou daigne manifester une quelconque répulsion. A qui la faute ? Les pouvoirs publics, la société civile (si elle existe réellement), les producteurs et commerçants d'agrumes ? En fait, chacun a sa part de responsabilité. Les jus que l'on boit actuellement, comme chacun le sait, sont produits à base de pulpe

artificielle importée. Et dire que la célèbre boisson Orangina a connu ses premiers jours à Boufarik. «Chaque année vers la fin du mois d'avril et le début du mois de mai, nous sentions les belles odeurs de l'orange. C'était, aussi le rendez-vous des fêtes foraines, la braderie, les soirées artistiques... Ah, dès que j'évoque ces moments, j'ai la chair de poule. Cela me rappelle mon enfance», confie, nostalgique, Ahmed, la cinquantaine. Une des icônes les plus importantes de la ville est sans nul doute «le souk hebdomadaire» où tous les lundis, les bouchers, maquignons, éleveurs, marchands d'ovins et bovins du centre du pays, particulièrement du Titteri, se croisaient pour le négoce et les transactions diverses. Hélas, aujourd'hui, il ne reste que le nom de ce souk, car la ville de Boufarik a été littéralement dépouillée de sa vocation au profit de quelques privés qui se sont approprié, contre toute logique, ce patrimoine de la ville (souk) qui constituait d'importants revenus pour l'APC. Quelles sont aujourd'hui les retombées économiques du «souk» pour

CEM AÏT BOUDJEMAAË Le personnel toujours en grève

Le personnel du collège Aït Boudjemaâ de Boufarik a décidé de maintenir le mouvement de grève après les dernières «petites» vacances d'automne. Il avait entamé, il y a une dizaine de jours, un débrayage ouvert jusqu'à satisfaction de sa principale revendication, à savoir l'instauration d'un climat de sécurité au sein du CEM et de ses alentours. Mercredi, il n'y a pas eu donc de reprise et les élèves ont été renvoyés chez eux. Le mouvement de protestation est même appuyé par les parents d'élèves qui craignent pour la sécurité de leurs enfants. «Malheureusement, aucun responsable de l'académie de Blida n'a daigné venir pour s'enquérir de la situation et prendre en charge les doléances des professeurs», regrette un enseignant au CEM Aït Boudjemaâ. Le collège se trouve sur une superficie de plus de trois hectares mais est bâti sur seulement 900 m². Près de 1000 élèves y sont inscrits. Récemment, un groupe de jeunes, armés d'armes blanches, y ont fait une intrusion et allaient commettre l'irréparable. Leur cible était un jeune collégien. Heureusement, que la vigilance des surveillants a permis d'éviter le pire. Les enseignants grévistes exigent la construction d'un mur entourant leur établissement pour éviter toute intrusion suspecte. «Quand pourra-t-on travailler tranquillement et avec dignité dans ce collège ?», martèle, avec inquiétude, une enseignante en colère. Le directeur du collège a démissionné, au moment où la situation dans cet établissement a commencé à empirer à cause, notamment, de l'absence de la tutelle.

M. Benzerga

MÉDÉA

Où sont les logements des bénéficiaires ?

Ils ont obtenu, officiellement, leur logement social en juin dernier, mais n'ont toujours pas les clés. Eux, ce sont les occupants des habitations précaires qui ont bénéficié du dernier quota des logements sociaux. Aussi, ils s'impatientent et veulent savoir quand leur seront remises les clés de leur nouvel appartement ? Ces «heureux» bénéficiaires, qui en sont à leur cinquième mois d'attente depuis l'affichage de la liste, commencent à perdre patience au vu de ce long retard inexplicable. L'APC s'en lave les mains, en déclarant qu'elle n'a pas tout le pouvoir de réquisitionner les agents de l'ordre public, afin d'expulser d'éventuels indus occupants qui squatteraient les bâtisses précaires, ou ceux qui ont érigé des bâtisses de fortune mais qui ne sont pas concernés par le recensement officiel. Pourtant, les instructions données par le premier responsable de la wilaya sont claires, pour soulager au plus vite ces familles mal logées. Aujourd'hui, en particulier ceux occupant des logements précaires, situés sur les sites de Maderet El hayet, haouch El Bey et en face de Kahrif de Médéa, se sont acquittés pourtant de toutes les formalités et le paiement de cautionnement auprès des services de l'OPGI, commencent à désespérer avec leurs affaires emballées partout dans la maison, traînant au bon vent des intempéries. Ils ont frappé à toutes les portes, en vain. Dimanche dernier, ils ont été reçus par un chef de service à la daïra, dont les explications pas très orthodoxes, semblent un appel à la violence. Il leur a demandé de régler eux-mêmes le problème des indus occupants non recensés initialement et qui par tous les moyens veulent être relogés. De quelle manière, s'interrogent-ils ? Au moment où les pouvoirs publics fuient leurs responsabilités, les «victimes» ne demandent qu'une seule chose, jouir des nouveaux logements avant la période hivernale.

A. Teta

LES PATHOLOGIES NEURO-VASCULAIRES

Du nouveau à l'hôpital universitaire de Blida

Une nouvelle technique, la prise en charge par voie endovasculaire, dans le traitement de toute la pathologie neuro-vasculaire, sera bientôt fonctionnelle au service de neurochirurgie du CHU de Blida. C'est ce que nous a révélé le Dr Mohamed Rékha Zeroual, neuro-radiologue interventionnel, spécialiste, formé à Lyon (France), à ce nouveau procédé, que nous avons rencontré en marge de la Journée mondiale des AVC à Blida. «En fait, il s'agit d'un acte médical

chirurgical sur un patient victime d'un AVC ischémique, en le traitant par voie endovasculaire, c'est-à-dire en passant à travers les vaisseaux et effectuer la thrombolyse intra artérielle et la thrombectomie», explique le spécialiste. La technique classique, pratiquée par le neurochirurgien, consistait à ouvrir le cerveau en pratiquant la thrombolyse veineuse (destruction du caillot). L'appareil destiné à ce nouveau mode de traitement a été commandé

et sera installé dans quelques mois au sein du service de neurologie de Blida. D'autre part, le Dr Zeroual lance un appel aux pouvoirs publics pour mettre à la disposition des victimes d'AVC une ambulance spécialement conçue, avec un logo identifiant la nature de l'évacuation. Cela permettra de céder facilement le passage au véhicule, car selon les spécialistes, le temps est compté dans le transfert aux urgences neurochirurgicales des malades.

A. Lazereg

EL OUED UNE JEUNE MÈRE TUE SES TROIS ENFANTS

La paisible commune de Kouinine, dans la wilaya d'El Oued a connu, hier après-midi, un infanticide tragique où une jeune mère de 32 ans a tué ses trois petits enfants dans sa maison, avant de se rendre aux services de la Gendarmerie, avons-nous appris de sources sécuritaires. On ignore pour l'instant les raisons l'ayant poussé à commettre l'irréparable. Selon les premières informations, cette femme, dont le mari est un chauffeur dans la wilaya de Tamanrasset, a noyé son bébé de neuf mois dans un fut d'eau. Elle n'a pas hésité à reproduire cet acte odieux contre son deuxième bébé, âgé de moins de deux ans. Son dernier enfant, une petite fille de 5 ans dont le volume du fût ne peut la contenir, a été assassiné à coups de couteau dans le dos au moment où la fillette a tenté de fuir sa mère. Dans un état second, l'auteure de l'infanticide s'est rendue à la brigade de la Gendarmerie nationale de la commune de Kouinine, en reconnaissant son crime abject. Présent sur le lieu du drame, le procureur de la République a constaté le décès des trois enfants. Il a ordonné le dépôt des trois cadavres à la morgue. Une enquête a été ouverte par la Gendarmerie.

M.-F.G.

KHENCHELA COLÈRE DES BÉNÉFICIAIRES DES PÉRIMÈTRES DES JEUNES

Malgré la pluie, plusieurs jeunes chômeurs bénéficiaires des actes de concession des terres agricoles, dites périmètres des jeunes, situées dans la zone saharienne de Khenchela, ont protesté, hier, devant le siège de la wilaya, pour dénoncer les obstacles bureaucratiques auxquels ils sont confrontés depuis deux ans. «Ils nous ont donné une attestation de bénéficiaire, mais on ne peut rien faire avec», a dit l'un des protestataires, avant d'ajouter : «on demande seulement qu'ils nous montrent les limites de nos terrains et d'accéder à la propriété définitive pour pouvoir profiter du crédit agricole». Les mêmes jeunes ont protesté au début de la semaine écoulée, en bloquant l'entrée de la DSA, ce qui a entraîné une réunion avec le premier responsable de cette direction, en présence de la police. Lors de cette réunion, les jeunes ont demandé au directeur de mettre fin aux dépassements de l'expert chargé du dossier des périmètres, accusé d'«incitation à détourner les crédits (à raison de 1 million de DA par hectare) hors secteurs». Le DSA a promis de transférer le dossier au CTW (Comité Technique de Wilaya) pour compenser le retard inexplicable, car l'affaire remonte à octobre 2012. Mohamed Taïbi

BATNA

Les pharmaciens observent un sit-in devant la DSP

● Le Snapo exige l'arrêt de ce qu'il considère comme une ingérence dans les affaires syndicales.



La DSP parle de plusieurs anomalies constatées dans les officines

Une cinquantaine de pharmaciens étaient présents lundi matin, en blouses blanches, pour observer le sit-in que leur syndicat avait prévu la semaine passée. Les représentants des bureaux de 45 wilayas prévus à ce rassemblement n'étaient pas présents, a-t-on noté. Le syndicat national des pharmaciens d'officine (SNAPO) exige du directeur de wilaya de la santé (DSP), d'arrêter ce qu'il considère «*toute ingérence dans les affaires syndicales et le respect de la législation en la matière*». Le syndicat en veut au DSP d'avoir exigé les P-V d'installation du nouveau bureau syndical nouvellement élu pour connaître les partenaires sociaux. D'autre part, le syndicat exige l'annulation de tou-

tes les mises en demeure découlant d'une enquête entreprise par une commission dûment missionnée sur instruction du ministère de la tutelle, et qui a constaté plusieurs anomalies, normalement sanctionnées par la réglementation. Le DSP sur rapport de ladite commission, a préféré des mises en demeure pour qu'à l'avenir ces anomalies ne soient pas répétées. La commission en question composée de praticiens de plusieurs horizons (médecins généralistes, chirurgiens dentistes et autres...), est contestée aussi bien par le syndicat que par le président du conseil de l'ordre. Ce dernier, curieusement présent avec les protestataires, nous a déclaré que «*cette commission ne répondait pas aux normes*», puisque selon lui, elle

doit être composée exclusivement de pharmaciens. Or «*ce type de commissions est régi par une législation et les membres qui la composent ont subi une formation spécialisée pour entreprendre ce genre d'enquêtes*», nous a déclaré l'un de ses membres. Ce mouvement, rappelle-t-on, intervient juste avant les renouvellements du bureau du syndicat et de celui du conseil de l'ordre qui ont eu lieu les 25 et 30 octobre dernier. Ce qui fait dire au DSP qu'il s'agirait de simples manœuvres électoralistes. Le Snapo a décidé un débrayage la semaine prochaine et la direction de la santé semble inébranlable dans le maintien de sa position en laissant la porte ouverte au dialogue.

Lounes Gribissa

CHANGEMENT À LA TÊTE DE L'UNIVERSITÉ HADJ LAKHDAR

Les changements tant attendus par les enseignants de l'université Hadj Lakhdar commencent à s'opérer. Ainsi donc, selon une source proche du rectorat, le vice-recteur chargé de la pédagogie, Mohamed Gharbi Rahal, en poste depuis près d'une dizaine d'années, se fait remplacer par Zoheir Dibi, professeur en électronique, ex vice doyen à la pédagogie et ex chef

de département de la même spécialité.

Du côté du CNES, l'information est bien reçue, néanmoins on espère que ce n'est que le début d'une opération qui a tardé à venir. Il est temps, nous dit-on, de céder la place à la nouvelle génération qui ne tarit pas d'idées de gestion et d'aspiration au changement. L. G.

LABOURS-SEMILLES À OUM EL BOUAGHI

180.000 ha à emblaver

Les services de l'agriculture ont annoncé dernièrement que pas moins de 180.000 ha seront emblavés au cours de la présente campagne labours/semilles, sur les 300.000 que compte la région d'Oum El Bouaghi. La répartition des terres à emblaver se présente comme suit : 56.180 ha pour le blé dur, 37.200 pour le blé tendre, 84.000 pour l'orge et seulement 2600 pour les fourrages. Selon toujours la même source, deux points de distribution des semences accueilleront les cultivateurs. Ceux de la région est s'approprieront

après de la C.C.L.S (coopérative de céréales et de légumes secs) d'Oum El Bouaghi, et ceux de la région ouest seront fournis par la coopérative d'Ain M'Lila. A noter que la wilaya d'Oum El Bouaghi a subi une régression importante dans les rendements céréaliers durant la campagne moisson/battage de l'année passée, avec moins de deux millions de qx toutes céréales confondues. Les aléas climatiques, dont la persistance de la sécheresse, ont impacté lourdement la production. Il n'en demeure pas moins vrai que la qualité du travail et

des semences est à mettre en cause. Nombre de fellahs n'ont pas recourus à l'usage des engrais pour enrichir leur sol et intensifier par là même les rendements. Lors de la dernière session de l'APW, l'accent a été mis sur l'accompagnement des fellahs dont les terres ont souffert de la sécheresse, notamment en leur octroyant les crédits nécessaires pour mener à bien leur campagne. Dans cet ordre d'idée, il est question de l'octroi d'un milliard cinq cents millions de D.A aux victimes de la dernière sécheresse. L. Baâziz

SOUK AHRAS

14 BLESSÉS DANS LE DÉRAPAGE D'UN BUS

Hier matin, un bus scolaire de l'APC de Bir Bouhouch dérape au niveau du chemin communal n°25 et fait 14 blessés parmi les élèves habitant les hameaux de la région. Selon nos sources, au moins cinq élèves blessés ont été placés sous contrôle médical dans des structures hospitalières de la daïra de Sedrata, alors que les autres ont été transférés aux services des urgences des communes limitrophes. Une source médicale a indiqué, par ailleurs, que la vie des écoliers est hors de danger et qu'un seul cas présente des blessures plus ou moins inquiétantes. Il y a à peine deux mois, un autre bus scolaire avait fait plus de 50 blessés dans la commune de Ouled Driss. A. Djafri

DES SYNDICALISTES PROTESTENT

Des syndicalistes affiliés au SNAPAP (Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique) ont organisé, hier, un sit-in devant le siège principal de la direction des ressources en eau de la wilaya de Souk Ahras (DREW) pour protester contre l'administration de tutelle qu'ils trouvent hostile à l'exercice du droit syndical. Contacté, hier, Djamel Saâdi, secrétaire général de wilaya du SNAPAP, a déclaré à El Watan : «*La création d'une section syndicale où toutes les démarches légales notamment l'organisation d'une assemblée générale électorale ont été respectées, n'a pas réussi à convaincre les responsables de ce secteur, lesquels refusent à nos syndicalistes le droit à l'exercice de leurs activités*». Le directeur par intérim, en l'occurrence Salah Aouadi, a indiqué que la plateforme des revendications où l'on compte également des doléances à caractère social a été reçue par l'administration de la direction précitée et que le directeur de wilaya sera informé de la situation dès son retour de sa mission. A. D.

JIJEL

Plaidoyer pour l'ouverture de la sablière de Oued Z'hor

Face à la crise du sable qui sévit depuis de longs mois, le wali, Ali Bedrici, a appelé à l'ouverture de la sablière de Oued Z'hor, à l'extrême nord-est de la wilaya de Jijel. Fermée depuis juin 2013 par l'agence nationale du patrimoine minier, cette dune est livrée à un pillage féroce de la part d'exploitants illégaux, sévissant de jour comme de nuit sans être inquiétés. L'appel du wali a été lancé suite aux doléances soulevées par des entrepreneurs, qui se sont plaints du manque de cette matière pour la réalisation des projets. Paradoxalement, le sable volé de Oued Z'hor par des trafiquants qui s'acharnent sur la dune de cette cote est utilisé dans l'écrasante majorité des chantiers des projets publics. Le recours au sable pillé est ainsi devenu le seul moyen pour sauver ces projets d'un blocage certain. Cette situation absurde est d'ailleurs à l'origine de la prolifération du trafic de cette matière, devenu un phénomène incontrôlable menaçant l'équilibre écologique sur les côtes touchées par ce fléau. A Tassoust, près de Jijel, comme à Oued Z'hor, le fléau est tel qu'il cause des dégâts considérables aux plages. L'appel du wali à la mise en exploitation officielle de la sablière de Oued Z'hor se veut, un moyen de lutte contre la pénurie du sable en tenant compte des critères écologiques pour épargner cette cote du désastre qui la guette. Pour rappel, cette crise a généré une flambée du prix du sable sur un marché qui n'obéit plus qu'à la dictée des pilliers. Adam S.

BÉNI-SAF

Trois élus critiquent la gestion de l'exécutif municipal

● Trois élus municipaux sur dix huit, Benykhlef Kouider, Benallal Mohamed et Abdallah Ahmed, dénoncent sévèrement la gestion des affaires de la cité par l'exécutif communal.

Dans un document de cinq pages, ils dénoncent l'absence de communication avec la population qui aurait pu déboucher sur une gestion transparente et participative. Parmi les points noirs, ils citent les défaillances de l'éclairage public «sachant que ce créneau consomme la part du lion du budget communal en autofinancement pour l'exercice 2013 et 2014, soit 8 opérations d'un montant d'environ 27.600.000DA», cela sans compter «les opérations inscrites au titre des plans de développement communal (PCD) et des plans sectoriels de développement (PSD) ainsi que celles financées par le fonds commun des collectivités locales (FCCL)». A ce propos, notent les pétitionnaires, certains poteaux électriques présentant des anomalies ont été complètement déracinés sur le boulevard de l'abattoir menant à la plage du puits, alors qu'à travers les autres quartiers, l'exécutif et l'APC refusent de tenir compte des

anomalies constatées. Pour ce qui est des trottoirs, soit six opérations pour environ 34.000.000DA au profit de certains quartiers et au détriment d'autres. «Il est regrettable de voir les difformités sur certains trottoirs au quartier de Ghar El Baroud, la plage du puits, Sagla ou encore à la Zhun». Ils relèvent, par ailleurs, que la moitié de ces opérations ont bénéficié au seul quartier de la plage du puits sans que cela lui ait profité en matière d'amélioration urbaine. En outre, douze opérations d'aménagement ayant consommé près de 29.279.836 DA ont porté sur la réalisation de murs de soutènement dont trois se sont effondrés sans qu'aucun compte n'ait été exigé de quiconque. De même, bien inutilement, l'assainissement a absorbé 17.658.123 DA pour six opérations consistant en l'incision de rigoles couvertes de grilles au lieu et place d'avales. Elles ont, d'ailleurs, fait la démonstration de leur inefficacité lors des précipitations du 26

septembre dernier. Pis, dans leur brûlot, les élus contestataires dénoncent, dans les maléfices constatés, l'absence de suivi des travaux et le laxisme. «A titre d'exemple, l'ex-mairie et le marché couvert n'ont pas été remis en état selon les règles de l'art, l'horloge historique ne fonctionne toujours pas alors que l'article de la convention consacre à sa remise en l'état une cagnotte de 400.000 DA».

Enfin, «il faut dire que l'APC de Béni-Saf s'est réunie en vase clos, 13 fois en session ordinaire. La majorité des délibérations sont restées lettre morte, d'autant plus qu'aucun bilan, à ce jour, n'a été présenté aux membres de l'APC malgré leur instance».

Sollicités pour répondre à ces critiques, les responsables municipaux, principalement le maire (en congé de maladie) et son premier adjoint qui assure son intérim, n'ont pas réagi bien qu'ils aient assuré le faire.

M. Kali

ORAN

Le CHU recrute des ordonnateurs et des informaticiens

La direction générale du centre hospitalo-universitaire d'Oran (CHUO) va organiser un concours de recrutement «sur titre»: 33 postes d'emplois dans plusieurs spécialités ont été ouverts au titre de l'année 2014. Ainsi, 18 postes d'ordonnateurs, 10 postes de techniciens en informatique, 4 ingénieurs en informatique et un physicien médical sont à pourvoir. Le recrutement se fait parmi les candidats justifiant de titres et diplômes dans les spécialités demandées. Les candidats pour les postes d'ordonnateurs doivent avoir une licence en science juridique ou commerciale, économie, gestion, entre autres. Pour les autres postes, les candidats doivent être titulaires, respectivement, d'un diplôme d'études supérieures ou de technicien supérieur en informatique, un diplôme d'ingénieur d'Etat en physique médicale ou son équivalent. Les candidats peuvent télécharger le formulaire de renseignement sur le site www.concours-fonction-publique.gov.dz. Les dossiers de candidatures doivent être déposés au niveau de la direction des ressources humaines de l'hôpital d'Oran, au quartier Sidi El Bachir (ex- Plateau). Le dernier délai de dépôt de dossier a été fixé pour le 19 novembre prochain. Rappelons qu'il est aussi prévu le recrutement de 17 médecins généralistes, 7 chirurgiens-dentistes, 5 biologistes, 4 psychologues cliniciens et un pharmacien. Ces postes sont répartis sur l'établissement public de santé de proximité d'Es Seddikia avec 26 postes et l'établissement d'Es Sénia avec 8 postes. Dans le même cadre, l'EPSP Es Seddikia recrute aussi un attaché d'administration.

Nayla Hammoud

AÏN EL TURCK

Une antenne communale en projet au sein du parc des loisirs

Nombre de citoyens voient d'un mauvais œil, et comprennent mal le choix des autorités communales d'Aïn El Turck, quant à l'implantation future de la nouvelle antenne communale de l'APC dans le parc des loisirs de Bouisseville. Un espace qui a été récemment réaménagé, à coup de centaines de millions, pour servir d'espace de détente. En effet, ce site avait été initialement destiné à accueillir des activités artisanales, et de servir d'aire de repos pour les familles et les estivants. Or, l'APC a décidé d'y implanter une annexe communale alors que d'autres sites plus appropriés existent, selon des riverains. En fait, ce qui fait jaser ces derniers, c'est la proximité de cette nouvelle antenne avec l'entrée de l'EHU. En effet, l'artère séparant l'EHU de l'édifice est large de quatre mètres seulement. Mieux encore, cette artère est très fréquentée par les automobilistes d'où un fort trafic. Selon des riverains, les locaux fermés du théâtre de Trouville, après avoir été aménagés pour accueillir une antenne communale, et ayant déjà abrité par le passé les services de la CNAS, seraient mieux appropriés.

Karim Bennacef

ADRAR

C'est la fête de la datte

Adrar célèbre, du 4 au 6 novembre, la fête annuelle de la datte dans sa première édition, sous le slogan «Culture du palmier: au passé, présent et futur». Le coup d'envoi de cette manifestation, à caractère plus économique, scientifique et culturel que folklorique, a été donné, samedi matin, au niveau de la Maison de la culture d'Adrar. Ont pris part à la cérémonie d'ouverture un grand public dont des personnalités politiques, intellectuelles, notables, feillans venus d'autres horizons, membres de la société civile, associations, organisations de masse, etc. Selon un organisateur, l'objectif de cet événement est multiple: redonner au palmier la place qui lui revient dans le rôle de la consolidation de la société oasienne, redynamiser toutes les activités dans les palmeraies car celles-ci ont connu une régression ces dernières années, promouvoir le rôle économique du palmier dattier, réhabiliter et préserver la phoeniciculture, indiquer aux Oasiens, la contribution de l'Etat et l'intérêt qu'il porte pour le développement de ce type de culture. Des rencontres sont prévues entre les agriculteurs locaux et d'autres venus des régions productrices de dattes. Une action qui favorisera certainement les



PHOTO: DR

Adrar est réputée pour la qualité de ses dattes

échanges d'expériences dans les techniques de culture, de stockage, de commercialisation, etc. Des travaux d'ateliers animés par des spécialistes de la culture saharienne offriront également une formation dans le domaine, notamment dans la lutte contre certaines maladies dévastatrices comme le «bayoud» par exemple. Par ailleurs, la manifestation a été aussi marquée par une superbe exposition qui a permis aux visiteurs de découvrir la datte et ses diverses variétés (plus d'une centaine) selon les localités ainsi que les produits dérivés. La wilaya d'Adrar produit plus d'une

douzaine de variétés. Les plus connues sont: Talamsor avec une production de 39.291 T/an, Takazat 18.292 T, Tinazer 10.974 T, Takarouch, la plus prisée, 5.071 T, Aghemou 3.590 T et 13.508 pour les autres variétés. Selon les données fournies par la DSA, la production globale annuelle de la wilaya est de 1.325.278 tonnes par an réparties comme suit: 522.800 pour le Touat (Adrar, Tsabit, Fenoughil, Zaouiet Kounta et Réggane), 338.000 pour le Gourara (Timimoun, Charouine et Aougrou) et 46.478 pour le Tidikelt (palmeraies d'Aoulef). On constatera, également, que

les superficies des palmeraies ont connu un accroissement considérable de 1983 à 2014, en passant de 10.000 à 27.907 ha, et le nombre de palmiers de 1.200.000 à 3.725.420. Si l'exportation de ce fruit vers les pays subsahariens, notamment dans le cadre du troc, a connu un bond considérable à partir de 2005, sa courbe a connu une chute vertigineuse. En effet, de 1668 T exportées en 2005, après un pic de 4338 en 2011, et 4048 en 2012, elle a chuté à 776 en 2013 et à 315 en 2014, en conséquence du conflit au niveau des frontières avec le Mali.

A.A.

Des escrocs arrêtés

Le réseau d'escrocs qui louait des appartements vides appartenant à l'agence locale de développement et d'amélioration AADL de Cosider vient de tomber dans les filets des services de la police. En effet, trois personnes ont été arrêtées à la suite de plaintes déposées pour arnaque et escroquerie. Les arnaqueurs sont parvenus à louer grâce à des procédés frauduleux plusieurs logements à raison de 35 000 Da l'appartement. Les squatters ont été évacués des lieux et les auteurs ont été présentés au tribunal pour escroquerie. Ils ont été placés sous mandat de dépôt.

F.A.

RELIZANE

Un hôpital en projet

Un nouvel établissement pour les urgences médicales chirurgicales à Relizane est à l'ordre du jour. «Cet édifice est venu à point nommé pour améliorer les prestations au niveau de l'EPH Mohamed Boudiaf», a affirmé le directeur de la santé et de la population qui précisera qu'une enveloppe financière de 27 millions DA est consacrée pour sa concrétisation. On apprend aussi que toutes les procédures administratives et techniques ont été ficelées et que les travaux seront lancés durant le premier semestre de l'année 2015. Les nouvelles urgences qui seront édifiées sur une assiette foncière s'étendant sur 10000 m², non loin de la pénétrante de l'autoroute, seront d'une grande utilité pour la population des 17 communes situées à l'Ouest du chef-lieu de la wilaya.

Issac B.

MAGHNIA

Plus de 2 tonnes de kif saisies

Hier à l'aube, les éléments de la douane de la division de Maghnia ont mis la main sur 17 quintaux de résine de cannabis cachés dans une ferme, près de la bourgade de Bétaïm, sur le tracé frontalier, à 5 km de Maghnia. «La drogue était soigneusement enterrée dans l'exploitation agricole», nous a indiqué un officier de la douane. Sur les lieux, une personne a été arrêtée et défermée devant le parquet. Cette saisie est survenue trois jours seulement après celle des 4 quintaux opérée par les mêmes services au centre-ville de Maghnia. En 10 jours, pas moins de 10 tonnes de kif ont été saisies par les différents services de sécurité et de la douane de Maghnia.

C.B.

DES HEURTS ONT EU LIEU HIER SUR L'ESPLANADE DES MOSQUÉES

Les extrémistes juifs veulent embraser El-Qods

● L'armée israélienne a procédé, dans la nuit de mardi à mercredi, à la destruction massive des habitations à El Qods occupée et a arrêté un grand nombre de Palestiniens ● La ville d'El Qods est en proie depuis des mois à des tensions qui se sont transformées en troubles quasi quotidiens.

El Qods occupée est au bord de l'embrasement. La situation s'est à nouveau dégradée, hier, dans cette ville où des heurts ont opposé sur l'esplanade des Mosquées (Masjid El Aqsa) des Palestiniens à des policiers israéliens. Les incidents se sont produits lorsque les forces d'occupation israéliennes ont pénétré dans le lieu saint et l'ont encerclé. Plus de 300 soldats israéliens accédèrent à l'esplanade des Mosquées par la porte des Maghrébins et ont commencé à encercler les manifestants palestiniens se trouvant à l'intérieur de la mosquée. «Les policiers ont tiré des grenades assourdissantes et des gaz lacrymogènes pour disperser la foule amassée, dans laquelle se trouvaient des dizaines d'enfants attendant de se rendre dans les écoles voisines», a déclaré le directeur de la mosquée Al Aqsa, Omar El Kessouani. Ces affrontements ont été provoqués par le projet d'extrémistes juifs de se rendre massivement sur ce haut lieu saint de l'islam pour signifier leur soutien à Yehuda Glick, une figure de la droite ultranationaliste juive qui milite pour le droit des juifs à prier sur l'esplanade des Mosquées. Les Palestiniens dénoncent les visites de plus en plus fréquentes de juifs sur le site comme des provocations, tandis que la frange ultranationaliste et religieuse israélienne multiplie les appels à autoriser les juifs à prier sur l'esplanade. Les musulmans s'alarment du fait que le gouvernement israélien puisse céder aux pressions des ultras et autoriser les juifs à prier sur l'esplanade. Ils s'indignent



L'esplanade des Mosquées quadrillée par les forces de la police israélienne

des provocations des juifs ultras qui accèdent à l'esplanade sous le couvert d'une visite et se mettent à prier.

DESTRUCTION MASSIVE D'HABITATIONS

Les heurts se sont par la suite étendus à la vieille ville que surplombe l'esplanade et qui est transformée depuis quelques jours en camp retranché gardé par des centaines de policiers et de check-points. Un Palestinien a été blessé, selon la police. Les policiers déployés par centaines dans

la ville d'El Qods, survolée par les hélicoptères, ont ensuite entrepris de repousser la foule loin de l'esplanade des Mosquées, dont tous les accès ont été bloqués. Par ailleurs, l'armée israélienne avait procédé, dans la nuit de mardi à mercredi, à une destruction massive des habitations à El Qods occupée et a arrêté un grand nombre de Palestiniens, notamment à Ramallah et Beyt Lahm. La ville d'El Qods est en proie depuis des mois à des tensions qui se sont transformées en troubles quasi quotidiens. Amnesty International a affirmé hier que l'armée israélienne a fait preuve d'un «mépris choquant» pour la vie des civils à Ghaza, lors des 50 jours de l'agression sauvage qui ont ravagé le territoire palestinien en juillet et août. Du 8 juillet au 26 août, plus de 2100 Palestiniens, en majorité des civils, ont péri dans l'offensive israélienne contre Ghaza et plus de 70 côté israélien, pour la plupart des soldats. Dans son rapport intitulé «Des familles sous les ruines : attaques israéliennes contre des maisons vides», Amnesty fait état de huit attaques menées par l'armée contre des habitations «sans aucun avertissement» et dans lesquelles «au moins 104 civils dont 62 enfants» ont péri. A. Z.

AMMAN RAPPELLE SON AMBASSADEUR EN ISRAËL

La Jordanie, liée à Israël par un traité de paix, a rappelé hier son ambassadeur en Israël pour protester contre les «violations israéliennes répétées» dans la ville sainte d'El Qods, a annoncé l'agence officielle Petra. Le Premier ministre jordanien, Abdallah Nsour, a demandé à l'agence de la diplomatie du royaume de «rappeler l'ambassadeur jordanien à Tel-Aviv pour protester contre l'escalade israélienne contre l'esplanade des Mosquées», a indiqué l'agence. L'esplanade, qui surplombe la vieille ville, est un site très sensible et hier, de violents incidents ont opposé Palestiniens et policiers israéliens. La Jordanie a conservé la gestion de l'esplanade, troisième lieu saint de l'islam, au moment de l'annexion et de l'occupation d'El Qods-Est en 1967. Le roi jordanien Abdallah II a promis dimanche que son pays ferait tout pour protéger les lieux saints musulmans et chrétiens de Jérusalem. R. I.

ÉLECTIONS DE MI-MANDAT AUX ÉTATS-UNIS Barack Obama perd le Sénat

● Les urnes ont rendu leur verdict aux Etats-Unis ● Comme pressenti, les républicains ont gagné les élections de mi-mandat avec une courte avance ● Il s'agit là d'un nouveau coup dur pour le président américain Barack Obama et les démocrates.

C'est la fête dans le camp des républicains aux Etats-Unis. A l'issue de l'élection de mi-mandat de mardi soir, ils ont réussi d'une part à conserver la Chambre des représentants, conquise en 2010, avec d'ailleurs probablement plus de sièges qu'il y a quatre ans, et d'autre part à mettre la main sur le Sénat. Les républicains obtiennent ainsi 52 sièges sur les 100 que compte la Haute assemblée. Il s'agit là d'un revers pour Barack Obama car il va devoir composer avec un Congrès hostile pendant deux ans. Le pari des républicains était de conquérir six sièges au Sénat, alors que celui-ci était aux mains des démocrates depuis huit ans. Le pari a été remporté grâce à de précieuses victoires dans le Colorado (ouest), l'Arkansas (sud) ou encore

dans le Dakota du Sud (nord). Dans l'Arkansas, par exemple, le jeune Tom Cotton, ancien soldat d'Irak et d'Afghanistan, a remporté le siège de sénateur face au sortant démocrate Mark Pryor, malgré l'appui de l'ancien président Bill Clinton. Avec cette victoire républicaine dans les deux Chambres, les deux dernières années de mandat de Barack Obama s'annoncent par conséquent délicates. C'est que la marge de manœuvre pour les derniers grands chantiers de l'ère Obama est très étroite. Sur l'immigration par exemple : la loi de régularisation des immigrés n'est pas passée car la Chambre était républicaine et comme le texte doit être voté dans les mêmes termes par les deux assemblées, même avec un Sénat démocrate, le

texte a été enterré. Aucune chance donc de le faire passer à présent. Sur ce sujet, Barack Obama a promis de légiférer par décret. Ce qui risque de passer, en revanche, c'est la construction du pipeline de Keystone, qui doit acheminer des sables bitumineux du Canada vers le sud des Etats-Unis. L'aile gauche démocrate est contre car trop polluant, dit-on, mais de nombreux élus locaux du parti du Président sont pour la construction de cet oléoduc car cela va créer des emplois dans leur Etat. Ils risquent donc de s'allier aux républicains. Quoiqu'il en soit, il y a lieu de relativiser la victoire des républicains. En réalité, ils n'auront en rien les mains libres car le Sénat doit voter avec une majorité de 60%, ce dont le «parti de l'éléphant» ne dispose

pas. Les compromis sont donc obligatoires entre les deux partis et le Président. Le nouveau chef de la majorité du Sénat, Mitch McConnell, l'a d'ailleurs rappelé dès hier soir : «Nous avons l'obligation de travailler avec lui (le président Obama) sur des questions sur lesquelles nous pouvons trouver des accords. Je pense que c'est notre devoir de le faire. Ce n'est pas parce que nous avons un système à deux partis que nous devons être en perpétuel conflit.» A rappeler que depuis Ronald Reagan dans les années 1980, tous les Présidents en fonction ont passé les deux dernières années de leur second mandat en cohabitation. C'est donc plus un échec personnel pour Barack Obama qu'une surprise politique. Z. C. et agences

BRÈVES

TUNISIE

Trois militaires tunisiens ont péri hier après que le bus qui les transportait, dans le nord-ouest de la Tunisie, ait été visé par des tirs, a annoncé le ministère de la Défense à l'AFP, en évoquant une «opération terroriste». «Trois militaires ont succombé à leurs blessures. Douze personnes ont aussi été blessées, dont deux gravement» dans cette attaque qui a visé un véhicule transportant des militaires et leurs familles, a déclaré le porte-parole du ministère, Belhassen Oueslati. La Tunisie fait face depuis la révolution de janvier 2011 à l'essor d'une mouvance djihadiste armée responsable, selon les autorités, de la mort de dizaines de policiers et militaires. A rappeler que le président Marzouki a réclamaré, mardi, une protection rapprochée pour tous les candidats aux présidentielles du 23 novembre en Tunisie eu égard à la dégradation de la situation sécuritaire.

LIBAN

Pour éviter que le pays ne se retrouve sans Président ni Parlement, les députés libanais ont voté hier la prolongation de leur Parlement jusqu'au 20 juin 2017, soit la date prévue de la fin de la législature si l'élection s'était tenue en 2013. Une partie des 128 députés ont boycotté la séance. D'un mandat de quatre ans, l'actuelle législature aurait dû se terminer en principe le 20 juin 2013. Mais en raison de divergences au sujet de la loi électorale entre formations chrétiennes et musulmanes, les députés l'avaient prolongée le 31 mai 2013 jusqu'au 20 novembre 2014. Entretiens, les 128 députés n'ont pu se mettre d'accord sur le nom d'un président de la République pour remplacer Michel Sleimane, dont le mandat s'est terminé le 25 mai 2014.

EGYPTE

L'Egypte a été critiquée, hier, pour son bilan en matière de droits de l'homme devant le Conseil des droits de l'homme à Genève, le représentant du Caire assurant en préambule la «priorité» donnée par son pays au respect de ces droits. Les pays occidentaux ont particulièrement critiqué les atteintes aux libertés, l'absence d'enquête et de poursuites contre les responsables de la répression, exigeant la mise en conformité des lois avec la nouvelle Constitution de 2014, la libération immédiate des journalistes et des prisonniers de conscience, des garanties pour le travail des ONG, la liberté de réunion et de manifestation. L'accent a été également mis sur les violences sexuelles contre les femmes, les peines de mort prononcées à grande échelle et le respect des droits des migrants.

RD CONGO

Deux cents personnes ont été arrêtées dans le territoire de Beni après les massacres ayant fait une centaine de morts en octobre, a annoncé hier la Mission de l'ONU (Monusco). «La police de la Monusco a mis en place conjointement avec la police nationale congolaise une stratégie opérationnelle de lutte contre l'insécurité à Beni qui a permis l'arrestation de 200 suspects, dont des membres du groupe armé ADF», a annoncé Charles Bambara, directeur de l'information à la Monusco. Du 2 octobre au 2 novembre, «environ 120 personnes» ont été tuées dans différentes localités du territoire de Beni au cours d'une série de massacres attribués aux rebelles ougandais musulmans des Forces démocratiques alliées (ADF), selon la société civile de la province du Nord-Kivu.

SADEK HADJERES. Ancien dirigeant communiste, médecin et chercheur

La soif de liberté toujours d'actualité

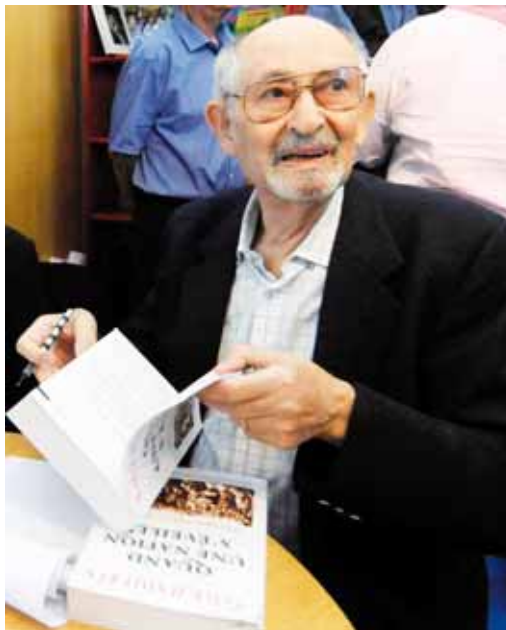
Par Hamid Tahri

«Le peuple avili clame la liberté et s'enthousiasme pour elle quand il ressent violemment les pressions qui s'exercent sur sa vie. Mais, ordinairement, il se flatte d'être proche de ses gouvernants et sensible à leurs promesses trompeuses, il leur permet d'avoir un pouvoir absolu sur lui.»

Tahar Haddad
(Philosophe tunisien,
1884-1935)

J'avais le choix de raconter sa vie à travers son livre-bilan *Quand une nation s'éveille*, fraîchement sorti aux éditions Ines, exercice peu ardu vous en conviendrez, ou aller à sa rencontre. J'ai pris le parti de m'entretenir de vive voix avec cet homme de 86 ans, affable, intelligent qui a fait de sa vie un chapelet de luttes parfois perdues, mais toujours renouvelées. D'entrée le ton est donné. Sadek convoque un vieux dicton. Entre l'honneur et la perte (*Nif oual khsara*) qu'il abhorre, il choisit *Nif oual fham*. (L'honneur et l'intelligence). C'est la philosophie de la vie de ce militant invétéré plus politique que médecin. Son parcours est celui des ruptures, si l'on en juge par son refus de trahir ses convictions et ses idées. A 20 ans, il a claqué la porte du PPA parce qu'à ses yeux le parti n'avait pas été juste dans la crise dite berbériste de 1949. Il a aussi quitté le PAGS dont il était le premier secrétaire. Autant d'escalas mal vécus qui ont marqué un parcours heurté, mais dont il tirera des enseignements utiles. «Il est des moments où il vaut mieux lutter avec soi-même qu'avec les autres», commente un des anciens camarades qui avoue ne pas cerner toutes les facettes de Sadek, qu'il a pourtant longtemps côtoyé.

Il est des fois où autour de soi on trouve qu'il n'y a plus grand monde. Alors on convoque sa mémoire. C'est ce qu'a fait Sadek dans son nouveau livre qui porte en lui les traces d'une blessure souvent ouverte... «J'ai vécu mon enfance au gré des mutations de mon père Khider, instituteur. Ainsi, j'ai passé quatre années à Taguine, petit hameau dans la wilaya de Tiaret, pas loin de Ksar Chellala». Il se souvient qu'il s'y trouve une stèle française symbolisant la prise de la smala de l'Emir Abdelkader. Puis, ce fut Berrouaghia de 1932 à 1940, et Larbaâ Beni Moussa en 1941. «C'est là que j'ai vécu les années les plus intenses de ma socialisation. J'ai fait le collège de Blida, après qu'il eut servi d'hôpital militaire pendant la Deuxième Guerre mondiale. J'y ai connu comme condisciples Abane Ramdane, Ali Boumendjel, M'hamed Yazid, etc. J'ai aussi fait des études par correspondance. C'est au lycée de Ben Aknoun que j'ai obtenu mes deux bacs en 1946. Puis, ce fut la faculté de médecine d'Alger. Mon éveil politique s'est réellement effectué à l'Arba, où j'étais responsable du mouvement scout musulman à l'époque où Kedache et Louanchi officiaient à Alger dans les SMA». Sadek évoque deux personnages emblématiques de l'Algérie : «Le respect consensuel envers Ben Badis faisait bon voisinage avec



Sadek Hadjeres prône une ouverture sur tous les parlers et sur le monde

Meissonnier), il m'avait sollicité pour un appui médical. J'ai sollicité à mon tour le D' Georges Hadjadji, ami de la Révolution, toujours vivant, qui s'est engagé. Pour revenir à Ben M'hidi, j'ai apprécié grandement son ouverture d'esprit, ses analyses et son engagement sans faille. J'en étais impressionné alors que je venais juste de faire sa connaissance». Le Parti communiste algérien interdit le lendemain de l'indépendance, ses membres forment un autre pôle de lutte clandestine, en créant le Parti d'avant-garde socialiste (PAGS), dont Sadek a été le premier responsable en janvier 1966. «C'était la remise en route du Mouvement communiste après la répression, se souvient Sadek. Après l'arrestation de Hocine Zahouane, Mohamed Harbi et Bachir Hadj Ali et d'autres camarades, nous avons estimé nécessaire de créer le cadre de lutte, même si la clandestinité a été très dure».

A la question de savoir que le pouvoir de l'époque «ménageait» quelque peu les communistes pour les opposer aux autres et que le «soutien critique» faisait jaser dans les chaumières, Sadek, imperturbable, réplique : «Je ne me souviens jamais avoir utilisé ce terme sur lequel on a créé une grande confusion. On était contre les orientations du pouvoir. J'ai écrit une lettre, en 1968, à Boumediène pour lui dire qu'on ne peut se réclamer du socialisme et user de la répression. Mais c'était le règne des contradictions, le jour où il y aura des nationalisations, nous pourrions discuter, lui avait-on lancé. Et quand cela a été fait, nous l'avions approuvé. Mais toujours est-il que c'est Boumediène qui s'est rallié à certaines de nos orientations et pas le contraire... Nous étions conscients que le pouvoir était divisé, mais nous ne soutenions pas un clan contre un autre.» Les idées reçues, les clichés, les déterminismes ne font pas partie du lexique de notre interlocuteur, dont le parcours tout entier a été un débat d'idées. A propos des composants identitaires et des évolutions linguistiques, Sadek, adepte de l'authenticité, prône une ouverture sur tous les parlers et sur le monde.

IL Y A DE L'ESPOIR

«La préférence affective des simples gens pour leur propre langue, qui était celle de la foi, du culte, de la famille et des relations de voisinage ou de travail ne les amenait pas dans leur pratique quotidienne à en faire une espèce de symbole sacré qui les oblige à rejeter, comme satanique, la langue du colonisateur pour le règlement de leurs affaires.» Plus tard, note Sadek, cette opposition au nom du «sacré» entre les deux pratiques linguistiques se développera et sera exploitée par des acteurs politiques pour des intentions et des raisons qui n'auront rien de sacré. Sadek convoque Mostefa Lacheraf : «Certains diri-

la fascination exceptionnelle envers Messali, zaïm, leader national. Dans nos premières années activistes, nous retenions de Messali le mot d'ordre fulgurant d'indépendance, assorti parfois de l'Assemblée constituante et la parole au peuple. La devise sacrée émanait d'un monument vivant qui incarnait l'attachement inflexible à une cause qui lui avait valu tant de persécutions. Bien qu'ignorants de son itinéraire et de son œuvre, nous retenions de Ben Badis les quelques formules les plus répandues.» Sadek qui a le souci de la précision parle doucement en choisissant les mots appropriés. Lorsqu'on évoque avec lui la crise dite berbériste, il l'aborde sur le même ton avec sérénité.

MILITANT ACHARNÉ

«J'ai vécu la crise bien avant qu'elle survienne dans le mouvement étudiant. Il faut dire que j'étais membre de l'Association des étudiants musulmans de l'Afrique du Nord (AEMAN), et à partir de 1948 j'étais responsable de la section universitaire du PPA auquel j'avais adhéré en 1943 à 15 ans ! Je me rappelle qu'après le départ de Henine, ils voulaient parachuter Kiouane. On avait exigé des élections. J'ai été élu responsable et président de l'AEMAN, dont la présidence était tournante, par souci de démocratie compte tenu des différentes sensibilités qui la composaient. Mais toutes les décisions importantes étaient prises en assemblée générale.» Praticien à El Harrach au début de l'année 1954, Sadek exerçait au sein du cabinet commun partagé avec le professeur Réda Zemirli... «Nous étions les deux seuls chercheurs, moi en bactériologie et Taleb Slimane de Tlemcen en histologie. Après l'indépendance, j'ai repris

le laboratoire d'hygiène de bactériologie à l'université d'Alger. Je devais prendre la chaire de bactériologie en octobre 1965.» Mais, entre-temps, la prise de pouvoir par Boumediène en juin avait tout chamboulé. Sur le plan politique et après avoir quitté le PPA en 1949 après des différends idéologiques et des questions relevant de l'identité algérienne, Sadek adhère au Parti communiste algérien en 1951. «J'ai estimé que j'avais fait le bon choix, galvanisé par l'élan patriotique qui animait le parti. J'avais dit à Akkache que l'indépendance devait être la pierre angulaire de la lutte. Il m'a rassuré à ce propos. Et puis, j'y ai trouvé l'éclairage politique qui n'existait pas au PPA.»

PRÈS DES PAUVRES

«Bref, j'étais compris dans mes aspirations», confie Sadek, visiblement heureux, convaincu que le parti était pleinement engagé dans la Révolution malgré les réticences de certains dirigeants du FLN qui n'en voulaient pas. La déclaration du 2 novembre 1954 du PCA était sans ambiguïté. «Pourant, certains dirigeants du FLN, pendant 3 mois, refusaient de nous contacter. L'insurrection n'était pas une surprise pour nous. Une semaine avant le 1^{er} Novembre, j'étais avec Bachir Hadj Ali à Tizi Rached. Jacques Galland y était aussi. On avait estimé qu'après Dien Bien Phu et la déconfiture française, la lutte était irréversible, imminente ! Ne voyant rien venir en mars 1955, on a donné des directives à nos militants de participer individuellement au combat. Il y avait un modus vivendi tacite. Les combattants de la libération mêlés aux autres étaient côte à côte, mais ne se parlaient pas ! En ce qui me concerne, j'ai rencontré Ben M'hidi dans le restaurant de Saïd Ali, rue Auber (à

PARCOURS

Né le 13 septembre 1928 à Larbaâ Nath Irathen. Fils et petit-fils d'instituteurs. Il a fait ses études à Berrouaghia, Médéa, Blida et Alger. Exerça comme médecin praticien à El Harrach et chercheur en sciences médicales à la Faculté d'Alger jusqu'en 1955. Son parcours militant débute en 1943 comme responsable SMA. Adhère au PPA en 1944. Président de l'Association des étudiants musulmans Nord-Africains en 1950. Démissionne du PPA en 1949 et adhère au PCA en 1951. Responsable des combattants de la libération en 1955. Responsable du PCA. Il fonde en 1966 le PAGS, qu'il dirige jusqu'en 1990 dans la clandestinité. Vit en exil en Grèce depuis 1992.

geants et revanchards "embusqués" revenant de leur planque moyen-orientale ne surent pas distinguer entre une arabité linguistique et culturelle légitime et un arabisme de frénésie et de réaction baâthiste qui prétendait nous couper de notre lointain passé "nord-africain". La crise du PAGS et son émiettement ? «Ce sont les résultats de plusieurs facteurs sans nier les infiltrations qui étaient réelles et il était impossible de déjouer les méthodes policières», relève-t-il, en précisant la faiblesse face à l'islamisme en pensant que l'armée seule pouvait y faire face, le contexte international avec la chute du camp socialiste et le démantèlement de l'ex-URSS ; enfin une conjoncture politique défavorable avec un pouvoir décidé de se maintenir coûte que coûte. Et c'est ce qu'il a fait après le sursaut salvateur de 1988. Plus personnellement, Sadek concède «qu'il ne voulait pas cautionner la politique du PAGS, perdant de plus en plus son autonomie. J'ai dit que je ne voulais pas prolonger mon mandat de premier secrétaire en novembre 1990. Avec le FIS, la guerre du Golfe, l'état de confusion et de sidération politique, le PAGS ne pouvait qu'éclater avec l'émergence d'Étihadî, dont certains membres n'étaient même pas militants ! Il y avait en tout cas une grosse manœuvre pour casser le PAGS. Dommage que l'affaiblissement du système socialiste dû à l'évolution éffrénée du néolibéralisme ait affaibli les progressistes.» 2014 et les perspectives de l'Algérie ? «Toute proportion gardée, je compare l'état de confusion à ce qui prévalait dans les années 1930. A côté des pionniers pour l'indépendance, la masse était dans un état de léthargie. Du point de vue de l'action, aucun Algérien n'avait confiance en son voisin. Il y avait des islamistes, les réformistes, les communistes, les militants de l'Étoile nord-africaine. Bien sûr, la situation n'est pas la même. On a un pays qui regorge de ressources naturelles, humaines et matérielles et des potentialités extraordinaires qui sont annihilées. Comment refaire un nouvel éveil social ? Comment relancer la mobilisation ? Comment créer l'unité d'action au-delà des idéologies ? Que constate-t-on à l'heure actuelle ? On s'ingénie à savoir comment gérer la lutte entre les deux clans rivaux au pouvoir, les bases militantes sont hors jeu. Cela dit, je constate un éveil dans les différentes mouvances idéologiques et identitaires qui sont le socle de la refondation à travers une unité d'action pour sortir l'Algérie du pétrin, piégée par les convoitises impérialistes. C'est une question de survie. On peut s'accommoder à cet éveil, on peut résister sans s'accrocher au char de l'OTAN. Même si la classe politique, pouvoir et opposition, est en retard par rapport aux aspirations du peuple. L'affluence au Salon du livre est une étape nouvelle, un bon signe. Des milliers de gens, avec ou sans hidjab, qui viennent, c'est une belle aspiration et un signe d'espoir qui l'a fait bien gérer», explique Sadek, convaincu comme le poète Aragon que «rien n'est acquis à l'homme, ni sa force, ni sa faiblesse». La liberté pour Sadek ? «De pouvoir penser et satisfaire les besoins humains légitimes». La démocratie ? «Ceux qui veulent sacrifier la liberté au nom de la sécurité ne méritent ni l'un ni l'autre. Il ne s'agit pas d'opposer sécurité et paix...»

H.T.

htahari@elwatan.com

EL Watan

MAGAZINE

N°28 - Jeudi 6 novembre 2014
elwatanmagazine@gmail.com



DIART 14 POUR EL WATAN

L'ART POUR TOUS !

Pp : 14-15

LE DJART' 14 À ALGER DU 6 AU 15 NOVEMBRE COURANT

L'ART POUR TOUS !



Par Djawed Belkhdja

Prenez diverses formes d'art, mettez-les à la portée du plus grand nombre, dans les rues par exemple. Vous aurez ce qu'on appelle le Street art (art de rue), rajoutez-y des esprits jeunes, une touche d'altruisme et une énergie commune. Vous aurez le DJART' 14 à Alger, du 6 au 15 novembre. Un rendez-vous à ne pas manquer. Dix jours durant, des formes, des images, du son et de la lumière pourront surprendre les passants au détour de n'importe quelle rue. Et même dans les bus.

L'art urbain ne date pas d'aujourd'hui, l'Algérie ne saurait faire exception. C'est au Tassili, il y a 9000 ans, que les premières traces de gravures rupestres ont vu le jour dans des grottes ancestrales, espaces de vie de «l' Agerianicus». A cette époque, ce n'était pas encore de l'art rupestre, mais de l'art moderne. Il n'y a, en somme, rien d'extraordinaire à ce que «l'Algerinicus moderne» ne revienne inexorablement à ses origines en transcendant une nouvelle fois son espace de vie. Pour cette fois, c'est sous l'impulsion de l'institut Goethe et à l'initiative du transculturel dialogue que la première édition de la biennale culturelle

pluridisciplinaire voit le jour. Un projet initié en 2012, qui a nécessité deux ans de préparation. A la grande surprise, l'Algérie rafle la première édition. «La première édition se passe à Alger, le choix a été évident, les énergies, l'espace urbain adéquat, l'histoire de la ville ont été des facteurs décisifs de ce choix», confie l'un des participants dans un appartement algérois, Boulevard Amiroche, transformé en quartier général pour l'occasion. Ici, l'ambiance est aussi pluridisciplinaire que multiculturelle. Sarah El Hamed, responsable presse, prend quelques minutes pour présenter l'événement : «Si je devais résumer, je dirais que DJART'14 est un projet éphémère qui vise à laisser une trace concrète sur les murs et bien qu'immatériel, durable dans les esprits.»

En effet, Djart 14 semble être à la lisière d'un festival d'art urbain et d'une exposition gigantesque sous forme d'occupation des sols. «Pour cette édition, effectivement il s'agit de mettre en lumière la notion d'espace public et de mobilité en utilisant une approche artistique», ajoute la responsable de presse. Dans ce QG, les va-et-vient sont incessants. Certains travaillent même la nuit, pieds nus. Les téléphones sonnent. Les e-mails tourment. Les efforts convergent vers un même idéal : «réussir au mieux» un événement bien

ambitieux. Selon le comité d'organisation, le «DJART'14 encourage la démocratisation culturelle et vise ainsi à rapprocher l'art souvent oublié, dénigré ou mis au second plan du grand public algérien en le rendant accessible, abordable et attrayant.» D'autre part, selon les organisateurs, «DJART'14 vise aussi à sensibiliser le grand public algérois et algérien autour de thèmes touchant sa société tels que l'identité, la citoyenneté, les dimensions maghrébines et méditerranéennes de l'Algérie, ou l'échange et la mobilité entre artistes. Il promeut l'art comme moyen de partage de la connaissance, des discours et des pratiques diverses. Le programme de DJART'14 a été conçu suite à un parcours de recherche à Alger mené par l'équipe du TCD afin de s'approcher des besoins et attentes de la communauté et les lier aux initiatives artistiques et culturelles.»

ALGER SANS ART

C'est dans un tortueux effort qu'Alger tente depuis des années de sortir de sa torpeur, proposant divers événements conjoncturels qui peinent à s'inscrire dans la durée. Le manque de loisirs est frappant. En retardant la fermeture des commerces tard le soir en été, et même en multipliant la présence policière, la wilaya d'Alger se heurte à un problème

Si les Algériens ne vont pas au musée, c'est le musée qui ira vers eux. C'est la philosophie du DJART'14 (contraction de Djazaïr et art), qui fait la part belle à la culture underground et qui ornera les murs de la capitale dès aujourd'hui.

résolument ancré dans la société algérienne. Les gens ne sortent plus, si ce n'est pour aller d'un point A à un point B. Ainsi, le DJART' 14 serait une aubaine pour la wilaya qui, en s'alliant à cet événement, encourage d'une certaine manière l'occupation de l'espace public par les citoyens, (à condition de ne pas y manifester pour des raisons politiques). «Le temps d'un festival où les arts vivants prennent possession de tous les espaces, nous sommes entraînés vers d'autres vibrations dans cette vision trop formatée de notre quotidien», explique l'un des organisateurs débordés, qui va et vient, pieds nus, dans l'appartement.

Aux abords du café Tontonville, un groupe de jeunes gens en parlent, non sans passion. Ils voient dans cet événement un «espoir» et n'hésitent pas à proclamer que «ces arts de rue soient en capacité de tout bouleverser pour vivre dans une cité métamorphosée.» Pourtant, hormis les cercles d'initiés, peu d'Algérois ont eu vent de la préparation de cet événement.

Non loin de la salle El Mougar, Neila, élégante dame accompagnée de sa fille, avoue ne pas être au courant du programme : «J'ai vaguement entendu parler d'un festival d'art urbain ; je trouve que c'est une excellente initiative.» Puis, elle ajoute, enthousiaste : «Ça donne une sorte de pouvoir aux jeunes, la possibilité de se réapproprier certains espaces qui leur sont destinés à la base.» Un passant curieux, cheveux grisonnants, l'allure pressée, s'arrête et commente : «Je trouve que c'est excellent de pouvoir redorer l'image de l'Algérie comme ça grâce à des projets internationaux.» Le sujet semble intéresser une autre dame d'un âge avancé qui dira : «Au-delà de se confronter à l'autre, cela nous fera peut-être sortir du paradigme dans lequel on est plongé à cause de la médiatisation à sens unique de la vision unique que connaît notre Algérie.»

Neila, la jeune maman, aura le dernier mot : «La mise en avant de la culture et de l'héritier algérien, je ne peux dire qu'«Amine», tout cela pour peut-être accéder à une Algérie dans laquelle nos enfants auront envie de vivre». L'espoir est permis. Du moins, le temps de ces dix intenses journées dédiées à l'art.

D. B.

■ HISTOIRE(S) EN CINQ HALTES PAR NICÈNE KOSSENTINI

06 -10 NOVEMBRE 2014

Une installation sonore, comportant les témoignages de cinq Algériens au sujet de leur quotidien, ponctueront un parcours allant de Maqam El-Chahid au Jardin d'essai, passant par la grotte de Cervantes, la villa Dar Abdellatif ainsi que le Musée des Beaux-Arts. Un projet qui, au-delà de son objectif primaire, vise à rappeler aux gens la richesse de certains lieux ayant perdu l'intérêt du grand public. La conservatrice Djallila Kadi-Hanifi présentera et discutera de l'exposition avec l'artiste le 8 Novembre à 16h au Musée national des Beaux-Arts.



■ AKAKIR INVASION PAR WALID BOUCHOUCHI À PARTIR DU 06 NOVEMBRE 2014

Une drogue, un médicament, une épice ou carrément de la magie locale. C'est ainsi que Walid Bouchouchi décrit ses créations. Akakir Invasion se veut une exposition qui vise à rapprocher l'art et surtout les arts visuels du grand public, tantôt réservés aux musées et aux galeries. Portant souvent des messages qui racontent, questionnent ou même se moquent de notre quotidien. Ainsi, l'on pourra croiser les créations «Akakir» de l'artiste Walid Bouchouchi dans les cages d'escaliers des bâtiments du centre, mais également sur les poignées de bus de l'Etusa.

■ LIGHTNING THE CITY AVEC YUCEF KRACHE À PARTIR DU 10 NOVEMBRE

L'espace public, son usage et son exploitation représentent une problématique profondément ancrée dans la société, régie par les principes du subconscient collectif, qui font que ce dernier soit peu, pas du tout ou bien mal exploité. «Lightning The City» est une exposition phare de la biennale DJART'14, réalisée par le photographe Youcef Krache, où nous verrons nos espaces et nos citoyens confrontés à cette réalité, en les

poissant à une réflexion profonde autour de cette problématique à travers : la représentation de la femme dans l'espace public, l'usage, la perception et signification-même de l'espace vis-à-vis de nos concitoyens, et ce, dans un lieu de transit que des milliers de personnes empruntent quotidiennement et qui deviendra, à partir du 10 novembre 2014, une halte incontournable.

■ RE(PLACE)TTE AVEC SALIM LAMARI

DU 1 AU 12 NOVEMBRE 2014 - Placette Ben Boulaid, rue Chaïb ; ex-Rue Tanger, Alger-centre.

Un atelier en plein air et ouvert au public pour la création de mobilier urbain qui servira à aménager l'un des espaces du centre d'Alger, à savoir : la placette Ben Boulaid. L'usage de matériaux recyclés et un peu de créativité seront la recette de cette activité. Elle sera conduite par l'architecte Salim Lamari et par un groupe d'étudiants de l'école des Beaux-arts d'Alger et de l'École polytechnique d'architecture et d'urbanisme. Le résultat de l'atelier sera présenté par Salim Lamari et les participants dans la placette Ben Boulaid à 21h, avant le concert de Yacine & The oriental groove.

■ STICKERS LAB AVEC WALID BOUCHOUCHI

DU 08 AU 10 NOVEMBRE 2014

Un atelier créatif autour du détournement d'images, auquel prendront part des jeunes porteurs d'idées relatives aux sujets traités par DJART'14 ou des messages engagés qu'ils veulent partager avec le public. Deux jours durant lesquels les participants passionnés d'arts visuels auront l'opportunité de matérialiser leur idées à travers des visuels qu'ils imprimeront et colleront dans divers recoins de la ville d'Alger.

■ SAFARI TYPO PAR LOUISE DIB

DU 12 AU 14 NOVEMBRE 2014

Enseigne d'un vieux cinéma à demi effacée, lettres colorées d'un music store qui clignotent, message d'amour au milieu d'un carrefour, bribes d'une révolte gravée au détour d'une rue... Cet atelier vous propose de vous transformer en explorateur de la jungle urbaine. Votre mission : dresser un état des lieux photographique des signes des murs de la ville. Ce langage typo-graphique algérois sera exposé dans une fresque collective et monumentale.

■ C/ DU 1

Le ma de à d d'e Cal

■ AI LE 1 Casi

Un pul d'a Cul Tra les Ital Ré: cor (éc et j Mo

Walid Bouchouchi, 25 ans, sera l'artiste phare du DJART'14, de par un talent perceptible et une réelle innovation dans l'art pictural. Il s'exposera désormais sous le sceau «AKAKIR INVASION» dans les cages d'escalier des bâtiments du centre-ville, mais également dans les bus de l'Etusa. Retour sur un artiste haut en couleur.

Walid Bouchouchi Invasion



MEHOI HACHID

Walid Bouchouchi. Il est né peut-être pas encore connu du grand public, mais il est déjà possible de le trouver en tapant son nom sur Google. Ce n'est pas par hasard que Walid s'est retrouvé un jour dans le domaine artistique. Son bac en poche et la passion entre les mains, il entre à l'École des Beaux-arts d'Alger où sa curiosité le mène vers l'image et son impact sur la société. Il est sort quelques années plus tard avec non seulement un diplôme, mais surtout une vision de l'art. C'est au détour d'un café au centre-ville qu'il nous parle aussi bien de la sociologue Fatma Oussedik, «sa prof» qui l'inspire tant, mais aussi du groupe de rap MBS, ou encore Tikherbichine, pour mieux nous

expliquer qui il est. Né en 1989 à Alger, Walid Bouchouchi parle avec beaucoup de simplicité et un ton d'ironie. Il se présente comme un concepteur d'images à consommer : «Mes illustrations sont un produit de consommation, chacun se nourrit de ce qu'il voit ou capte, j'aime à penser qu'une idée puisse être transmise juste en la regardant.» Esprit irrévérencieux et léger, il pousse la franchise à son extrême : «Dans mon travail, je cherche à m'approprier le message véhiculé par ces images, de profiter de leur célébrité pour les détourner en isolant l'iconographie populaire qu'elles constituent.» Fondateur du concept AKAKIR qui prend ses sources dans le détournement d'images iconographiques, il se fait connaître à travers

plusieurs illustrations comme celle de la madone de Bentalha. «Je réunis une base d'images populaires communes que je réinterprète et manipule de manière à leur faire passer un message différent, dans un langage partagé.» Oser l'extravagance et la dérision dans le but de dédramatiser. Constamment à l'écoute de la société, il saisit le sens pour le joindre à l'image, afin de véhiculer, à sa manière, l'idée que se fait un peuple de lui-même. «D'un contexte à un autre, le message varie et le jeu de la transmission d'informations laisse apparaître ses strates, donnant naissance à une interrogation consciente sur le vu, le perçu et le reçu.» Walid aime triturer l'actualité en la confrontant aux traditions, il sublime au passage des repères communs qui font appel à la mémoire visuelle et conceptuelle de l'Algérien lambda. Ce dernier, pour qui il se définit comme un communicant visuel. «C'est du commun que je m'inspire, plus les repères sont communs plus le sens est fort», explique-t-il. En jouant avec les repères sociologiques, politiques voire religieux, il éveille en chacun de nous une impression étrange. Son ambition : résumer en une image haute en couleur ce que beaucoup pensent tout bas, sans pour autant pouvoir le formaliser clairement. A la frontière du concept et de l'idée, le message prend une forme lucide dès sa visualisation. «Je suis parfois étonné et très souvent agréablement surpris de l'interprétation que se fait chacun selon ses repères.» Parfois le sens que se font les gens de son travail dépasse en profondeur toutes ses attentes. C'est jouer à la manière de l'enfant avec les convenances, déconstruire par le biais de l'humour et de la créativité. Anticonformiste, il entend briser, par le biais des ses illustrations, les conventions imposées dans l'art en vouant un culte à la liberté de création sous toutes ses formes. Le message s'impose par lui-même à la première visualisation. C'est une sorte de confrontation entre la récupération effectuée par les médias dominants et le détournement comme parodie satirique. «C'est un travail critique dans un objectif de dérision. Dans cette ère du multimédia et de la mondialisation, je m'interroge sur la consistance de ce "Global Village" où l'on vivrait dans un même temps, au même rythme et donc dans un même espace à travers ces images qui unifient la conscience collective et la formatent. Pour dénoncer la mainmise des médias sur l'esprit des individus dans un but consumériste et propagandiste», précise Walid. En somme, Bouchouchi est à la recherche de ce pouvoir de créer de toutes les façons possibles, la recherche de la liberté sous toutes ses formes. **D. B.**

KHALED BOUZIDI. COORDINATEUR DE L'ÉVÉNEMENT DJART'14.

«J'ai contacté le maire d'Alger-centre sur Facebook !»

Ce projet est très ambitieux. Comment s'est opéré le choix des intervenants ? Et Pourquoi Alger ?

Cela dépend des thèmes que nous abordons. Je m'explique : certaines fois, c'est par rapport au thème, d'autres par rapport aux objectifs de l'événement. Prenant eL-Seed (artiste tunisien) par exemple, le graffiti est mal perçu dans notre pays (comme c'était le cas dans d'autres pays d'ailleurs) ; donc nous avons opté pour quelqu'un qui fait du street art (art de rue), mais qui a sa propre touche de calligraphie arabe (ça traite «un peu» l'un des thèmes de l'événement identitaire).

Pourquoi Alger ? Le choix s'est fait après un consensus entre les membres de l'équipe en 2012. Tous les membres avaient fait une présentation (contexte social et culturel de sa ville), j'avais justement présenté la ville d'Alger pour DJART'14, l'histoire de la ville, sa diversité culturelle et justement du contexte actuel.

Avec toutes les difficultés qui peuvent exister, pourquoi choisir l'espace urbain ? Comment s'est passée l'organisation à ce niveau ?

Une première réunion de travail a eu lieu en septembre 2013 pour commencer le chantier. Nous avons commencé notre enquête en sortant dans les rues, nous demandions aux gens ce qu'ils voudraient voir comme activités culturelles, un sujet est sorti du lot ; chaque fois les gens se plaignaient d'une forme de redondance dans les activités culturelles, mais aussi qu'elles sont un tant soit peu élitistes pour être accessibles. Nous voudrions justement contrer cette idée, d'où l'idée d'investir l'espace public, que ce soit dans les bus, les cages d'escalier, les placettes publiques. Personnellement, je voudrais vraiment voir la réaction des gens face à ce qu'on fait. Que ce soit réussi ou pas, le fait de voir les gens réagir est déjà un grand pas, je pense.

Au final, DJART'14 est-ce du street art, un festival ou plus ?

DJART'14, c'est pas du street art seulement. Nous préférons l'appeler «biennale culturelle» parce que notre premier objectif est de relier le domaine des arts avec celui des sciences sociales. De ce fait, nous nous focalisons beaucoup sur la documentation de DJART dans le but de l'utiliser comme matière pour toutes les personnes qui voudraient s'en servir : sociologues, artistes, anthropologues, étudiants, simple citoyen.

Quel commentaire sur le projet des peintures sur escaliers de Souk Ahras ?

Ça nous fait vraiment plaisir de savoir qu'il y a des gens qui font des choses plus ou moins similaires aux nôtres ; d'ailleurs, le fait de voir les étudiants de l'École des Beaux-arts et de l'ÉPAU (École d'architecture) travailler ensemble nous a fait énormément plaisir.

Comment avez-vous obtenu l'autorisation d'occuper l'espace urbain ?

J'ai envoyé deux courriers, et puis rien ; je commençais à désespérer, j'allais très souvent attendre le maire pour lui parler du projet, mais ça n'a pas marché et là j'ai eu la «brillante» idée de chercher son compte Facebook. Je lui ai donc envoyé un message. Il m'a répondu en me demandant si j'avais un numéro, je le lui ai communiqué. Quelques minutes après, il m'a appelé et m'a dit qu'il a étudié toute la proposition qui était déjà au niveau de la wilaya, et il m'a invité le dimanche suivant pour en discuter davantage. J'y suis allé sans grande conviction, soupçonnant même un canular.

A ma grande surprise, je l'ai trouvé en train de m'attendre. M. Battache m'a réclamé plus de précisions, puis il a fini par nous donner son accord pour la tenue de l'événement et les autorisations qui en découlent.

Qu'en est-il du financement ?

Croyez-moi, depuis ce jour-là, j'ai eu plus d'espoir : taper à la porte des sponsors, faire des dossiers pour des sponsorings... C'était un peu difficile au départ, mais une fois le concept bien expliqué, les sponsors semblaient plus réceptifs. J'avoue d'autre part que la dimension internationale du projet nous a beaucoup aidés. D'autres sponsors ont fini par rejoindre le train en marche une fois la communication lancée. On a toujours tendance à penser que l'administration nous met des bâtons dans les roues, mais à mon avis ce n'est pas toujours le cas ! **D. B.**



ALLIGRAFREE

13 AU 15 NOVEMBRE 2014

but de cette courte résidence qui occupera la maison Dar Abdelatif et qui se fera en la présence de l'artiste international eL Seed est de permettre les jeunes graffeurs et calligraphes algériens d'explorer ensemble la particularité du graffiti ; concept mélangeant les deux arts.

RT EN ESPACE PUBLIC

13 NOVEMBRE - 17h - Salle Echabab - le no - (Rue Larbi Ben M'hidi), Alger-centre. Une table ronde autour de l'art dans l'espace public. Modérée par Nadira Lagounne (critique art et commissaire), Annalisa Cannito (Trans-Cultural Dialogues) et Xavier de Luca (JISER / Trans-Cultural Dialogues), on retrouvera parmi les invités : Lorena Cosimi (Teatro Valle Occupato), Camille de Wit (Mains d'Œuvres, France, seuu TEH), Djaila Kadi-Hanifi (Ecrivaine et commissaire d'expositions), Mustafa Benfodil (rivateur et performeur), Souad Douibi (artiste performeuse) et Karim Ouaras (Université de Istaganem / CEMA).

MURALE D'ALGER PAR EL SEED

DU 20 AU 25 NOVEMBRE 2014

L'artiste eL Seed ne viendra pas à Alger uniquement pour rencontrer, échanger ou inspirer des jeunes artistes graffeurs et calligraphes locaux, sans y laisser une des traces qui lui sont tant propres. Il procédera à la réalisation d'une grande fresque murale qui habillera l'une des plus grandes façades du Boulevard Didouche Mourad, artère principale du centre d'Alger.

MOBILITÉ DANS LA RÉGION EURO-MÉDITERRANÉENNE

14 NOVEMBRE - 17h - École d'Art Artissimo. 28 rue Didouche Mourad, Alger

Une table ronde autour de la mobilité artistique, en mettant le focus sur la région Euro-Méditerranéenne. Modérée par Yasmina Reggad (aria, commissaire indépendante) et Xavier de Luca (JISER / Trans-Cultural Dialogues). On retrouvera parmi les invités : eL-Seed, Mohamed Ben Soltane (BAC Art Center, Tunisie) et Dani Burrows (Delfina Foundation, Royaume-Uni).

YACINE & THE ORIENTAL GROOVE

LE 13 NOVEMBRE - 21h30

Concert en plein air et ouvert au public avec un groupe qui nous vient tout droit d'Espagne. Une musique d'ici et d'ailleurs, folk électronique et algérien ; mélodies de pop occidentales et de la Grèce créant un paysage de sonorités où les seuls bruits ne sont pas les discours faciles sur le multiculturalisme. Yacine & The Oriental Groove préparent un concert spécial pour DJART'14, où le groupe basé à Barcelone comptera des musiciens algériens, Nohar Redouane et Ferhat Mohamed Mehdi.

DEMOCRATOZ

14 NOVEMBRE - 21h30

Le groupe oranais Democratoz, issu de la nouvelle génération du rock-Reggae algérien qui dégage de la chaleur africaine dans le gnawi et de l'afro-beat sans oublier le son électro, nous fera bouger aux rythmes de ses paroles engagées.

SES UTILISATEURS DE PLUS EN PLUS NOMBREUX JOUR APRÈS JOUR

Le succès de Facebook à Blida



Le célèbre réseau social, Facebook, rend la vie (un peu) plus facile aux Blidéens grâce aux centaines de pages dédiées à la ville des Roses.

Par **Mohamed Benzerga**

A Blida, comme partout en Algérie, Facebook ne cesse d'avoir du succès auprès des internautes. Ces derniers ne sont plus passifs, comme cela a été le cas lors du lancement de ce réseau social. Actuellement, les pages et les groupes sur Facebook sont légion. Une panoplie de thématiques y est proposée. Principal acteur : le simple facebookiste qui ne se contente plus de consommer les informations diffusées sur ce réseau social. Mais contribue à son alimentation, au grand bonheur des membres d'une communauté donnée. On vous concocte, ici, quelques pages et groupes de Blida, présents sur Facebook et à l'initiative citoyenne.

«BLIDA SERVICES» AU SERVICE DES BLIDÉENS

«Blida Services» est une page qui veut assumer le rôle du service public sur

Facebook. Depuis sa création au mois de juillet dernier à ce jour, une centaine d'offres d'emploi et de formation y est postée par son administrateur. Sachant que la première préoccupation des jeunes est le chômage, «Blida Services» vise surtout les chômeurs à la recherche d'un emploi ou une formation qui peut leur assurer leur avenir. «Notre page poste les avis de recrutement émanant de la Fonction publique et du secteur économique (public ou privé) de Blida. Elles les rendent plus visibles. On fait aussi la promotion des métiers qui sont demandés sur le marché de l'emploi, histoire d'inciter les jeunes à se former», déclare l'administrateur de «Blida Services» qui invite les facebookistes des 25 communes que compte la wilaya de Blida à alimenter cette page en infos utiles. Cette dernière, qui se veut citoyenne en l'absence des administrations publiques de Blida sur la toile (sites Internet, réseau sociaux...), publie, aussi, les avis d'appels d'offres, les agendas culturels, des coordonnées utiles...

FACEBOOK POUR RÉGULER LA CIRCULATION ROUTIÈRE !

La ville des Roses s'est transformée en ville des bouchons, de la circulation chaotique et du stationnement anarchique. Un groupe nommé «Pour un nouveau plan de circulation à Blida» n'a pas trouvé mieux pour sensibiliser les pouvoirs publics que d'avoir recours à un réseau social. Les solutions proposées par les membres du groupe quant à une meilleure circulation routière dans la ville des Roses sont officiellement transmises aux autorités de la ville.

«Circuler en voiture devient un enfer. Les embouteillages ne se terminent jamais. Ils s'accroissent surtout à l'approche des heures de pointe et les jours de pluie. En plus, trouver un parking pour garer son véhicule relève de l'exploit. Toutes les ruelles de la ville sont illégalement exploitées par des jeunes qui n'hésitent pas à recourir à la violence pour empêcher quelques dinars. Sans oublier l'état des routes et des trottoirs», peut-on lire sur la partie consacrée à la présentation de ce groupe sur Facebook. Des photos

sur les encombrements, le mauvais état des routes ainsi que les commentaires des automobilistes blidéens y sont régulièrement publiés dans ce groupe. Quelques-uns de ses membres voient que la circulation routière à Blida devient plus fluide lorsque les rues seront à sens unique et quand les autorités mettront en place des ronds-points giratoires conformes aux normes. La réouverture des rues qui ont été fermées à la circulation, situées notamment à Bab El Khouikha et Belkacem El Ouzri et l'installation de feux tricolores dans la ville figurent, aussi, parmi les solutions proposées par des membres du groupe «Pour un nouveau plan de circulation à Blida».

L'ÉCOLOGIE EN FORCE

L'association des randonneurs et de la découverte de la nature de l'Atlas Blidéen (ARDNAB) a été créée en 1991. Mais les messages au sein de cette association passent mieux depuis qu'elle a son groupe Facebook. Très actifs, les écologistes de Blida mettent toute leur expérience de défenseurs de la nature sur ce réseau social.

L'interactivité de Facebook fait que le recrutement de nouveaux écologistes se fait en un temps record. Pour celui qui aime la nature et le Parc de Chréa, il pourra y trouver un millier de photos. Elles sont d'une excellente résolution, postées par des photographes professionnels et ayant l'œil écolo à la fois.

La forêt, les chutes d'eau, l'aventure des jeunes en pleine montagne y sont répercutées au quotidien. Le 11 octobre dernier, ces écologistes se sont mis d'accord avec l'association El Badr d'aide aux cancéreux pour organiser une grande randonnée pédestre à Chréa.

L'événement avait pour but de sensibiliser les femmes contre le cancer du sein. La remarquable solidarité et la réussite de la randonnée reviennent notamment à l'interactivité du groupe de Ardnab sur Facebook.

L'UNIVERSITÉ, ÇA SE COMPREND !

La plupart des facebookistes sont des jeunes. Les universitaires qui font face à une administration souvent

«*Très actifs, les écologistes de Blida mettent toute leur expérience de défenseurs de la nature sur ce réseau social.*

«bureaucrate» semblent trouver l'astuce. Créer des groupes, spécial université, sur Facebook pour mieux diffuser l'information liée à leur cursus. Les concours des masters ou doctorats, le calendrier des examens, les revendications estudiantines, souvent mal affichées et peu visibles à l'université, sont publiées dans des groupes dont les membres sont sélectionnés au préalable.

A l'université de Blida, les étudiants de chaque département (architecture, biologie, aéronautique...) ont leur groupe ou page Facebook. Et là, l'information passe beaucoup mieux et en un seul clic, SVP !

MÊME LES INDUSTRIELS S'Y METTENT

Le Club des entrepreneurs et industriels de la Mitidja (CEIMI) compte près de 800 adhérents. Cette organisation patronale, dont le siège est à Blida, devient de plus visible et connue grâce, notamment, au groupe qu'elle a créé il y a quelques années sur Facebook. Lors des dernières élections pour désigner le président du Ceimi, les candidats ont beaucoup tablé sur ce réseau social pour faire réussir leur campagne et avoir un maximum de votants le jour de l'assemblée électorale.

Le groupe du Ceimi encourage, à travers son groupe, l'esprit entrepreneurial ainsi que la bonne gestion des déchets. Les activités de ce Club comme les rencontres de ses membres ou la solidarité avec les démunis y sont également postés par les administrateurs du groupe en question. **M. B.**

«*La ville des Roses s'est transformée en ville des bouchons, de la circulation chaotique et du stationnement anarchique. Un groupe nommé «Pour un nouveau plan de circulation à Blida» n'a pas trouvé mieux pour sensibiliser les pouvoirs publics que d'avoir recours à un réseau social.*

3 OUVRAGES SUR L'ALGÉRIE AUX TONALITÉS DIFFÉRENTES, LE FRUIT DE 35 ANS DE RECHERCHES

Un voyage dans le temps à la recherche des ancêtres des «Algériens»

Par Omar Arbane

Ces trois dernières années ont vu paraître à Alger et à Paris 3 livres rédigés par le chercheur multidisciplinaire, natif de Bab El Oued, Djillali Hadjouis, spécialisé dans les hominidés et les mammifères fossiles, leurs maladies, leur évolution et leur environnement. Il est à la fois archéologue, préhistorien, paléontologue, paléanthropologue, paléopathologiste et historien des sciences. Cet universitaire est tout autant à l'aise sur un terrain de fouilles ou dans son laboratoire à Villejuif (Paris), face aux innombrables vestiges osseux humains et animaux qu'il étudie depuis 35 ans. Sa production scientifique est aussi impressionnante, que ce soit sur l'Europe (France) ou sur les pays du Maghreb (Algérie). L'on compte près de 250 publications (articles, livres, catalogues d'exposition, actes de colloques) dont certaines ont été primées par l'académie française de chirurgie dentaire, car touchant aux domaines de la pathologie bucco-dentaire. Ses travaux parrainés et soutenus par des professeurs de renommée mondiale, à l'instar d'Yves Coppens et Colette Roubet montrent bien l'importance de ce type de recherche dans l'Algérie d'aujourd'hui. Des recherches axées sur un déploiement et une redynamisation de la recherche et la motivation pédagogique des nouvelles technologies médicales et scientifiques. Parmi les productions récentes de cet auteur, on retrouve *Les hommes d'Afalou Bou Rhumel*, publié par les éditions du Centre National de Recherches préhistoriques, anthropologiques et historiques d'Alger, dont il est professeur et directeur de recherche associé depuis 2006. «*Les Homo sapiens d'Algérie et par extension du Maghreb, appelés aujourd'hui les hommes anatomiquement modernes, sont ces populations d'hommes*

modernes qui ont évolué sur place à partir d'ancêtres locaux plus anciens, retrouvés à Tighennif près de la wilaya de Mascara. Dans ce cadre bien précis, ils sont réétudiés à partir d'une nouvelle lecture anatomique du crâne, de la face, des dents et de la colonne vertébrale, puis leur association avec le reste du squelette porteur, à savoir les membres inférieurs», explique le professeur Hadjouis. Selon lui, cette façon d'étudier le squelette par la biomécanique et la biodynamique et par le biais de l'imagerie médicale est encore inédite dans le milieu des anatomistes. «*Testés puis analysés sur plus de deux mille squelettes provenant d'une dizaine de nécropoles médiévales du Val de Marne, en Ile de France, les paramètres d'analyse sont reproduits sur les populations fossiles d'Algérie. D'abord sur les crânes des Mechta-Afalou, conservés à l'Institut de Paléontologie Humaine du Muséum national d'Histoire naturelle de Paris, puis sur ceux du Musée du Bardo et du CNRPAH d'Alger. Les relations cranio-faciales avec l'occlusion (la façon dont se positionnent les mâchoires et leurs dents, bouche fermée), la base du crâne et le rachis apparaissent avec une telle évidence que les phénomènes de cause à effet s'établissent d'eux-mêmes, surtout quand les individus ont gardé sur leurs ossements les traces d'une inflammation ou d'une malformation articulaire particulière.*» C'est cette dynamique architecturale de la posture du corps humain qui est enseignée aujourd'hui en Algérie par Djillali Hadjouis, après l'avoir mise en place et validée dans les universités et les établissements de recherche en France et en Italie.

7 NOUVELLES DÉCOUVERTES !

Le deuxième ouvrage publié également par les éditions du CNRPAH vient à peine de paraître. Il s'agit d'un *Atlas des mammifères quaternaires et actuels d'Algérie*. Des

mammifères qui ont existé, puis disparu, depuis deux millions d'années. De par sa forme, l'ouvrage est de toute beauté, montrant figures animales sur pied reconstituées, agrémentées d'un texte de classification zoologique de l'espèce disparue. En tout, 110 espèces de mammifères sont représentées, qui sont finalement les espèces étudiées par le paléontologue au cours de sa carrière. Sur le plan scientifique, le contenu est une prouesse analytique, puisque parmi les animaux fossiles, figurent sept (07) nouvelles espèces créées par l'auteur. «*Il s'agit d'un cheval d'Algérie (Equus algericus), un âne (Equus melkiensis) attribué à un certain Melki, facteur de son état, et du lieu où il a été abattu par l'OAS, une sous-espèce de buffle d'Algérie (Syncerus antiquus complexus), retrouvée comme les précédentes sur les hauteurs d'Alger à Hydra, dans un gisement archéologique de plein air dont les assemblages osseux de mammifères chassés représentent une exceptionnelle diversité des espèces et des écosystèmes. Un cas unique en Algérie septentrionale. Ce site qui a rassemblé mammifères des domaines paléarctique et éthiopien a mis également en évidence d'autres espèces nouvelles décrites récemment, comme ce cob dénommé Kobus méditerranéen et ces deux nouvelles gazelles algériennes dénommées Gazella dziria et Gazella mezhghema*», explique le professeur Hadjouis. Selon lui, dans le Bassin sétifien, précisément dans le plus ancien site archéologique fouillé en Afrique du Nord, c'est-à-dire Aïn Hanech, les vestiges d'un nouveau buffle fossile (Pelorovis howelli), daté d'environ 2 millions d'années ont été découverte. Le nom fut attribué à un paléontologue humaniste américain, Francis Clark Howell, qui a longtemps soutenu les efforts consentis sur ce site. A coup sûr, cet atlas servira aux jeunes générations de chercheurs algériens comme aux amateurs

éclairés de la zoologie et de la biodiversité.

UN DEVOIR DE MÉMOIRE

Le troisième ouvrage est un travail d'historien des Sciences. Depuis quelques années, Djillali Hadjouis s'intéressait de plus en plus aux savants qui ont installé les bases des Sciences naturelles en Algérie et analysait de façon critique le devenir patrimonial de ces legs, bien après l'indépendance du pays. Dans cet ouvrage, il s'agit de la biographie de Camille Arambourg (1855-1969), publiée aux éditions L'Harmattan. «*Camille Arambourg a été un naturaliste français, agronome, puis géologue, enfin paléontologue. Profitant de l'imposante collection de fossiles de Vertébrés et d'Anatomie Comparée que le paléontologue Auguste Pomel avant lui, avait rassemblé au XIX^e siècle dans les laboratoires de l'Ecole des Sciences d'Alger, ainsi que des conseils des professeurs Doumergue et Ficheur, il développa ses connaissances en paléontologie et en Zoologie. Pendant plus de 15 ans, la double activité d'Arambourg va lui permettre de rassembler une impressionnante collection d'invertébrés et de vertébrés, surtout des poissons fossiles dans la vallée du Chély et du Sahel d'Oran. A partir de 1936, plusieurs campagnes de fouilles et de prospections archéologiques et paléontologiques se mettent en place dans plusieurs pays d'Afrique, mais surtout en Algérie, où les découvertes sont les plus nombreuses. Plus de 230 taxons (familles, genres, espèces) de mammifères et de poissons ont été découvertes par lui*» Djillali Hadjouis, qui n'entend pas s'arrêter à ce stade. D'autres ouvrages sont en chantier, sur l'évolution de l'Homme en Algérie et au Maghreb, sur les maladies épidémiques que l'Algérie a traversé depuis l'Antiquité et sur les naturalistes du XIX^e siècle. O.A.

DJILLALI HADJOUIS. HISTORIEN

«Notre patrimoine archéologique, vitrine culturelle de l'humanité»



Quel est l'impact de ces recherches sur la culture et l'éducation des jeunes générations ?

Le patrimoine culturel de l'Algérie en général et archéologique en particulier redevient une priorité primordiale de l'état car sa richesse et sa diversité représentent toutes les facettes des populations algériennes. En cela les jeunes générations et surtout celles qui se spécialisent dans ces domaines relevant de la recherche de nos ancêtres, de leurs cultures et de leurs pratiques quotidiennes ont vite compris l'importance de ces recherches et l'intérêt porté désormais à la conservation patrimoniale de ces dernières.

L'Etat est-il conscient de l'importance de ces recherches ? A-t-il mobilisé assez de moyens ? Les Sites de fouille sont-ils suffisamment protégés ?

Comme je viens de le souligner plus haut, notre patrimoine archéologique, vitrine culturelle de l'humanité, est depuis 1977 (ouverture d'un département d'Archéologie à l'université d'Alger) et 1982 puis 1986 (classement du Parc

culturel du Tassili et réserve de biosphère au Patrimoine mondial), placé au plus haut de l'Etat. Ces dernières années, sous la houlette de l'ancienne ministre de la Culture M^{me} Khalida Toumi, les réalisations d'événements, la construction d'établissements à caractère culturel, l'organisation de rencontres internationales ou le classement de sites archéologiques majeurs est unique dans le monde arabe. Mais on dira que ce n'est jamais assez. Le problème est que l'archéologie, comme partout ailleurs, est sous la tutelle d'au moins deux ministères si ce n'est pas plus : le ministère de la culture et celui de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique. Eu égard à l'impact des écosystèmes, une tutelle également de l'environnement pourrait être envisageable puisque à l'inverse, certains parcs nationaux portent sur leurs territoires des sites archéologiques. Tout cela pour dire que si l'un protège le patrimoine, matériau de recherche par ailleurs, l'autre ne mobilise pas assez de moyens pour ses chercheurs.

Quelle est la signification des découvertes nouvelles que vous faites en paléontologie des vertébrés ?

En tant que pédagogue, les enseignements que je livre à mes étudiants, ou à tout auditoire porté sur les sciences de l'homme et les sciences naturelles sont de nature à leur transmettre une passion, plus qu'un métier. On ne peut pas faire de la paléontologie, de l'archéologie ou toute science annexe comme si on allait simplement au boulot le matin.

C'est une passion qui vous prend aux tripes, le cerveau suit. C'est aussi une grande souffrance quotidienne. Forcément, quand la découverte est là, la joie est immense.

L'impact sur l'environnement du passé et actuel l'est aussi. Car l'apparition d'un cheval sauvage (Equus algericus), apparu il y a environ 100 000 ans dans le continent africain, c'est le cours de l'histoire environnementale qui change. Ainsi, la domestication de cette espèce, bien plus tard, offre des scénarii qui n'étaient pas envisagés. Cela veut dire également que

si les moyens sont là, les découvertes par les uns et les autres pourront se faire tous les jours.

Vous sautez de l'homme à l'animal, du crâne aux dents, de la colonne vertébrale au bassin, du Bassin parisien à l'Afrique du Nord et en particulier de l'Algérie ; où trouvez-vous du temps pour faire cela ?

C'est encore une fois ce que je viens de relever plus haut. La passion, mais aussi la curiosité d'un monde vivant fantastique qui nous entoure. Tout m'inspire et tout est dans la nature. Tous les individus sont capables de prouesses innombrables, encore faut-il leur donner les moyens pour se déployer davantage. C'est le développement d'une recherche analytique particulière, qui fait que par sa connexion avec d'autres recherches aboutit fatalement à de nouvelles perspectives. Le cycle est infini, ce qui veut dire aussi que les congés et les week-ends y passent. Mais c'est le développement et l'évolution du mammifère qui m'intéressent, qu'il soit homme ou animal, en Algérie, en Afrique ou ailleurs. O.A.

SALON INTERNATIONAL DU LIVRE D'ALGER

Le devenir de la formation et des librairies

● A la faveur de la 19^e édition du SILA, une conférence portant sur la problématique de la librairie et de la question de la formation a eu lieu mardi matin à la salle Ali Mâachi, au Palais des expositions des Pins maritimes.

Organisée à l'initiative du Syndicat national des éditeurs algériens du livre, cette rencontre, bien qu'instructive, n'a rassemblé qu'une poignée de professionnels. Le président du SNEL et directeur de la maison d'édition privée Dar El Hikma, Ahmed Madi, a rappelé dans son intervention que la fabrication du livre a pris un essor considérable ces dix dernières années. Si dans les années 1990 l'Algérie avait 25 maisons d'édition, aujourd'hui elle en compte plus de 200. Le constat est plutôt amer pour les librairies. Dans les années 1970, le nombre de librairies était de l'ordre de 680, alors qu'en 2014 seules 200 librairies existent. Le conférencier s'est dit ravi de constater que le livre est arrivé à s'imposer à travers cette 19^e édition du Salon international du livre d'Alger. «Il est temps de réfléchir sérieusement sur toute la chaîne du livre. L'Etat doit être partie prenante dans cette belle aventure du livre». Le professeur et chercheur à l'université de Bouzaréah à Alger, Abdelkrim Terrar, dira que le livre joue un rôle important dans la diffusion de la culture en Algérie. Pour ce spécialiste, à la faveur des dispositions légales relatives au passage à l'économie du marché, il faut espérer la naissance et l'établissement d'une véritable politique de formation. Une politique à priori génératrice de valeurs. «Le secteur de l'édition, comme partout ailleurs, subit la crise de l'économie générale. Face à la faiblesse de la production nationale, à la répartition inégale des librairies, il est nécessaire de constater le grand décalage entre ce qui se dit et ce qui se fait en matière d'édition, de promotion et de diffusion. Tout ceci découle directement de l'absence d'une politique éditoriale. Cela permet de relever deux paramètres :



Une tribune du SNEL livresque et de choix

celui de l'alphabétisme et l'absence d'une tradition culturelle éditoriale. Dans le secteur de la formation, il se doit de jouer un rôle prépondérant dans la formation professionnelle ou universitaire». La formation se caractérise, aujourd'hui, par une insuffisance, un déséquilibre et une improvisation. «Il nous paraît essentiel d'assainir la situation en tenant compte des normes universelles dans l'organisation de la formation tant académique que professionnelle. La préoccupation majeure, aujourd'hui, est de soutenir le dynamisme de l'enseignement supérieur dans le développement culturel et scientifique, et ce, en répondant aux besoins nouveaux induits par les mutations politiques». Pour Abdelkrim Terrar, il y a lieu, d'une manière progressive, d'engager une action d'envergure à même de donner un sens à la formation. Les politiques et les décisions à court terme qui se sont succédées n'ont pas toujours permis aux décideurs de prendre le recul nécessaire pour l'élaboration d'un schéma directeur

permettant de faire converger les actions vers les objectifs et les missions attendus. L'universitaire affirme que la formation et la librairie, qui sont deux formations distinctes par leur contenu, mais complémentaires et indépendantes dans leurs actions, ne peuvent échapper à leur contexte. «Les pouvoirs publics, à travers leurs lois et textes, n'induisent aucune préoccupation financière importante dans les écoutes de l'édition, alors que tout reste à organiser. L'Algérie souffre de sa politique qui a engendré un nombre flagrant de personnel non qualifié. Il apparaît nécessaire d'examiner la question de la formation et de continuer à poser les problèmes qui continuent à affecter l'enseignement supérieur et la formation professionnelle». En guise de conclusion, l'universitaire a soutenu que seule la conjugaison des efforts est à même d'améliorer l'efficacité de chacune de ces professions et de mettre en place des règles juridiques susceptibles de protéger les métiers du livre.

Nacima Chabani

Garcia Marquez, les Arabes et le FLN

Un flou entoure le soutien de Gabriel Garcia Marquez à la lutte des Algériens pour leur indépendance. «La présence de l'Arabe dans les romans de Gabriel Garcia Marquez ressemble à celle des romans d'Albert Camus», a soutenu l'universitaire Abdallah Hammadi, mardi soir, lors d'une conférence-hommage à l'écrivain colombien à la salle du pavillon central du Palais des expositions des Pins maritimes, où se tient le 19^e Salon international du livre d'Alger (SILA). L'écrivain, Slimane Zeghidour, qui participait à la conférence, a protesté contre ce parallèle. «L'Amérique latine est le seul endroit au monde où le mot arabe a une connotation positive, sympathique et valorisante. Le mot est intégré dans la culture nationale. Si l'Amérique latine n'aimait pas les Arabes, elle n'aurait pas élu huit chefs d'Etat d'origine arabe depuis 1982», a-t-il dit. Selon l'auteur de *Le voile et la bannière*, les Sud-Américains ont, à plusieurs reprises, voulu dresser des ponts culturels avec les pays arabes. «Les Arabes n'ont pas suivi. J'ai assisté au premier sommet des chefs d'Etat de l'Amérique du Sud et des pays arabes à Brasilia en 2005. Presque tous les chefs d'Etat sud-américains étaient là. Côté arabe, seules l'Algérie et la Palestine étaient présentes par leurs chefs d'Etat ! Les Arabes sont dans un rapport vertical avec l'Occident. Ils ne regardent que vers le Nord ! Seul le Maroc a des rapports universitaires et académiques avec l'Espagne et l'Amérique latine», a regretté Slimane Zeghidour. Le romancier argentin, Jorge Luis Borges, est, selon Abdallah Hammadi, le premier à avoir introduit «l'Arabe» dans la littérature sud-américaine à travers la traduction de certaines œuvres remontant à la période abasside. «Cela dit, l'image de l'Arabe est souvent exotique. La littérature espagnole a décrit le Turc d'une manière très péjorative. Les Sud-Américains ont hérité beaucoup de choses de cette littérature pour évoquer les Arabes.

La culture de Garcia Marquez sur les pays arabes était limitée», a souligné l'universitaire, spécialiste de la littérature d'expression castillane. «Le fait que les Arabes étaient assimilés à des Turcs n'est pas péjoratif. Après la Première Guerre mondiale, les Arabes qui arrivaient en Colombie voyageaient avec des passeports turcs», a répliqué, de son côté, Dasso Saldívar, biographe de l'auteur de *Chronique d'une mort annoncée*.

Abdallah Hammadi a rappelé que Gabriel Garcia Marquez (Gabo) s'est déplacé en France en 1955, en pleine guerre de Libération nationale en Algérie. «Il a été embarqué à plusieurs reprises, car pris pour un Algérien. Sa détention n'était pas liée à un éventuel soutien aux nationalistes algériens. Il n'a jamais dit quoi que ce soit sur ce sujet», a-t-il soutenu. Dasso Saldívar a cité une chronique écrite par l'auteur de *Cent ans de solitude*, après l'obtention du prix Nobel de littérature en 1982, dans laquelle il évoquait les liens d'amitié qu'il avait établis avec des responsables du FLN en France, dans les années 1950. «Gabo a dit à son ami, médecin algérien, qui le sollicitait qu'il travaillait déjà clandestinement pour le FLN à Paris. Il avait fait cela pour une courte période, puis après il a voyagé vers l'Est de l'Europe», a-t-il noté. Selon Abdallah Hammadi, Garcia Marquez a laissé des traces dans la littérature arabe. Il a cité en exemple le célèbre roman du Soudanais Tayeb Salah, *Maoussim al hijra ila chamal* (Saison de migration vers le Nord). «Ce roman, l'un des meilleurs de la littérature contemporaine arabe, relève du réalisme magique. Il y a des ressemblances entre Cent ans de solitude et Les 1001 années de la nostalgie de Rachid Boudjedra. J'ai soulevé cette question à l'époque, ce qui m'a valu des attaques», a souligné Abdallah Hammadi. Les 1001 années de la nostalgie est paru en 1979.

Fayçal Métaoui

VU À LA TÉLÉ

Don Quichotte à la peine

Par A. Merad

Le ministre de la Communication serait-il déjà en disgrâce ? L'info rapportée par le site électronique Algérie 1, présentée comme un incident protocolaire, ouvre la voie en tout cas à toutes les spéculations. Selon ce journal, généralement bien introduit dans les sphères décisionnelles, le protocole aurait tout bonnement «oublié» de réserver un siège, parmi les membres du gouvernement, à Hamid Grine lors de la conférence économique et sociale abritée par le Palais des Nations. On lui proposa alors de s'asseoir avec les ambassadeurs, mais le ministre, vexé par l'affront, a préféré quitter précipitamment la salle selon la même source. C'est peut-être anecdotique, mais les échos qui nous parviennent de l'entourage du gouvernement, et même du cercle présidentiel, font état d'un fort sentiment d'agacement provoqué par les démarches incontrôlées et à contresens de ce ministre qui, en si peu de temps, a réussi l'exploit de susciter d'énormes remous dans le monde de la presse au moment où le premier responsable de l'exécutif et proche parmi les proches collaborateurs du président de la République, Abdelmalek Sellal pour ne pas le nommer, ne cesse d'appeler au rassemblement des Algériens et à l'apaisement des situations de crise multiforme que connaît le pays. Jamais de mémoire de journaliste post-indépendance un ministre de la Communication n'a autant soufflé sur la braise de la division dans l'univers très spécifique de la presse que l'actuel locataire de ce département qui semble, au train désastreux avec lequel il veut conduire sa mission, trop grand pour lui, trop haut pour sa vision étriquée de la profession qui nous renvoie aux années de plomb de l'article 120 du FLN. En quelques mois de fonction très agités par une suffisance, voire une arrogance qui n'a d'égal que la démesure d'une ambition personnelle pour ravalier la façade d'une carrière jugée nullement transcendante, il a réussi donc le coup de force de fissurer encore très profondément un secteur sensible que ses prédécesseurs, tous issus de ce milieu qu'ils connaissent bien et pour lequel ils ont donné bien plus que lui, ont tenté avec beaucoup de philosophie et de sagesse de maintenir à niveau avec l'espoir de l'ouvrir un peu plus sur la réalité d'aujourd'hui, sans heurts, sans rajouter aux complications déjà existantes. Tous ces ministres qui ont occupé ce poste avant lui, malgré les limites intellectuelles que leur imposait un système farouchement opposé aux idées de progrès et dans lequel ils se savaient ligotés et sans possibilités d'exprimer réellement leurs propres convictions, n'ont jamais cherché la confrontation frontale inutile et stupide avec la presse, encore moins tenter de l'offenser en la présentant au public comme une presse non professionnelle, une presse assistée, une presse vorace qui veut le beurre et l'argent du beurre, et dont le credo est de diffamer et insulter le pouvoir et les institutions d'Etat. Evidemment, ce sont les quelques journaux indépendants qui résistent à l'appel des sirènes qui sont pris pour cible et qui servent de prétexte à un ministre, surpris lui-même d'occuper un tel rang, et qui pour prouver à ses sponsors qu'il n'est pas là uniquement pour la frime, s'est cru en droit de lancer une telle offensive de discrédit systématique pour marquer un passage qui ne risque pas d'aller bien loin, selon les observateurs avisés. Si les HHC, Mehah, Mohamed Saïd, Messahel avaient fait preuve de retenue et de diplomatie pour essayer de gérer un secteur qui donne beaucoup de soucis aux dirigeants par son influence sur l'ouverture démocratique de la société et son corollaire la liberté d'expression, malgré le feu de la critique qui s'abat sur eux, Grine a choisi en ce qui le concerne la provocation bête et méchante pour se distinguer, oubliant qu'à ce stade de la responsabilité confondre l'intérêt général et l'ambition personnelle relève de la mégalomanie qui démontre encore une fois que son choix à ce poste n'a répondu à aucune stratégie sérieuse de développement de la communication dans notre pays. C'est assurément sans arguments fiables et maîtrisables qu'il s'est attaqué gratuitement à la presse indépendante, en cherchant à la salir par des procédés ignominieux du chantage et de la calomnie à sens unique. Mais qui verse vraiment dans l'outrage et la diffamation quand on sait qu'il choisit son vocabulaire pour frapper les esprits en présentant les collectifs de journalistes comme des «patrons de presse» milliardaires qui se sont enrichis sur le dos de l'Etat et qui se révoltent aujourd'hui parce que la manne publicitaire de l'ANEP ne leur est plus versée. Le raccourci diabolique, s'il a convenu à tous ces affidés haineux du régime pour libérer leur venin contre des titres qui ne se sont fiés qu'à la loi du marché, à la sentence du lectorat et à leur crédibilité pour avancer, paraît ici grotesque car reposant sur des a priori de circonstance qui ne résistent à aucune analyse fondée. Le ministre, revenant de sa planque marocaine après les années sanglantes de terrorisme, a, faut-il le rappeler, choisi une société privée étrangère de téléphonie mobile pour se reconstruire, et les lecteurs seraient étonnés de savoir le montant de ses rémunérations mensuelles, sans compter les avantages à droite et à gauche qui allaient avec qui sont très largement supérieures, mais alors très largement, à celle de ces «patrons» qui font tellement fantasmer. Mais où se trouve le milliardaire ? Quant à la pub étatique sur laquelle semble reposer toute la stratégie de neutralisation de la presse indépendante, nous avons beau dire qu'elle n'a jamais fait l'objet de convoitise de la part des deux grands titres visés, rien à faire. De même, lorsque nous disons que notre journal n'a jamais bénéficié d'un sou du Trésor public autrement que par les prêts bancaires remboursables avec intérêts selon les échéances requises, les affidés haineux qui répondent toujours présents pour faire plaisir à leurs maîtres font semblant de ne rien entendre, même si la vérité est vérifiable à tout instant. Cela dit, nous n'en serions pas là en train d'alimenter des divisions stériles mais qu'on nous impose pour des objectifs de destruction bien précis, si un ministre — le pire que la presse nationale ait eu — s'était occupé de problèmes prioritaires beaucoup plus sérieux que ces hostilités qui ne mènent que vers la catastrophe. Les journalistes de l'Unique se sont révoltés et exigent plus de liberté pour exercer leur métier dans la dignité, voilà entre autres un chantier qui devrait inspirer notre Don Quichotte des temps modernes. A. M.

CULTURE

SAÏD YASSINE HANACHI, ÉDITEUR (MÉDIA-PLUS)

Chevalier des Arts et des Lettres

- Saïd Yassine Hanachi, l'éditeur dirigeant Media-Plus, était heureux et... élu, avant-hier soir
- Et pour cause ! Il était le récipiendaire des insignes de Chevalier des Arts et des Lettres.

Saïd Yassine Hanachi, le «loup blanc» de Constantine, brillant à travers sa prolifique maison d'édition Média-Plus, a été fait Chevalier des Arts et des Lettres, solennellement, lors d'une cérémonie à la résidence Les Oliviers, de l'ambassade de France. L'Ordre des Arts et des Lettres est une décoration honorifique française qui, gérée par le ministère de la Culture, récompense les personnes qui se sont distinguées par leur création dans le domaine artistique ou littéraire, ou par la contribution qu'elles ont apportée au rayonnement des Arts et des Lettres en France et dans le monde.

L'Ordre des Arts et des Lettres a été institué le 2 mai 1957. Epingleant la fameuse médaille sur le revers du veston de Saïd Yassine Hanachi, le frais émoulu ambassadeur de France à Alger, Bernard Emié, soulignera à propos de cette distinction : «C'est un grand plaisir que de remettre les insignes des Arts et des Lettres à M. Saïd Yassine Hanachi. C'est une décoration rendant hommage et une reconnaissance portant sur service particulier dans le domaine culturel. Une grande distinction. Vous êtes un passeur, un pédagogue... Un engagement dans la francophonie, cette langue que nos deux peuples partagent. Un courage,

une persévérance, une passion et un partage ! Et ce, de par des liens tissés avec la librairie et la maison d'édition Média-Plus, en matière de coopération bilatérale à travers des projets d'édition, de formation et de partenariat illustré par le recueil de nouvelles fantastiques intitulé *Noce*, publié avec Média-Plus. Quelles joies et fiertés ! C'est aussi la promotion et la diversité culturelle qui sont honorées...».

IL SE LIVRE

Saïd Yassine Hanachi, très ému, dira : «Je suis très honoré par cette distinction. Une reconnaissance, un engagement, une amitié et une fraternité algéro-française. Je remercie tous ceux qui m'ont soutenu, ma famille, ma femme, mes enfants...». Saïd Yassine Hanachi, ayant fait des études de médecine vétérinaire, a exercé, entre autres, le métier de professeur de sciences naturelles et de journaliste au sein des quotidiens *Horizons* et *Liberté*. Depuis 1991, il a embrassé la carrière d'éditeur à Constantine. Sa maison d'édition Média-Plus a reçu 200 auteurs, notamment Rachid Boudjedra, Yasmina Khadra, Malika Mokedem ou encore Benjamin Stora. Son catalogue affiche plus de 100 titres.

K. Smail



Bernard Emié, ambassadeur de France et le récipiendaire Saïd Yassine Hanachi

PHOTO : D. R.

INSTITUT FRANÇAIS Prix de la Nouvelle fantastique d'expression française

Le Prix de la Nouvelle fantastique d'expression française a été décerné, mardi après-midi, à la faveur de la tenue du SILA, à M^{me} Gamara Essia Benbakir. Le concours a été lancé par l'Institut français autour du genre fantastique à destination de toutes les jeunes plumes algériennes. Alexis Andreas, conseiller de coopération et d'action culturelle et directeur de l'Institut français d'Algérie, a indiqué que ce prix de la Nouvelle fantastique a pour vocation d'encourager «la créativité littéraire vers un genre fictionnel souvent délaissé dans la littérature algérienne et qui pourtant comporte un héritage patrimonial important, laissé notamment par la présence de créatures fantastiques dans les récits de la tradition orale. Ce prix vise à récompenser les auteurs fantastiques les plus audacieux et à faire émerger de nouvelles plumes algériennes d'expression francophone». Après réception d'une centaine de textes émanant de tout le territoire national, seules dix nouvelles ont été primées par un jury spécialisé. Les dix textes ont fait l'objet d'une publication à l'occasion du SILA, en partenariat avec l'éditeur Média Plus. La lauréate, Gamara Essia Benbakir, s'est dite heureuse de recevoir une telle distinction. Elle espère toutefois que les centres culturels algériens multiplient ce genre d'initiative afin que l'on puisse découvrir de nouvelles plumes «surtout que le conte et la nouvelle sont quelque chose d'inné ? Nous avons tous baigné dans cet univers. Je suis sûre que cela trouvera écho dans notre Algérie profonde et dans les autres villes. Au fond de nous-mêmes, il reste toujours quelque part un enfant qui rêve d'irréalisme et de fantastique. Et d'oublier la réalité qui n'est pas toujours rose». Il est à noter que ce concours sera reconduit en 2015 avec une nouvelle thématique portant sur le(s) climat(s). L'écrivaine Maïssa Bey sera la marraine de cette deuxième édition.

Nacima Chabani

CARNET DU SILA

* Sid Ahmed Serri sera présent le jeudi 6 nov 2014 (à partir de 14h) au stand de Quipos éditions (F34, pavillon Casbah), avec Hamid Tahri (auteur) pour rencontrer son public et dédicacer le beau livre *Sid Ahmed Serri, le chant du rossignol*. Venez à la rencontre du chantre !
* Le cheikh Khaled Bentounès sera, ce vendredi 7 novembre, l'invité du SILA. Auteur d'un ouvrage intitulé *Thérapie de l'âme*, dont la version arabe établie par le jeune Issam Toualibi-Thaâlibi sous le titre *Ilaj en nefis* vient de paraître chez Casbah-Editions. Il animera, à partir de 14h30, une conférence-débat à la salle Ali Maâchi.

TÉLÉVISION

<p>TF1</p> <p>22:00 Série</p> <p>Profilage Lors d'une émission radio à laquelle Chloé est invitée en tant qu'experte en psychologie, elle entend, impuissante, une auditrice se faire frapper par son mari...</p>	<p>2</p> <p>20:50 Magazine</p> <p>Envoyé spécial «De vrais meubles en faux bois». Deux meubles sur trois vendus en France sont en kit, à bas prix. Comment parvient-on à fabriquer des meubles aussi peu chers ?</p>	<p>3</p> <p>20:45 Film</p> <p>Mystic River A Boston, la fille d'un gangster est assassinée. Son ami d'enfance, devenu policier, soupçonne le troisième membre de leur bande de jeunesse, qui avait été à l'époque victime d'abus sexuels...</p>	<p>CANAL+</p> <p>20:55 Série</p> <p>Ray Donovan Avi transporte Sully et sa femme Catherine en voiture de Boston à Los Angeles. En chemin, Catherine commet l'erreur de passer un coup de fil qui pourrait permettre au FBI de repérer Sully...</p>	<p>arte</p> <p>20:50 Série</p> <p>Lilyhammer Frank s'acoquine avec le promoteur Julius Backe, qui veut construire un luxueux complexe immobilier. Au même moment, il apprend que le parain new-yorkais qu'il a balancé au FBI va être blanchi...</p>	<p>6</p> <p>20:50 Divertissement</p> <p>Rising Star Rising Star est un concours de chant ouvert à tous. Quels que soient leur âge ou leur genre musical, qu'ils chantent en solos, duos ou groupe, qu'ils soient amateurs ou professionnels...</p>
<p>5</p> <p>20:40 Magazine</p> <p>La grande librairie François Busnel anime en direct ce magazine consacré à l'actualité littéraire. Des écrivains connus ou en devenir, français ou étrangers, viennent présenter aux téléspectateurs leur dernier ouvrage...</p>	<p>4</p> <p>20:45 Série</p> <p>Line of Duty : enquêtes internes Lindsay se réveille dans un réduit où elle est enfermée, et découvre que l'un de ses ravisseurs, Prasad, a tué Cole. Au téléphone, Prasad annonce qu'il agit sous les ordres de Dryden...</p>	<p>Direct 8</p> <p>20:50 Jeu</p> <p>Le maillon faible Dans cette nouvelle émission spéciale, neuf humoristes représentant toutes les générations de la scène comique vont tenter de gagner le plus d'argent possible pour l'association Les Bouchoirs d'amour...</p>	<p>tmc</p> <p>20:50 Série</p> <p>New York, section criminelle Les enquêteurs découvrent tous les membres d'une famille assassinés chez eux. Avant avoir interrogé les voisins, les agents apprennent que la veille, une violente dispute avait éclaté chez les Sherwood...</p>	<p>W9</p> <p>20:50 Sport</p> <p>Ligue Europa Quinze jours après avoir reçu Everton sur leur pelouse, c'est au tour des Nordistes de se déplacer outre-Manche pour une rencontre qui s'annonce d'emblée compliquée...</p>	<p>reji</p> <p>20:50 Magazine</p> <p>Tellement vrai Karima et Nadia, 28 ans, sont jumelles. Mais elles ne supportent plus leur ressemblance - Harry, 26 ans, est si bordélique qu'il ne peut même plus pénétrer chez lui - Aldric, 30 ans, aimerait séduire...</p>

ON VOUS LE DIT

Trois malfaiteurs arrêtés pour vol de véhicules à Alger

La police de la wilaya d'Alger vient de mettre la main sur un important groupe de malfaiteurs spécialisé dans le vol de voitures. Ainsi, trois personnes, dont deux repris de justice, ont été arrêtées et présentées, mardi, au procureur de la République près le tribunal d'El Harrach, apprend-on d'une source sûre. Ces malfaiteurs, qui opéraient dans les wilayas d'Alger, Sétif et Batna, procédaient au vol des véhicules auprès d'agences de location à l'aide de faux documents scannés et de fausses identités. «*Ils ont même vendu des véhicules acquis grâce au dispositif Ansej avec leur propre identité et des dossiers administratifs des plus légaux*», précise notre source. Pas moins de 7 véhicules de tourisme et deux camions ont été récupérés par les services de la PJ. L'enquête, qui a nécessité pas moins de 10 mois d'investigation et d'infiltration, poursuit toujours son cours, nous apprend notre source.

Promotion du personnel de la Protection civile de Chlef

Soixante-quinze fonctionnaires de la Protection civile de Chlef ont été promus, avant-hier, à un grade supérieur, lors d'une cérémonie présidée par le chef de l'exécutif de la wilaya, en présence des autorités locales et des cadres et travailleurs de la Protection civile. Le personnel concerné a été élevé au grade de caporal jusqu'à celui de commandant. Le directeur de wilaya de la Protection civile a indiqué que d'autres agents, tous grades confondus, seront promus ultérieurement, avant de souligner l'intérêt qu'accorde son institut à la promotion des professionnels de ce corps.

L'ONAT lance des produits de la saison saharienne

L'ONAT, l'un des acteurs de la commercialisation de la destination Algérie, inaugure la saison saharienne 2014 par un riche programme orienté vers deux marchés : l'un consacré à la clientèle nationale avec des produits relatifs au tourisme thermal, culturel, urbain à travers différentes régions du pays, à savoir les oasis, la Saoura, Tlemcen, Oran, le Sud et le Grand Sud. Une manière de promouvoir le tourisme domestique. L'autre a été consacré à la clientèle étrangère afin de booster la destination Algérie qui repose surtout sur le Grand Sud, les oasis et la Saoura. L'ONAT ambitionne de drainer plus de touristes que ceux enregistrés en 2013 au regard des moyens humains (guides professionnels, autocaristes expérimentés) et matériels dont il dispose pour la commercialisation des produits.

Augmentation du trafic aérien

Le trafic passagers a poursuivi sa progression en septembre, avec un taux annuel dans le monde de 5,3%, contre 5,9% le mois précédent, selon l'Association internationale de transport aérien (IATA). La capacité des compagnies aériennes à l'international a également continué à progresser (+5,1%), avec un taux d'occupation des appareils à 80,3%, a précisé la même source. Le transport aérien est toutefois confronté à des risques qui peuvent freiner l'élan : l'accentuation de la faiblesse de certaines économies comme l'Europe et le Brésil, la menace potentielle d'Ebola sur la confiance des gens pour prendre l'avion et l'impact de l'instabilité politique dans diverses régions.

Pénurie d'imprimés S12 à Bouira

«*Pas d'imprimé, revenez dans quelques jours !*» Telle est la réponse des agents du service d'état civil de l'APC de Sour El Ghozlane aux nombreuses demandes formulées par des citoyens. Le manque d'imprimés d'extrait de naissance S12, n'est pas nouveau au niveau de cette APC. Cela fait des mois que des citoyens dénoncent le retard de la délivrance de ce document. Cet imprimé qui doit être disponible en permanence au niveau des différents services d'état civil des APC, dès lors que ce document S12 est devenu une pièce maîtresse, d'autant plus qu'il est toujours exigé par les administrations. Cependant, au niveau local, ce document reste difficile à retirer et qui demande souvent un parcours du combattant. A Sour El Ghozlane, comme ailleurs, l'obtention de ce fameux document nécessite des jours, comme en ont témoigné de nombreux citoyens qui s'interrogent sur le fait que les déclarations des autorités qui appellent à faciliter la tâche aux citoyens n'ont pas suffi. Outre cette pénurie, les citoyens se plaignent également des lenteurs liées à la signature de ce document par les P/APC qui, dans la plupart des cas, sont souvent absents, comme c'est le cas au niveau de l'APC de Bouira.

ÉMISSION DE TIMBRES-POSTE SUR LES ARTS PRÉHISTORIQUES

La grammaire en souffrance

- Le timbre erroné semble devenir la marque de fabrique à Algérie Poste
- C'est le constat que les philatélistes se font ces dernières années.

On serait amené à le croire en découvrant l'émission d'Algérie Poste du 1^{er} septembre dernier : une série de trois timbres consacrée aux arts préhistoriques sous leurs deux aspects, pariétal et mobilier, d'après des photographies fournies par le Musée national du Bardo. «*Ce sont trois vignettes dont la qualité plastique est malheureusement en deçà des attentes, mais surtout un concentré d'erreurs grammaticales aussi bien dans la langue arabe que française*», expliquera Mohamed Achour Ali Ahmed, journaliste philatélique. Premier couac : sur l'enveloppe et le cachet «Premier jour» ainsi que sur la notice philatélique, l'intitulé de l'émission «Arts préhistorique» comporte une erreur de grammaire. Notre interlocuteur précise que l'adjectif de périodisation «préhistorique» est écrit sans «s» alors qu'il doit s'accorder en nombre avec le nom auquel il se rapporte. «*La deuxième erreur grammaticale est plus grave puisqu'elle entache la légende en langue arabe du timbre à 15 DA représentant un char tiré par deux chevaux au galop volant*. En plus du



pluriel, l'arabe dispose du duel qui, comme son nom l'indique, s'utilise pour parler d'un ensemble de deux personnes ou de deux choses. L'erreur concerne la déclinaison du duel, (*hisanyne- deux chevaux*) sujet dans la phrase. On aurait dû lire «*hisanani*» avec «*ani*» à la fin au lieu de «*hisanyni*» avec «*yini*» qui s'applique au complément», poursuit-il. Quant à la troisième erreur, elle a été commise cette fois par l'imprimerie de la Banque d'Algérie. Les planches de ce même timbre décidément «malchanceux» en sont sorties portant sur

leurs marges un pluriel erroné : «chevaux» au lieu de «chevaux». «*Mais comment les responsables du service philatélique, qui n'ont que quelques mots à écrire en légende, s'y prennent-ils pour commettre autant de bévues sur une surface aussi réduite que celle d'un timbre-poste ?*» s'interroge Mohamed Achour Ali Ahmed. On se demande si ces responsables sont conscients des retombées négatives de leurs étourderies si des enquêtes sont diligentées à chaque fois pour retracer les dérives et situer les responsabilités. Les nombreux philatélistes algé-

riens se posent la question suivante : combien d'erreurs ou de plagiats leur faudrait-il pour qu'ils comprennent qu'en agissant ainsi ils discréditent le timbre algérien. «*Ce dernier, appelé à circuler dans le monde entier pour propager une image positive de l'Algérie, faire connaître les valeurs de son peuple, son histoire millénaire et la richesse de son patrimoine, se doit de tendre vers la perfection tant par le choix et la qualité de son illustration que par le fini de sa fabrication*», conclut Ali Ahmed. **S.Arslan**

ASSOCIATION LES AMIS DE LA CASBAH

Sauver la vieille médina

L'Association les Amis de La Casbah «sauvons la Casbah» a dédié une stèle à la mémoire des femmes et des hommes de tous les origines qui composent la mosaïque culturelle et culturelle du pays et qui ont pris part au combat libérateur et à l'indépendance de l'Algérie. «*La stèle marque une étape, le début d'un processus de reconnaissance à toutes celles et ceux qui ont choisi la révolution algérienne*», souligne un communiqué de presse. Une manière d'évoquer leurs souvenirs, rendre hommage à leur mémoire, dire leur engagement, sans risquer, même involontairement, de trahir le sens et la portée de leur engagement sincère et désintéressé. En vivant certains à cette commémoration (60^e anniversaire de l'indépendance), l'association a constaté que nombre d'eux vivent dans des conditions difficiles. Des héros qui vivent éseulés, survivent dans des conditions inacceptables. L'association tient à rappeler que «*nous héritons d'une mémoire collective ensemencée de faits dramatiques, au point qu'elle est devenue sélective, complaisante et souvent injuste. Les uns se sont réfugiés dans le silence, les autres se plaisent à répandre des contrevérités. L'amnésie encombre les mémoires et corrompt les consciences*». Nos écoliers apprennent des fondamentaux qui consistent à dire que l'Algérienité serait la somme du triptyque : islamité, arabité et amazighité. Notre histoire est amputée de personnages tels que Massinissa, Jugurtha, Saint Augustin, Ali



Betchin (Vénitien), Mourad Rais et Hassan Pacha. Ces noms illustrent marquent le passé et la toponymie de la capitale. D'autre part, cette association veut sauver La Casbah de la lente agonie et rompre le cercle de la passivité. Pour cela, elle estime qu'il est «*impératif de changer de méthode et d'approche des questions qui se posent à La Casbah : à ce jour, les pouvoirs publics accordent pour des raisons sociales et politiques des aides à fonds perdus. Cette approche a largement montré son inefficacité. Elle incite à l'assistant, encourage les dégradations des maisons qu'on souhaite entretenir et développe l'irresponsabilité*».

Kamel Benelkadi

Une course-randonnée pédestre et cycliste contre Alzheimer

La Société algérienne de radiologie et d'imagerie médicale (SARIM), présidée par le D^r Noureddine Bendib, célèbre la Journée internationale de radiologie IDOR 2014, en partenariat avec l'Asmga, l'Asmga-Alzheimer-Club (AAC), l'ASBAC (Bouchaoui Athletic Club) et le GLMMS (Groupement latin et méditerranéen de la médecine du sport). L'AAC organise, en collaboration avec l'ensemble des partenaires précédemment cités, une course-randonnée pédestre et cycliste de solidarité envers les malades atteints de la maladie d'Alzheimer et leur famille et de sensibilisation envers la population le vendredi 7 novembre 2014. Le départ se fera à 8h30 au siège de l'APC de Ben Aknoun et l'arrivée à l'hôpital de Ben Aknoun. La Sarim et la Sarim Junior, en partenariat avec l'AAC, organisent le 8 novembre 2014 une journée scientifique abordant le thème choisi cette année : «*Imagerie du cerveau*». Au programme, des cas cliniques et des dossiers commentés interactifs en neuro-radiologie. Des pathologies différentes de l'adulte et de l'enfant seront abordées. L'AAC s'associe à la journée pour nous apprendre comment fonctionne le cerveau, les dessous de la maladie d'Alzheimer et comment s'assurer du «*bien-vieillesse*».

FOOTBALL FRANÇAIS Le racisme rampant

Après Laurent Blanc, à l'époque sélectionneur de l'équipe de France, c'est au tour de Willy Sagnol, l'entraîneur de Bordeaux et ancien international français, de remettre une couche de racisme à l'égard des joueurs africains dont il dresse un portrait réducteur en décrivant le «*joueur typique africain avec des qualités de combativité et de puissance (...) alors que le foot ce n'est pas que cela, c'est aussi de la technique, de l'intelligence et de la discipline*». Ces propos peignent le racisme à cent lieues. Ils s'inscrivent en droite ligne de ceux proférés par Laurent Blanc et des membres de la DTN française lorsqu'ils ont «*souhaité établir une politique de quota dans les centres de formation et les sélections françaises*» pour réduire la présence des «*blacks*» dans les rangs des Bleus. Ce discours et ces propos racistes se nourrissent du discours lepéniste et font le lit de la haine dans un sport où soi disant le racisme est farouchement combattu. Réduire les qualités du joueur africain aux seuls chapitres de la combativité et de la puissance c'est faire injure au talent des joueurs africains. Mustapha Zitouni, Larbi Ben Bark, Rachid Mekhloufi, Salif Keita, Mustapha Dahleb et bien d'autres footballeurs originaires d'Afrique ont fait les beaux jours du football et des clubs français grâce à leur intelligence dans le jeu, leur technique, leur valeur morale et bien d'autres qualités inscrites dans le bagage du footballeur. Les clichés sont devenus des réflexes chez beaucoup de dirigeants et techniciens français. Heureusement pas tous. Pour moins que cela (de tels propos), des sportifs ont été fustigés. Ceux de Willy Sagnol sont minimisés, à l'instar de ce qui s'est passé lors de l'affaire des quotas. Le football français emprunte depuis quelques années une voie qu'emprunte le Front national. La stigmatisation des étrangers, plus particulièrement les Maghrébins et les Noirs qui, un soir de juillet 1998, ont irradié de bonheur la France. Ils avaient pour nom Zidane, Thuram, Henry...

Yazid Ouahib

CS CONSTANTINE

Bentoubal calme le jeu et parle dépenses

Le patron de la SSPA/CS Constantine, Omar Bentoubal, a tenu une conférence de presse improvisée, mardi, pour s'exprimer sur la situation actuelle de son club qui donne l'air de vivre un début de crise de résultats. Le premier responsable du CSC a tenu d'ailleurs un discours rassurant, pour calmer le jeu : «*On a débuté la saison en force, mais qui ne connaît pas de passage à vide ? On s'est réunis avec le staff technique pour parler des raisons de ce passage à vide. Il ne faut pas oublier les arrêts répétitifs du championnat qui ont influé négativement sur notre dynamique. L'essentiel, à présent, est de revenir en force et j'ai demandé à Garzito de rattraper notre retard et de terminer la phase aller avec au moins 26 points.*» concernant l'avenir du coach franco-italien, Bentoubal est catégorique : «*Je suis pour la stabilité car on ne peut avoir de bons résultats avec des changements.*» Le second volet de la conférence a été consacré aux revenus financiers. Bentoubal indique à ce propos : «*C'était une mission suicidaire vu*



Omar Bentoubal, président du CS Constantine

l'état des lieux catastrophique dont j'ai hérité, avec un compte bancaire où il n'y avait que 400 millions pour faire face à des dettes colossales. Ma priorité était de redresser la balance des comptes. Ceux qui pensent qu'on nage dans le bonheur financier actuellement se trompent, la preuve : aujourd'hui, on n'a que 6 millions centimes sur notre compte bancaire.» En langage des chiffres, Bentoubal a évoqué le rôle important que joue l'actionnaire majoritaire TAL qui, d'un calcul simple, a débloqué 29 milliards à ce jour, sans parler des 5,4 milliards que la

compagnie aérienne va débloquer encore prochainement. Le reste de l'argent a été généré par les droits TV, les sponsors et les recettes du stade Hamlaoui. Le CSC a dépensé exactement 35,7 milliards depuis février dernier. A noter, enfin, que dans la situation de crise que traverse le club, les supporters du CSC se sont mêlés du volet technique, en adressant au staff, à travers les réseaux sociaux, les noms des joueurs que le coach devrait aligner pour que l'équipe «*l'emporte*» samedi face à la JS Saoura.

Abderrahmane Henine

JSK - ESS

L'Entente à l'épreuve des Canaris

Auréolé par le sacre africain, le onze ententiste, qui n'a pas eu le temps de souffler, devra renouer avec la compétition nationale. Ainsi, les camarades de Younes croiseront le fer demain avec une JSK pas facile à jouer. Même sans public. Les Noir et Blanc se déplaceront au stade 20 Août 1955 sans Ziaya (blessé) et probablement sans leur maître à jouer Akram Djahmit, surmené. Pour des raisons évidentes, le staff technique ententiste n'a pas augmenté la charge des deux entraîneurs effectués à l'Ecole nationale des sports olympiques (ENSO), loin des yeux de leurs inconditionnels qui continuent à chanter et jubiler en l'honneur de la deuxième étoile. Revigorés par l'extraordinaire exploit du 1^{er} Novembre, les camarades de Megatli qui savent désormais ce qui les attend, travaillent dans une bonne ambiance. Occupant la dernière place du classement avec 7 points et trois matches en retard, les Ententistes sont obligés de bien négocier leurs prochaines sorties. Rien que pour grappiller des points et des positions au classement, où les places coûtent désormais cher. Sur la brèche depuis des mois, certains cadres qui ont été «*formatés*» par l'enjeu et la pression de la finale de la LDC seront ménagés. Ne pouvant faire autrement, Madoui va certainement faire appel aux joueurs non concernés par les joutes africaines. Mis au repos forcé, Dagoulu, Kouribaa, Nemdiil devront, à l'instar de Boukria, Aroussi, Lamri, Rait et Benyettou — qui n'ont pas bénéficié d'un temps de jeu lors de la double confron-

tation du Vita Club — prendre part à cette empoignade qui s'annonce délicate.

DES CANARIS DÉCIMÉS

Revigorés par l'éclatant succès de jeudi dernier face au MCA (2-4) qui a mis fin à une série de trois matches sans réussite, les Canaris de la JSK tenteront de confirmer leur réveil à l'occasion de la réception de l'ESS, et du coup enclencher leur première victoire de la saison à domicile, même si, pour rappel, c'est en dehors de ses bases et sans public que le club kabyle accueillera ses adversaires. Une mission qui ne sera pas aisée pour la bande à François Ciccolini, le nouveau coach, qui devra composer avec un effectif décimé. En effet, les Canaris se sont entraînés hier, à Tizi Ouzou, avec un effectif de 12 éléments seulement, avec une multitude d'éléments qui rateront le choc de demain face à l'Entente. Ainsi, le technicien corse devra composer sans Delhoum (suspendu), Yesli, Kerrar et Aïboud (blessés) et probablement Ibadjadène et Benlamri (retenus respectivement en sélections olympique et militaire). Des absences considérables, qui risquent de peser sur le rendement de la JSK, compliquant davantage la tâche des Canaris en quête d'un premier succès à home, dans un choc à grand enjeu face au champion d'Afrique, avec une place sur le podium en jeu pour les Kabyles.

T.A. S. Kamel Beniaiche

LIGUE 2

JSMB-MCS, un choc au sommet

Le match JSMB-MCS, mettant aux prises le leader et son dauphin, est sans conteste le choc de cette 11^e journée de Ligue 2 qui aura lieu demain. Les Béjaouis, qui ont été leaders pendant les 9 premières journées, avant de se voir ravir la vedette par l'adversaire du jour, le week-end dernier, tenteront de reprendre leur place en faisant «*tomber le leader*» comme nous l'a signalé, hier, l'entraîneur du club,

Ali Fergani. Ce dernier a indiqué que le groupe «*s'est préparé normalement*», même si la JSMB va recevoir le premier du classement et «*celui qui est dans cette posture est toujours attendu*». Pour lui, ce sera un match difficile pour les deux équipes, d'autant que le «*MCS se débrouille bien à l'extérieur*». La clé de la victoire, estime-t-il, passe par «*remporter les duels et faire preuve de plus d'efficacité*». Le

coach du MC Saïda, Abderrahmane Mahdaoui, estime, quant à lui, que le déplacement que va faire son équipe est «*spéculatif*» et que même si la rencontre «*n'est pas décisive*», elle reste «*importante*» pour la suite du championnat. Le match va mettre aux prises, comme l'a signalé Mahdaoui, «*deux équipes aux ambitions similaires*». L'entraîneur espère que, pour ce rendez-vous, l'équipe continuera sur la dynamique des résultats passés. **Abdelghani A.**

En cas d'annulation de la CAN-2015

L'annulation de la CAN-2015, prévue au Maroc du 17 janvier au 8 février prochains, pénalisera financièrement les fédérations et sportivement les sélections qualifiées au tournoi. Les premières ont déboursé beaucoup d'argent durant les éliminatoires et les secondes seront frustrées de ne pas participer à ce rendez-vous pour des raisons extrasportives. La Confédération africaine de football (CAF) déboursera plus d'un million de dollars comme compensation pour chaque association qualifiée. Mais il lui sera difficile d'évaluer le préjudice moral qu'une telle décision occasionnera. Si on prend le cas de l'Algérie, pratiquement qualifiée à la CAN-2015 avant les deux dernières journées, on peut dire qu'elle fera partie des sélections qui seront les plus lésées. Sur son parcours, parfait jusque-là, elle nourrit légitimement l'ambition de remporter la 20^e édition de la CAN, qui est du reste l'un de ses objectifs. Sportivement donc, les joueurs algériens seront les grandes victimes de l'annulation de la CAN-2015. Jamais peut-être l'Algérie n'était aussi mieux placée pour remporter le trophée en dehors de nos frontières. La génération Feghoul semble fin prête pour ramener ce titre, qui échappe à l'Algérie depuis 1990. La Fédération accusera un manque à gagner, outre l'indemnisation, de l'ordre de 2, voire 3 millions de dollars qui tomberont dans l'escarcelle des fédérations dont la sélection atteindra le dernier stade de la compétition. Les conséquences de l'annulation de la CAN-2015 seront lourdes et multiples pour toutes les parties concernées par cette affaire (CAF, fédérations).

Y. O.

CFA : la nouvelle composante est à l'œuvre

La commission fédérale des arbitres s'est dotée d'une nouvelle direction, mais avec Khellil Hamoum toujours à sa tête. Ce dernier a présenté la nouvelle composante au bureau fédéral qui l'a validé lors de sa dernière réunion tenue fin octobre. La nouvelle commission comprend Mohamed Benarous, Mohamed Lamine Benaiissa, Rachid Belhaoua (tous anciens arbitres internationaux) et M^{me} Sladij Mouta (ancienne arbitre). Selon une source proche de la CFA, le choix de ces personnes «*obéit à des critères qui cadrent avec la fonction. Mis à part Debichi, tous les autres membres sont issus du corps arbitral qu'ils ont servi durant de longues saisons et sont d'experts internationaux. Leur parcours respectif plaide en leur faveur. Ils sont appelés à prendre en charge tous les volets de l'arbitrage, de la base au sommet. Les chapitres formations, suivi et promotion seront les axes prioritaires de leur mission*». Le président Khellil Hamoum a pris son temps pour constituer l'équipe avec laquelle il va travailler au cours des prochains mois. Il a présenté sa liste au bureau fédéral qui l'a validé. Un premier bilan de la commission sera établi en fin de saison, pour recenser tout ce qui a bien fonctionné ou moins bien. C'est sur le terrain qu'elle sera jugée.

Y. O.

Bitam : dernier recours avant d'aller au TAS

L'arbitre assistant international Mounir Bitam, suspendu le 2 octobre dernier de toute fonction par la commission de discipline (CD) de la Ligue de football professionnel (LFP) a introduit un second recours en date du 4 novembre 2014 qui fait suite aux précédents recours adressés à qui de droit les 6 et 11 octobre, pour demander le respect de l'article 64 alinéa 1 des statuts de la FAF et rappelle que les recours qu'il a introduit jusque-là sont restés sans réponse de la part de la LFP. Il qualifie cette situation de «*déni de justice, voire abus d'autorité*». L'intéressé indique «*si aucune réponse n'est donnée à mes missives, il me restera le recours au tribunal arbitral*».

Y. O.



PRIX GONCOURT DE LITTÉRATURE

Kamel Daoud, si près du but...

● L'auteur algérien, dans un tweet, a remercié toutes les personnes qui l'ont soutenu. «J'aurais voulu offrir de la joie aux miens, aux gens et aux lecteurs, rentrer au pays avec une belle image de soi», a-t-il écrit.

Paris
De notre correspondant

A lors que tout le monde s'attendait à ce que l'Algérie obtienne son premier Goncourt de l'histoire, le jury en a décidé autrement, préférant *Pas pleurer* de Lydie Salvayre à *Meursault contre-enquête* de Kamel Daoud. *Pas pleurer*, le livre de Lydie Salvayre a créé, hier à Paris, la surprise en remportant le prestigieux prix Goncourt par 6 voix contre 4 pour l'Algérien Kamel Daoud après le cinquième tour de vote. L'auteur algérien, dans un tweet, a remercié toutes les personnes qui l'ont soutenu. «J'aurais voulu offrir de la joie aux miens, aux gens et aux lecteurs, rentrer au pays avec une belle image de soi», a-t-il écrit. Mais le jury en a décidé autrement, privant encore une fois l'Algérie, qui a tant donné à la littérature francophone, de compter

parmi ses enfants un lauréat du prix Goncourt. Le journaliste algérien a ajouté qu'il était «allé aussi loin que possible, mais que l'obtention du prix ne dépendait pas de lui», avouant au passage «que ce que lui ont donné les lecteurs n'a pas de prix». Sur les réseaux sociaux, la désolation était perceptible dans de nombreux commentaires postés par des Algériens. Ils croyaient dur comme fer que Kamel Daoud allait obtenir le prix Goncourt. Amel Sahar, journaliste basée à Oran, s'est dite triste qu'aucun encouragement officiel ne soit venu de la part de la ministre de la Culture pour remercier l'auteur algérien d'être arrivé au dernier carré. De son côté, la chaîne française ITélé a versé dans la polémique et l'incompétence en expliquant que Kamel Daoud est censuré dans son pays et que le journal pour lequel il travaillait est,



PHOTO: DR

certain, respectable et a de bons journalistes, mais pas engagé. Ne savait-elle pas que le livre de Daoud a été d'abord publié en Algérie et que ses chroniques, aussi critiques soient-elles, sont publiées chaque matin dans *Le Quotidien d'Oran* ? Vu de France, il fallait en réalité s'attendre à ce résultat et se résoudre à l'idée que peut-être jamais un auteur algérien ne gagnera le Goncourt, en dépit de son talent et son intelligence. Le Goncourt, c'est d'abord un prix politique avant d'être littéraire. Qu'on se le dise... Assia Djabbar le méritait,

Kateb Yacine et Yasmina Khadra, Mohamed Dib encore plus. Mais personne ne l'a eu. Les cercles littéraires parisiens, sans doute encore marqués par la nostalgie ou par la guerre, préfèrent remettre ce prix à d'autres auteurs du Maghreb et du Moyen-Orient, excluant de fait le deuxième pays francophone au monde, à savoir l'Algérie. En attendant, rendons hommage à Lydie Salvayre, française d'origine espagnole qui est revenue dans *Pas pleurer* sur les périodes difficiles de la guerre d'Espagne en 1936. Née d'un père andalou et d'une mère catalane, exilés en France depuis 1939, Lydie Salvayre a passé son enfance dans un petit village, près de Toulouse. Née en 1948 sous le nom de Lydie Arjona, elle a été bercée par les récits de ses parents. Et c'est grâce à la littérature qu'elle a commencé à maîtriser cette nouvelle langue dont elle est aujourd'hui devenue l'emblème flamboyant à travers le plus prestigieux prix littéraire francophone.

Yacine Farah

POINT ZÉRO

Les accidents de la civilisation

Par Chawki Amari

Les voitures se renversent, les avions tombent et les trains déraillent. C'est hélas, au delà du facteur humain, la rançon de la civilisation, les accidents faisant moins de dégâts à cheval ou à dos de dromadaire, encore moins à pied ou en chaise roulante. Ce qui veut dire que les accidents arrivent partout et même en Algérie, qui est, quoiqu'on puisse en dire, un pays industrialisé. Ce n'est d'ailleurs pas un accident mais, au même moment, le tout nouveau ministre de l'Industrie se réunissait avec le Premier ministre et quelques ferrailleurs nationaux autour d'une conférence sur le développement économique pour annoncer que, cette fois-ci, «il ne s'agira pas d'une énième rencontre sans suite mais d'un acte fondateur devant enfin permettre à l'économie de sortir de sa dépendance aux hydrocarbures». Le train de Reghaïa ayant fait un mort et des dizaines de blessés, il s'agit de ne pas rire, même si ces promesses mille fois ressassées

ne réussiront pas à faire oublier que, pour la 15^e année de Bouteflika au pouvoir, la croissance sera encore faible : un petit 3% tiré par la dépense publique, elle-même poussée par les exportations d'hydrocarbures. En 2014 donc, l'Algérie n'entrera toujours pas dans le rang des pays émergents, encore moins dans la dream team des BRICS, ce qui n'est pas non plus un accident. Seul le chef de gare Abdelmalek Sellal, brandissant l'horaire des trains qui ne partent pas, table encore sur une croissance de 7%, sans s'expliquer sur les raisons du retard. Mais c'est surtout sa phrase accidentelle, comme le sont souvent ses phrases, qui a fait sursauter les convives et dérailler l'assistance ; pour résumer sa vision auto-éclairante, il a tenu à expliquer qu'«un pays qui n'arrive pas à compter sur son économie ne peut prétendre faire partie de la civilisation». On se demande ce qu'il dira l'année prochaine et s'il fera encore partie de la civilisation.

COMMENTAIRE

Comment, Monsieur le Premier ministre ?

Par Hassan Moali

Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, a une nouvelle fois invité les Algériens à se «départir du pessimisme ambiant». S'il suffisait de le vouloir, sommes-nous tentés de lui répondre. M. Sellal est dans son rôle qui consiste à remonter le moral des troupes blasées que nous sommes. Le fait de le réclamer ex cathedra, au Palais des nations, est en soi un aveu implicite que ce sentiment de déprime nationale est largement partagé et qu'il y a de quoi être pessimiste en Algérie. Sans verser dans l'alarmisme, les voyants sont au rouge dans beaucoup de domaines.

A la décharge du Premier ministre, il n'est peut-être pas responsable du désastre économique, de l'impasse politique et du malaise social qui alimentent comme un combustible ce pessimisme ambiant.

Mais comment garder un brin d'optimisme quand vous voyez le président de la République sur un fauteuil roulant, la voix presque éteinte, servir bien malgré lui de décor à l'activité protocolaire ? Comment garder le moral quand la rare apparition du chef de l'Etat à la télévision s'apparente à un scoop et qu'il dise quelques mots à peine audibles équivalent à une fête nationale ? Comment ne pas céder à ce pessimisme ambiant quand vous entendez tous les jours qu'un aussi grand pays que l'Algérie est géré, en sous-main, par un quarteron de personnes qui gravitent autour du Président malade ? Comment ne pas s'arracher les cheveux quand vous observez la méthode artisanale avec laquelle le pouvoir tente d'impulser un processus politique de sortie de crise qu'il ne reconnaît pas d'ailleurs ? Comment ne pas s'alarmer quand vous entendez un ministre de la République menacer publiquement de tordre le cou à des journaux qui ne le caressent pas dans le sens du poil ? Comment ne pas se lamenter sur le sort de l'Algérie quand vous lisez qu'un wali s'est permis un grave abus sur les deniers publics en versant 20 millions de dinars à un club de foot qui n'est même pas de la ville dont il a la charge ? Comment ne pas s'inquiéter quand des milliers de nos enfants marchent 15 km pour rejoindre leurs écoles et d'autres s'entassent à 50 dans une salle, dans une Algérie débordante de pétrodollars ? Que des centaines de malades meurent faute de rendez-vous dans nos hôpitaux devenus des mouroirs ? Comment ne pas enragier quand on voit, 60 ans après l'indépendance, les entreprises étrangères importer des bataillons de coffres et de ferrailleurs que notre pays n'a pas formés ? Comment se départir du pessimisme quand votre gouvernement et ceux qui l'ont précédé n'ont pour seul programme que la distribution de la rente pétrolière, qui plus est injustement ? Comment rester serein quand on assiste à l'exode massif de nos jeunes cadres vers des cieux plus cléments, fatigués d'attendre qu'on veuille bien les accompagner ? Comment, comment, comment...

On peut sérier des centaines d'actes manqués, de faillites managériales et de comportements indignes d'une République qui rendent ce pessimisme absolument indépassable en l'état actuel des choses. Moralité : l'optimisme ne se décrète pas, Monsieur le Premier ministre, il se construit jour après jour, sur la base d'une République irréprochable menée par des responsables exemplaires. Pour vous, il y a tout lieu, effectivement, d'être optimiste. Pas pour le commun des Algériens.

Aujourd'hui		Demain	
11° 18°		ALGER	13° 22°
13° 19°		ORAN	15° 22°
7° 12°		CONSTANTINE	11° 16°
9° 22°		OUARGLA	12° 23°